

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'Évolution de la politique douanière de la Roumanie

DE L'ÉPOQUE DACIE-TRAJANE A NOS JOURS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le Mardi 3 juin 1924, à 15 heures 1/2

PAR

V. TH. JORDACHESCOU

DOCTEUR ÈS-SCIENCES SOCIALES

Président : M. E. ALLIX, professeur.

Suffragants : { MM. TRUCHY, professeur.
HITIER, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1924

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'Évolution de la politique douanière de la Roumanie

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Le Mardi 3 juin 1924, à 15 heures 1/2

V. TH. JORDACHESCOU

Président : M. E. ALLIX, professeur.
Suffragants : { MM. TRUCHY, professeur.
 HITIER, professeur.

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU
ROUSSEAU ET C^{ie}
ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1924



A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

Inoubliable et pieux souvenir

L'ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE DOUANIÈRE DE LA ROUMANIE

De l'Époque Dacie-Trajane à nos Jours

APERÇU HISTORIQUE ET GÉOGRAPHIQUE SUR LA ROUMANIE

Avant de traiter notre sujet, nous avons cru indispensable d'esquisser aussi brièvement que possible la vie du peuple roumain à deux points de vue : d'abord, *historique*, la formation de la nationalité roumaine.

Ensuite un aperçu *géographique* en ce qui concerne les deux principautés roumaines, la Valachie et la Moldavie.

Quant aux provinces revenues récemment à la mère-patrie, la Transylvanie, la Bessarabie, le Banat et la Bukovine, nous en réservons l'étude pour la cinquième partie dans laquelle nous tracerons l'importance des facteurs de la production économique.

I. — *Au point de vue historique.* — Dans les temps les plus reculés de l'antiquité, le territoire qui constitue la Roumanie faisait partie des vastes espaces habités par plusieurs peuples connus sous la dénomination générique de Scythes.

Parmi ces peuples il y en a un qui attire notre attention particulièrement : c'est le peuple Dace appartenant à la race gothique et qui ne serait différent du peuple Gète que par le nom.

Ovide dans son triste exil le dépeint magistralement : « Quoique le peuple de ce pays soit mélangé de Grecs et de Gètes, cependant la race indomptée de ces derniers domine. Ils ont la voix sauvage, les traits farouches et sont l'image frappante du dieu Mars » (1).

Par leur organisation et leur vaillance, le peuple dace devient une continuelle menace pour l'empire romain.

L'empereur Trajan entreprit alors sa mémorable expédition : commencée en 101, elle finit cinq ans après.

Il fit bâtir d'abord un pont sur le Danube sur lequel passèrent les légions romaines se dirigeant vers la Dacie.

Il n'en reste aujourd'hui que seize piliers témoins de cette époque. Poussé, dit-on, par un sentiment de basse envie, l'empereur Adrien fit démolir ce monument qui devait rappeler la gloire de Trajan aux générations futures.

Les combats furent acharnés, néanmoins les légions romaines pénétrèrent au sein de la cité de Décébal ; le roi et les généraux ne pouvant plus se défendre, préférèrent mourir glorieusement au milieu

(1) Voir *Les Tristes*, Elégie VII.

des flammes de Sarmizagethuza. Trajan réduisit la Dacie en province romaine en l'an 106 de notre ère.

L'historien romain Eutropin Flavius nous dit que Trajan, après avoir conquis la Dacie, « pour peupler cette province, de un million de pas de tour, amena de toute l'étendue de l'empire (*ex toto orbe Romano*) des multitudes infinies d'hommes dans le but de cultiver ses champs et ses villes » (1). Sous le règne d'Hadrien (117-138) on fit bâtir un aqueduc à Sarmizagethusa et on améliora la situation économique du peuple. Les habitants frappèrent des médailles en son honneur, le nommant *restitutor Daciæ* et la province prit comme titre *Daciæ felix*.

L'empereur Septime Sévère (192-211) fut le fondateur de la ville qui porte son nom (Tournou-Sévérine en Valachie sur le Danube) et il accorda de nombreux avantages à la province. Mais sous le règne de Caracalla (211-217) et Gallien (260-268) les Goths commencèrent leurs attaques, et devinrent menaçants sous l'empereur Claude (268). Néanmoins les romains se maintinrent jusqu'au règne d'Aurélien (271), lorsque la Dacie trop difficile à défendre contre les barbares fut abandonnée.

Toutefois « l'élément romain a été si nombreux et si puissant que, aujourd'hui, plus de seize siècles après qu'Aurélien a retiré les légions romaines de la Dacie, on peut encore constater une forte et compacte masse latine dans le cours inférieur du

(1) Hadrien, t. VIII.

Danube, dans l'ancienne Dacie. Cette masse est le peuple roumain, qui a pu résister à toutes les nécessités, à tous les dangers, qui l'ont perpétuellement menacé à travers les siècles » (1).

II. — *Aperçu géographique*. — La région habitée par les Roumains du nord du Danube est comprise entre trois grands cours d'eau qui forment un triangle aux contours arrondis, assez régulier : ce sont le Danube au sud, le Dniester à l'est et le Theis à l'ouest. Ils constituent une masse de 17 millions d'habitants. La minorité de la population est formée par des Hongrois, des Saxons, des Russes, des Juifs et des Bulgares.

La Roumanie a une superficie de 298.000 kilomètres carrés. Elle est située entre 43°38' et 48°70' de latitude nord, 20°08 et 27°20 de longitude est. Le climat y est extrême, alternativement très chaud et d'un froid rigoureux (2).

La Roumanie actuelle est divisée en plusieurs provinces : la Valachie, la Moldavie, la Transylvanie, la Bessarabie, le Banat, la Bukovine et la Dobroudja.

La Valachie, province roumaine, est bornée au

(1) P. Negulescou, *Histoire du droit et des institutions de la Roumanie*, t. 1^{er}, période daco-romaine. Paris, impr. de Jouve et Boyer, 1898, in-8°.

(2) Température moyenne de Bucarest. 8° C
» la plus haute » 45° »
» la plus basse » 30° »
Ecart. 75° »

nord-ouest par les Alpes de Carpathes. Ce Carpathe qui fut le lieu de refuge lors des invasions barbares et en même temps le berceau de l'unité roumaine. « Source du bien et du mal, les Carpathes exercèrent une influence constante sur le sort du peuple roumain dont l'histoire ne serait point comprise si on n'avait pas toujours les yeux fixés sur leurs pics élevés (1) ».

Au sud, le Danube baigne la rive roumaine, après avoir donné « la vie à trente villes, dont trois capitales : il absorbe cent vingt rivières, perce deux chaînes de montagnes, et dans sa marche triomphale vers la mer, il entend chanter sa gloire en six langues ; mais la *doïna* (2), l'émouvante et profonde *doïna* roumaine, le ravit à un tel point qu'il cède à ce pays la plus belle et la plus riche moitié du domaine de ses flots (3) ».

Et puis : « Ce Danube est le nôtre. Nous l'avons assez payé dans le passé, car il y a eu des siècles pendant lesquels il a roulé vers la mer plus de sang roumain que d'eau (4) ».

(1) Xenopol (A.), *L'histoire des Roumains de la Dacie Trajane à nos jours*. Paris.

(2) *Doïna* est un chant élégiaque. V. Alexandri, écrivain roumain, disait que : « la *Doïna* est un chant d'amour, de plainte et de désir » [*Doïna e un cantec de iubire, de jale si de dor*].

(3) A. Vlahoutza, *La Roumanie Pittoresque*, Bucarest, 1903.

(4) Alexandre Iahovary, séance de la Chambre, mai 1881 ; paroles gravées sur le socle de la statue du grand orateur à Bucarest.

La terre valaque (1) présente trois configurations géographiques : la montagne, les collines et la plaine.

La montagne contient une grande richesse minière due probablement à la variété des formations géologiques. On y trouve des granits, des calcaires des différents âges, des porphyres, etc...

Au-dessus des pâturages se dressent des falaises grises d'une centaine de mètres de hauteur, formées de prismes basaltiques.

Sur les versants l'on aperçoit des forêts séculaires. Il y a des bouleaux, des hêtres, des châtaigniers, des sapins, des chênes, des érables que l'on exploite depuis quelque temps méthodiquement. Le bois est transporté sur des radeaux en vue d'exportation.

Quant à l'industrie des bois et de ses dérivés elle fait aussi des progrès remarquables. La superficie couverte par les bois diminue au fur et à mesure qu'on avance vers les bords du Danube.

Sur la région des collines on cultive habituellement des vignes et des arbres fruitiers. Les vignes occupent les pentes ensoleillées et couvraient jadis une superficie de 40.000 hectares produisant un demi-million à 1 million d'hectolitres. Les arbres fruitiers

(1) Valaques. Au reste le nom de Valaques [Vlaques, Vlachs, etc.] a sa noblesse : c'est une des formes du mot *Gaulois* [tout comme Welches]. — Les Germains appellent *Wælschland* la Gaule cisalpine, c'est-à-dire l'Italie du Nord, qui serait ainsi la *Valachie* de l'Occident. [Rimbaud (A.) dans la préface de l'Histoire des Roumains, Paris, 1893, Leroux].

forment une masse compacte si bien que M. Baksich écrivait en 1640 que : « les contrées qui s'étendent au pied de la montagne produisent beaucoup de poires et de prunes et réellement il n'y a ici que des forêts d'arbres fruitiers (1) ».

Dans la même région, on trouve une des plus grandes richesses de la Roumanie, le pétrole, notamment dans le district de Prahova où l'huile est en grande quantité et presque inépuisable.

Selon M. Obedenaru, la houille est abondante et gît presque à fleur de terre (2). Le fer est caché dans les entrailles du sol, mais il n'est pas extrait de façon bien remarquable.

La région des plaines est formée par des champs immenses où l'on cultive habituellement des céréales telles que : le blé panifiable, l'orge, l'avoine, le maïs, le fourrage, la betterave à sucre, etc.

Antonin Verancics écrivait en 1538 que la Valachie a une terre féconde, des vignobles, des céréales, du bétail et beaucoup de chevaux (3).

En outre les sites ravissants abondent en Valachie et en même temps : « Les objets qui arrêtent le plus le regard sur la terre unie sont les hautes meules de foin, déjà figurées par les sculpteurs romains sur la colonne Trajane. La campagne roumaine est une

(1) N. Jorga, *Ambasadori, calatori si misionari*, p. 61. Bucarest, 1899, 8°.

(2) Obedenaru, *La Roumanie économique*. Bucarest.

(3) Papin Ilarian, *Tezaur pentru monumente istorice*, t. III, p. 177.

autre Lombardie non certainement par la perfection de l'agriculture, mais par l'exubérance spontanée du sol et par la beauté du ciel et des lointains » (1).

Nous ne pouvons passer sous silence la belle description de la région des plaines, faite d'ailleurs avec beaucoup d'art par M. André Bellessort : « Les champs de maïs ondulent, ombragés jusqu'au ras du ciel d'îlots d'arbres qui s'égrènent devant cette mer libre. Les charrettes y passent, pareilles à des tortues dont on distingue à peine les petites têtes mobiles ; et cette plaine est traversée d'une large rivière où le coucher du soleil enflamme le poil roux des bœufs dans les eaux basses du gué et fait resplendir la faulx sur l'épaule du laboureur. Et cette rivière a son « zévoi » On appelle *zévoi* les bois de saules qui en recouvrent les lits abandonnés. Ce sol n'y produit que de l'herbe ; mais comme ces arbres légers et pâles, elle a poussé dans des lits de torrents, dans le zévoi des invasions, paysage infini où les yeux aiment à se poser sur le tremblement des saules » (2).

La Moldavie est comprise entre les Carpathes et le Pruth. Dans cette vaste contrée, on cultive beaucoup la betterave, car de nombreuses fabriques de sucre sont installées. Le rendement du sol donne un coefficient fort élevé pour l'agriculture, source principale de revenus.

(1) Elisée Reclus, *Nouvelle Géographie universelle*, t. I, p. 252.

(2) André Bellessort, *Revue des Deux-Mondes*, 1923, t. XXV, 1905, p. 871-872.

Il y a en outre de gras pâturages nécessaires à l'élevage du bétail que l'on exporte activement vers l'Occident. Il y a également de nombreux troupeaux de moutons, qui fournissent de la laine en abondance pour le tissage. L'espèce chevaline était fortement recherchée par les pays voisins et surtout par la Turquie, à laquelle la Moldavie pendant des siècles paya des tributs.

Son territoire formé par des collines et des plaines présente un aspect attrayant d'une mer moutonneuse : « Si loin que s'étendent les regards, et pendant des lieues, ce ne sont que des mamelons et d'immenses ondulations sans arbres et sans ombres. La terre n'égare pas une parcelle de sa sève en beautés inutiles. Sa tâche est de faire pousser du blé, du maïs, de l'orge, toutes les céréales ; elle accomplit sa tâche avec une sorte d'ivresse concentrée et de sombre joie. Elle ne se désaltère pas aux eaux des rivières et des lacs. Sa sobriété se contente des averses, « Aide-toi, le ciel t'aidera ». Elle est riche ; deux mois de sécheresse n'ont pas encore pâli et desséché ses mottes noires, grasses et fumantes. Elle a le sauvage aspect des déserts qui produisent de l'or » (1). Ces deux provinces sont particulièrement fertiles surtout en céréales dont la renommée remonte à travers les siècles ; vers 1360 on trouve dans les eaux du Danube les bateaux de Gênes et de Venise, le plus puissant

(1) André Bellessort, A travers la Roumanie. *Revue des Deux-Mondes*, 1905, t. XXVI, p. 92.

et le plus riche centre de commerce du moyen-âge. Les bateaux faisaient des chargements de blé de la Valachie et de la Moldavie (1).

Nous ne saurions clore ce bref aperçu sans citer les belles pages écrites par M. André Bellessort : « Chaque année à l'époque des récoltes, la Roumanie, gonflée de maïs et de blé, se dégorge aux bords du Danube. C'est sa crue après celles des eaux. De tous les coins de la Valachie et de la Moldavie partent des convois de céréales. Les gares en sont encombrées. Des rives du fleuve s'élève une fine poussière de froment, comme des aires où les moissonneurs ont battu la moisson. Je voudrais conter la journée d'un sac de blé. A marcher dans les sillons roumains je me suis pris d'un bel amour pour la terre nourricière. J'ai connu le savoureux plaisir d'émietter entre mes doigts une motte de terre bien luisante. Et les sacs remplis sous mes yeux, les sacs qui emportaient le labeur de ces steppes fertiles, je les ai rattrapés vers cinq heures du matin dans la gare de Braïla, au milieu d'une plaine verte, qu'un ciel bleu enserrait d'un halo d'or... Le travail, qui s'est arrêté de midi à une heure, reprend et continue jusqu'au crépuscule. La nuit vient et dans l'ombre, des milliers et des milliers de sacs de blé roulent à travers les plaines immenses et convergent tous au port de Braïla » (2).

(1) N. Jorga, *Chilia si Cetatea Albă*. Bucarest, 1899, p. 49.

(2) André Bellessort, *op. cit.*

CHAPITRE PREMIER

ESQUISSE HISTORIQUE SUR LA POLITIQUE DOUANIÈRE ROUMAINE DE LA DACIE-TRAJANE A 1874.

Après cette brève esquisse de la formation du peuple roumain et de la structure géographique de la Valachie et de la Moldavie, rentrons au cœur de notre étude et jetons un regard sur la politique douanière que les Romains pratiquèrent en Dacie lors de la conquête.

Y avait-il une administration séparée ? Non, car les Romains désignaient sous le nom d'Illyricum toute la région comprise entre la source du Danube et son embouchure entre l'Hémos et l'Adriatique. Il n'y avait qu'une seule administration douanière dans cette vaste contrée qui comprenait les provinces Dacia, Moesia, Dalmatia, Raetia.

Ni Cagnat (René) dans son étude historique sur l'impôt indirect chez les Romains ; ni J. Marquardt dans son traité de l'organisation financière, ne font rentrer la Dacie dans Illyricum, mais nous croyons donner une preuve péremptoire que la Dacie faisait partie de cette circonscription en nous appuyant sur l'inscription 753 du troisième volume du Corpus (1).

(1) Jul [io] capitoni c [onductor] p [ublice] p [oratori] Illy-

Ainsi l'on percevait le *portorium*, qui était un impôt sur le passage des marchandises à la frontière de l'empire.

En règle générale, tous les objets destinés au commerce devaient payer le *portorium*, tandis que ceux qui servaient à l'usage personnel des voyageurs en étaient exempts.

Le régime douanier ne cherchait point à protéger ni l'agriculture, ni l'industrie, ni le commerce ; il visait uniquement à remplir l'*aerarium*.

Les douanes étaient affermées à des particuliers ou à des sociétés.

Enfin, les Romains avaient établi en Dacie tout leur système d'impôts indirects qui était répandu à cette époque dans les autres provinces de l'empire.

Cette organisation vécut jusqu'aux invasions barbares, lorsque Aurélien retira de la Dacie-Trajane les légions romaines et l'officialité ; ainsi l'administration douanière, établie entre 106 et 274 de notre ère, cessa de vivre.

rie [ie] t R [ipoe] T [hraciae omnib [us] honorib [us] ab ord [ine] col oniae Fl [aviae] Lirmiatum honorato et sententiae diciendae item sacorda ta lib [us] ab ordine col [oniae] Ulp [iae] Oesc [ensium] et statuam aere col [ato] decretis jampridem ab eodem ordin [e] ornamentis. Il vilaribus, item decurionalib [us] arnamentis honorato ab ordine colonier [um] Ulpiae Poetovienensis ex Panonia superiore, Ulp [iae] Ratiar [iae] ex Moesia superior [e] Sarmizegetusensium ex Dacia superior, item duumviralibus ab ordine municipi Romulensium bulentae civitatis Ponticae Tomitanorum, patrone Aug [ustalium] col [oniae] Ulp [iae] Oex [ensium]... etc,

Mais depuis 274 jusqu'au xv^e siècle l'étude de la structure de notre organisation douanière primordiale se heurte à un obstacle, presque insurmontable, celui du manque de documents !

A cause d'invasions répétées, toute notre population se trouvait dans un état de continuelle alerte, forcée de fuir à chaque instant devant des hordes barbares. Il a donc été impossible pendant longtemps de conserver une trace quelconque de notre évolution, les destructions et le pillage résultant des invasions successives.

C'est seulement vers le xv^e siècle que des écrits apparaissent.

En effet, en étudiant les chroniques du peuple roumain, nous constatons que les débuts de la politique douanière ont lieu sous le règne du prince de Mircea de Valachie qui conclut avec Vlasdislav, roi de Hongrie, un traité de commerce en 1408 (1). Ce traité disait en substance : « Les négociants hongrois paieront les droits de douane à leur arrivée à Tergoviste (2). »

Mais où étaient établis les autres postes de douane ? A la frontières des Carpathes ou dans les portes du Danube ? Il est impossible de le préciser, les indications que nous avons étant beaucoup trop sommaires pour nous permettre de résoudre cette question.

Nous savons seulement que, à cette époque, les

(1) Hasdeu, *Archiva istorica a României*, t. I, partea I.

(2) Tergoviste, l'ancienne capitale de la Valachie.

douanes étaient affermées : « Où la douane est donnée en fermage par moi le Prince, le douanier ne devra pas percevoir des droits à la sortie sur les négociants hongrois ; il mettra cela à mon compte. »

Toutefois il y avait une catégorie de douane, celle établie par les Hospodars (1) sur leurs fiefs, mais assujettie aux ordres du Prince. Car celui-ci s'exprimait ainsi dans le même traité, en ce qui concerne la franchise des marchandises sur les autres points de passage : « Là où il y a des douanes qui ne sont pas données en fermage par moi-même, le long de mes Etats l'on devra laisser sortir librement les voyageurs hongrois avec leurs marchandises ». Sinon des sanctions seront prises contre ceux qui auront eu le courage de s'y opposer. « Si cela n'est respecté, le contrevenant à mon ordre sera châtié ».

En outre le prince disposait à son gré de douane et comme un simple propriétaire il pouvait l'affermier ou en faire un don. Ainsi la douane Genune (à l'entrée de la rivière Olt en Valachie) fut cédée le 28 mars 1415 par le prince Mircea au profit du monastère Cozia qu'il avait construit. L'administration du monastère installa son douanier qui percevait 3 0/0 sur les marchandises turques, hongroises et quelle que fût la provenance (2).

Un peu plus tard le prince Dan de Valachie entre-

(1) Hospodar, c'est-à-dire *maître* d'une partie de fiefs.

(2) Dobrescou, *Istoria bisericii din Oltenia*, Bucarest, 1906, p. 243.

tenait des relations de bon voisinage avec la ville de Brashov, et, par reconnaissance envers le roi de Hongrie qui lui avait reconnu le droit de frapper monnaie, conclut le traité du 10 novembre 1424, à Tergoviste, accordant à la ville de Brashov un nouveau tarif douanier moins élevé (1).

(1) NOS DAN WQYDA, DEI GRECIA TRANSALPINENSIS ET DUX DE TERRA FOGORAS ET DE OMLAS, MEMORIAE COMMENDAMUS, TENORE PRESENCIUM SIGNIFICAMUS QUIBUS EXPEDIT UNIVERSIS, QUOD SERENISSIMUS, REX PRINCIPS ET DOMINUS SIGISMUNDUS, DEI GRECIA ROMANORUM SEMPER AUGUSTUS AC HUNGARIAE, BOHEMIE, DALMACIE, CROACIE. . ETC. REX DOMINUS MEUS NATURALIS ET GRACIOSISSIMUS, TANTAM NOBIS GRACIA CONDONAVIT, QUOD NOS IN KAMERA NOSTRA FILLERENES VULGARITER ET PARVOS DEARIOS FECEREMUS, EIDEM SUI REGIE MAESTATI IMENSAS GRACIARUM ACCIONES REFERENTES DE HUC, VOLONES IGITUR NOS QUOD CUM PROBIS ET YDONCIS VIRIBUS, UNIVERSIS ET SINGULIS HONESTIS CIVIBUS CIVITATIS ET CUM AD SE PERTINEMBUS DE BRASSO, UT NOS SIMUS IN BONA CONCORDIA ET PACE TRAQUILLA UT IDEM PARVI DENarii IN ISTO REGNO SIC AMBULANT, SICUIT IBI IN BRASO ET IN REGNO HUNGARIAE, UNA CUM BARONIBUS NOSTRIS NOBIS CONSEDENTIBUS ET FIDELIBUS NOSTRIS UNIVERSIS DE REGNO WALACHIE EXISTETIBUS, TALE HORDI-NACIONEM ET PACEM FIGIMUS : PRO UNA PECIE PANNE DE YPVI TRIGINTA SEX DEARIOS PRO TRIBUTO, PRO UNO LEMNI LONGO XXIV DENARIOS KOLONIA XVI DENARIOS, PRO PANNO BOHEMICALI VIII DENARIOS, QUOS QUIDEM PANNOS QUEM CUSERUNT, NULLUM TRIBUTUM SOLVANT ; DE OZITTIAET DE CALIGA ORDINATA NIL SOLVANT, DE UNA TUNELLA MELIS QUE HABET LXXX ORNAS XX DENARIOS, DE UNA TUNELLA VINI X ET DE UNA VAST MEDONE X DENARIOS, QUI EMIT EQUM VENDIT VIII DENARIOS, DE UNA MASA DE CERA XVI DENARIOS, DE PIPER ET CROCUM, BOBACUM ET DE LANA CAMELI. INQUIBUS PILLIUM FACIUNT, ET DE CUTE AGNELI AC ALIJ GUTE, SIVE SIT BOVI SIVE CASTRATI SIVE CUIUSQUMQUE SINT ET QUI MERCIMONIA EVENIUNT DE MARE DE CENTUM DENARIIS TRES DENARIOS, DE LODICE TRES DENARIOS, DE BIRO UNUM DENARIUM ; QUANDO PORTAT AD REGNUM WALACHIE MASTRUCAM NIL TRIBUTUM SOLVANT, DE

Peu après, vers l'année 1433, Ilie Vodà, prince de Moldavie, conclut avec la Transylvanie un traité de commerce.

PANNO GRISEO, FERRO ET DE ARCO, DE BICELLO, DE LIGATURA DE HAM DE TELA GROSSA, DE LEN ET DE CANEPO NIL TRIBUTA SINT, PRO UNO PORCO III DENARIOS, DE BOVIS SEX DENARIOS, DE VACA III DENARIOS ET DE MINTONE UNO DENARIUM, DE CUTE CERVI UNUM DENARIU SI FUERIT ALINUS CUTIS SECUM, NIL SOLVAT TRIBUTUM; PRO UNA T-MLEW DE FORMAGIO VULGARITER II DENARIOS; PRO UNO EQUESTRO QUI TRANSIT SUB CASTRO THEUNCH DENARIOS, PRO UNA PEDESTRE UNUM DENARIUM; PRO CUTIS SPIRIOLINIS, WULPINIS, LEPORIS, MARDURINIS ET DE OMNIBUS PELLIBUS FERINIS DE TRIGINTO UNUM RECIPIANT, IN BRAILA DE UNA MASA PISCIS XXXVI DENARIS, IN TRAXOR VDE LICET, IN NOVE FOR DE UNO CURRO UNUM PISCEM, ET IN TERGOISTHA SIMILITER UNUM, EQUUM SUFERATUM, IN CUIUS CUMQUE SIT PODERATIS, III DEMARIOS, IN DONBOYCHA IN CUPRO, QUD EQUI SUNT QUI TRAHUNT CARRUM QUI LIBET UNUM DENARIUM TRIBUTUM SOLVAT, ET DE UNO CURRO UNUM PISCEM ET UNUM EQUMSUFERATUM III DENARIOS ET DE ALIO MECIMONIO NIL SOLVANT, PRO UNO EQUO QUI NIL PORTAT UNUM DENARIUM, DE UNAPEDESTRE HOMINE SIMILITER UNUM DENARIUM. ET QUI TRASSIUNT DE CORONA ULTRA DANOBIMUM AD FORIZANDUM MERCIMONIA, IN REGNIO NOSTRO IN NULLO LOCO NULUM TRIBUTUM SOLVAT, NISI IN REKER ET IN VADUM DANOBII TRIBUTUM SOLVANT. ET IN SUPER ECIAM COMMITTIMUS ET SERIE PRESENCIUM FIRMITER PRECIPIENDO MANDAMUS QUATENUS NULLIS PER HORUM DEBITIS NEMINEM ARESTARE ET IMPEDIRE DEBEAT MODO ALIQUALI, NISI PRIUS CORAM HONESTIS CIVIBUS CAUSUALITER ET JURIDICE QERAT ET IN CAUSUM ADTRAHAT. SUPER QUO NOS COMMITTIMUS UNIVERSIS NOSTRIS BARONIBUS, COMITIBUS, CASTELLANIS, OFFICIALIBUS, TRIBUTARIIS ET INQUIBUSUNQUE DIGNITATE EXISTENTIBUS SIVE QUI SINT TALES QUI CONISSENT TRIBUTUM DE NOBIS, SIVE SINT TALES QUI NOS DEDISSEMUS PRO SERVICIIS IPSORUM, EISDEMQUE FIRMITER PRECIPIENDO MANDAMUS, QUATENUS NULLUS IPSORUM EOSDEM PREDICTOS CIVIS ET HOSPITIS DE CORONA IMPEDIRE, MOLESTARE ET AGRAVARE NITTENTUR; EXTUNC INDIGNACIONEM NOSTRAM SE SENCIAIT INCURSURUM. IN CUIUS REI TESTIMONIUM EISDEM PRESETÉS LITTERAS NOSTRAS NOSTRAS APPOSCIONE PENDENTIS SIGILLI NOSTRI MUNI-

On devait payer à la douane frontière 12 denare (1) pour chaque cheval, 2 denare pour chaque bœuf et vache, 4 denare pour chaque libru (2) de marchandise. La plus grande partie du traité est réservée aux stipulations réglant la libre circulation des négociants pour leurs acquisitions (3).

Il y a ensuite une série de traités de commerce conclus à diverses époques dans lesquels les droits de douane ne sont pas spécifiés. Leurs textes disent : « Les négociants sont libres de faire leurs achats dans le Voivodat de Moldavie, mais ils doivent payer les droits douaniers *habituels* et *anciens* ». Le traité ne nous fait pas connaître le régime et les tarifs (4).

Les commerçants seront obligés de payer les droits douaniers coutumiers (5) : il en sera de même pour

MINE ROBORATAS DIXIMUS CONCENDENDAS. DATUM IN TERGOISCHA
FERIA SEXTA PROXIMA IN VIGILIA SACTI MRTIN EPISCOPI ET CON-
FESSORIS ANNO DOMINI MCCCCXX^oIIII.

CETERUM ECIAM SIGNIFICAMUS TENORE PRESENCIUM QUOD NOS
PREDICTA HODINACIONEM ET DISCRETIS HOMNIBUS FECIMUS VIDE CET
CUM VALLENTINO CON DAM JUDICE ET JOHANNE CRISPO VILLICE DE
CORONA ET MARTINO JUDICE DE ROSNIO AC CUM ALIJS MULTIS PROBIS
ET DISCRETIS HOMINIBUS.

Le traité est rédigé en latin et en slave ancien. Bogdan,
*Les relations de la Principauté de la Valachie avec la ville de
Brashov*, Bucarest, 1905.

(1) Ou dinar (denier) valant la douzième partie d'un sou.

(2) Unité de mesure équivalant la livre.

(3) Traité de commerce, *Archives municipales de Sibiu* (Hermanstad), Transylvanie, n° 67.

(4) Traité de commerce conclu entre Etienne le jeune, Voivode de Moldavie et Sigismund, *Din archiva regatului Cartea*, 21, n° 22, f. 284.

(5) Traité de paix et de commerce conclu à Cracovie en 1539

les importateurs et les exportateurs (1) ; les taxes seront perçues d'après le tarif fixé (2).

Comment était organisée la douane à cette dernière époque ? Affermait-on chaque région, fiefs, ou voivodat ? Y avait-il une direction générale ? Les paiements se faisaient-ils en argent ou partie en marchandises ? Aucun traité ne nous renseigne sur ces divers points.

Mais un tarif fut élaboré en 1552 sous le règne du prince Mircea le Berger qui était appliqué, à la douane Turnu Rochu (Tour Rouge), à toute marchandise exportée en Transylvanie. L'on percevait en nature et en argent (3).

Vers la fin du xvi^e siècle les princes roumains signèrent, en outre des traités de commerce que nous venons d'examiner, des accords douaniers avec les Etats voisins ; c'est en vertu de tels accords que les perles, montres en or et autres marchandises de ce genre, importées d'Autriche, ne payaient qu'un droit minime, 1 %.

entre Etienne le Grand, voivode de Moldavie, et Sigismund, roi de Pologne, *Codex diplomaticus Poloniae*, t. I, p. 617.

(1) Traité d'alliance, d'extradition et de commerce conclu en 1546 entre Elie voivode de Moldavie et Sigismund August, roi de Pologne.

(2) Traité de commerce conclu dans l'année 1588 entre Pierre le Boiteux, prince de Moldavie, et Elisabeth, reine d'Angleterre Voir « Le traité de Paris du 3 mars étudié dans ses causes et ses effets », Paris, p. 175.

(3) Hurmuzachi (E.), *Collection de documents concernant les Principautés*, t. II, 5, p. 3-4, n. III.

Néanmoins les princes s'enrichissaient par les douanes qui étaient une source sérieuse de revenus à cause des taxes d'exportation et de certains droits intérieurs destinés à quelques villes et bourgs privilégiés.

La perception des droits à la douane frontière obligeait souvent les princes à prendre telle ou telle attitude qui parfois revêtait un caractère politique.

Ainsi les pâtres de Transylvanie, qui, selon une tradition immémoriale, faisaient paître leurs troupeaux dans les Principautés, étaient soumis à un droit d'entrée et devaient s'arranger en outre avec les propriétaires de la terre sur laquelle ils s'établissaient.

La question des pâtres transylvains fut cause de nombreux conflits suivis d'accords entre l'Autriche et les Principautés (1).

Quant au tarif douanier, il fonctionnait à cette époque avec un tout autre système que celui de nos jours.

Ainsi pour les Saxons de Transylvanie, les habitants des deux Principautés se contentaient de fixer la somme qui revenait au prince pour chaque article de commerce, comme drap, étoffe, toile, bétail, poisson, marchandises spéciales d'Orient, laine, suif, cire, fourrures, peaux, ferrailles (2).

(1) Hurmuzachi (E.), *op. cit.*, t. X et t. I, suppléments 4, 5, 6.

(2) M. Jorga ajoute même pour les chevaux et chariot ou charrette, pour les chevaux des cavaliers et pour les passages

La somme était comptée en grossi polonais ou en florins et deniers (dinari) pour tous ces produits, excepté le poisson pour lequel on percevait la douane en nature (1).

A cette époque le commerce des poissons notamment était très florissant, car les pêcheries danubiennes en fournissaient de grandes quantités ; leur renommée remonte à 1247.

Le prince Vlad le Moine de Valachie, par une ordonnance du 15 novembre 1482 adressée aux douanes, accorda aux habitants de la ville de Brasov (Transylvanie), qui faisaient leurs achats de poissons en Valachie, de payer les droits d'après l'ancienne coutume (2).

En Valachie existait en outre une clause importante : les marchandises apportées pour être vendues payaient seulement la moitié de la douane à leur entrée ; l'autre était perçue comme taxe sur la vente, au moment de la livraison.

On levait également des droits douaniers à l'intérieur de chaque Principauté à l'occasion des foires, mais un certain nombre de villages situés autour du lieu de la foire en étaient exempts.

des piétons. Mais ceci n'est confirmé qu'en partie et M. Conduratu, dans son ouvrage : *Les Relations de la Moldavie et Valachie avec la Hongrie*, se garde bien d'être affirmatif.

(1) Voir à ce propos le livre de M. Jorga, professeur à l'Université de Bucarest, intitulé : *Le Négoce et les métiers dans le passé roumain*, Bucarest, 1905. Edit. Minerva.

(2) Bogdan (J), *Documents recueillis dans les archives et bibliothèques polonaises*. Bucarest, éd. IV. Soc 1893-1900.

Les boyards ne payaient pas de douane. C'était toujours le roturier, acheteur ou vendeur, qui les acquittait.

Il serait intéressant de rechercher, dans la période qui s'étend du commencement du xvi^e siècle et jusqu'à peu près à la fin, quelques points de repère en vue de découvrir les véritables mobiles de la politique douanière, relativement au tarif et au fonctionnement : mais l'insuffisance de publications officielles ne permet pas d'obtenir, à cet égard, de données d'une réelle exactitude.

Seulement le 1^{er} janvier 1691 fut fixé un nouveau tarif douanier. L'on faisait à cette époque beaucoup de commerce avec la Turquie, la Perse, Venise... etc. Et l'on percevait par 125 kilos pour toute marchandise qui arrivait en Valachie, de Andrinopole 250 bani, de Brousse 166 bani, d'Agen (Perse) 166 bani, de Venise 333 bani, poivre 333 bani, safran 1000 bani, coton ordinaire 140 bani, fil de coton 168 bani, riz 80 bani, citrons 80 bani, figues 80 bani, huile d'olive 150 bani... etc. (1).

Un autre tarif fut élaboré et appliqué le 30 février 1705, dont les bases étaient les mêmes que celles du précédent, mais il avait subi en outre une majoration dans la taxation.

Vers 1716 les droits de douane en Moldavie four-

(1) Metes, *Les relations commerciales entre la Valachie et la Transylvanie* (en roumain), Sighisioara, 1921.

nissaient un revenu de 30.000 thalers par an, soit 37.000 lei anciens (1).

Un peu plus tard, en 1733, le prince Grigore Ghica de Valachie introduisit un changement dans les droits de douane. Les taxes *ad valorem* furent remplacées par le droit spécifique qui contribua fortement à l'augmentation du revenu fiscal. Il établit en même temps une direction de douane à Bucarest nommée Caravasara (Caravan-saraiu). Et comme il fut trois fois prince en Moldavie, on suppose qu'il instaura cette perception des droits de douane en vue d'améliorer les finances ; mais aucun document ni publication ne nous confirme cela d'une manière précise.

La Valachie toucha comme droits de douane, vers 1759, la somme de 31.851 lei et 85 bani (2).

Désormais les principautés donnèrent une forte extension à l'élevage du bétail et l'exportation vers l'Autriche-Hongrie et la Turquie fut telle que les droits douaniers, perçus vers 1767, atteignirent la somme de 115.000 lei anciens, ce qui équivaut à 42.550 lei nouveaux (3).

Quant au tarif douanier, nous trouvons dans le traité russo-turc, signé à Constantinople le 10 juin

(1) V. D. Cantemir (Prince), *Descriptio antiqui ed hodierni status, Moldaviae*, 1716.

(2) Général Bauer, *Mémoires historiques et géographiques sur la Valachie*, Francfort, 1788.

(3) *Les anciennes institutions de la Roumanie de 1327 à 1866*, par Brezoianou. Bucarest, 1882.

1783, auquel les Principautés étaient assujetties dans leurs rapports commerciaux avec les Etats voisins, que les marchandises ne payaient en Turquie qu'un seul droit de 3 %.

L'article 19 du traité de 1783, dont le texte visait les droits de douane, le fixait à 3 % sur toutes marchandises qui passaient à travers les territoires de la Sublime Porte et des Principautés ; quelle que fût la provenance, on ne payait qu'une seule fois : « Principalement dans les provinces de Moldavie et de la Valachie..... les douaniers et autres officiers ne doivent pas obliger les marchands russes qui passent par ces endroits à payer divers droits de transit de différents noms inventés par eux. Et, pour les marchandises que les susdits marchands porteront des Etats de Russie ou de ceux des autres puissances dans lesdites deux provinces et autres pays de la Sublime Porte, ils ne payeront la douane que de 3 % et une seule fois dans l'endroit où ils vendront leurs dites marchandises ; comme pareillement, pour les marchandises qu'ils exporteront..... des susdites provinces et autres pays et la Sublime Porte,..... ils ne payeront aussi qu'une seule fois et 3 % à l'endroit où ils auront acheté leurs dites marchandises » (1).

Lorsque ce droit était perçu à la douane roumaine, il revenait au fisc roumain. Cette clause était donc favorable aux Principautés. Mais les taxes *ad valo-*

(1) De Martens, 2^e éd., t. III, p. 625.

rem et unique donnèrent lieu à de nombreuses contrebandes : « En général, il y a beaucoup de fraude à cet égard, soit qu'on s'entende avec le douanier qui s'y prête toujours volontiers, soit qu'on lui dérobe à lui-même la connaissance de ce qu'on veut faire entrer dans le pays, et cela est encore facile » (1).

Peu après l'Autriche obtient, par une convention conclue le 24 février 1784 avec la Sublime Porte, des avantages considérables au détriment de la Valachie et de la Moldavie, à savoir la suppression du droit de douane et de transit qui revenaient aux Principautés au profit d'une seule douane, celle de Constantinople (2).

La même année le prince Alexandre de Moldavie, par une ordonnance du 9 mars, offre aux négociants autrichiens un tarif de douane assez favorable, ne tenant nullement compte de la convention susdite. L'on suppose que le prince Alexandre fixa les douanes le long des frontières. Quant à la Valachie on connaît la douane de Calaphate sur le Danube.

Néanmoins, à cette époque, il y avait une forte organisation de la douane intérieure. Sur l'Olt (3) une ligne douanière avait été établie juste aux confins du Banat (4) de l'Olténie, bien que la princi-

(1) Colson Félix, *De l'état présent et l'avenir des Principautés de la Moldavie et de la Valachie*, Paris, 1839.

(2) Martens et de Cusy, t. I, p. 319-21.

(3) La rivière Oltu sépare la Valachie du Banat Olténie.

(4) Le Banat était un grand fief administré par un *Ban*, le plus grand des boyards du pays, qui avait le droit, en outre,

pauté de Valachie s'étendît encore un peu plus loin, jusqu'aux Portes de Fer (1).

L'on faisait payer toutes les marchandises, quelle qu'en fût la provenance, qui étaient entrées par un point où il n'y avait pas de douane établi, et qui, par suite, n'avaient pas acquitté les droits.

Il semble que, avec ces systèmes, la contrebande aurait été bien facile. Aussi faut-il plutôt penser que les droits devaient se payer au point d'arrivée ; mais nous n'avons aucun témoignage formel à ce sujet.

Toutefois cet impôt indirect dont faisait partie le droit de douane n'avait pas un but politique ; il n'avait été établi qu'en vue du développement de l'industrie, de l'agriculture et du commerce par le seul jeu de la tarification ; il visait uniquement la perception des droits en vue d'augmenter le revenu du Voivode (2).

d'y lever les impôts, d'exercer la juridiction et de commander des troupes, avec la seule obligation de garder fidélité au prince de la Valachie et de reconnaître son autorité. Encore en l'année 1688, Walther dans ses *Reo gestae Michaelis* (Michel le Brave) caractérise de la façon suivante la puissance du *Ban* : « Bahni sive praecipiu officialis, magni Walachie parti praefecti, reditebus omnibus pro annu pensione fruentis et stabilitae iam olim dignitatis ratione, nunc temporis ad finium, elorum defensionem ducentos cosacos, Walachos que praesidarios plures alentis sedis est ». Papin Ilarian, *Tesaur de monumente istorice*, Bucaresti, 1862, t. I, p. 8.

(1) On a dénommé Portes de Fer l'ensemble des écueils à l'entrée du Danube sur le territoire roumain.

(2) Voivode composé de deux mots slaves : voi-guerre, vodà-chef. Les Roumains connaissent depuis 898 l'institution

De là il résulte que la douane intérieure fut en réalité un privilège pour le Voivode et une grande entrave au commerce intérieur.

De plus la douane intérieure par ses nombreuses divisions déclancha des conflits d'intérêt entre les castes ; conflits alimentés fortement d'ailleurs par des ambitions personnelles et qui furent défavorables au développement économique.

Car chaque domaine, chaque ville, chaque village ne se suffisait pas à lui-même au point de vue économique ; la circulation des produits s'arrêtait à leurs limites si l'on ne voulait pas franchir le cercle douanier. Ainsi le territoire de la Valachie et de la Moldavie était morcelé en un grand nombre de domaines féodaux ; il y avait une foule de frontières et dès lors des points de contact, de pénétration réciproque.

Tous les boïars (1) luttaient certes souvent entre eux ; c'était là leur rôle négatif, mais au-dessous de cela il y avait le lien féodal commun qui faisait de l'union de ces grands propriétaires un véritable trust économique comme nous dirions aujourd'hui ; ils

du voivode qui représentait le chef de l'Etat. Rappelons les voivodes Senslau et Lyrthioy du document de 1247 et ceux bien plus anciens des États bulgare-roumains, de la Transylvanie. Leur pouvoir s'étendit ; leur autorité s'accrut, ils pouvaient dès lors créer des nobles, faire la guerre à leur propre compte et se considérer comme souverains. Xenopol, *op. cit.*, t. I, p. 221.

(1) Boïars (singulier Boier), du vieux slave boljar ; noble.

étaient rattachés par des intérêts communs qui se manifestèrent plus d'une fois en réprimant inexorablement les révoltes paysannes. « Les grands boyars étaient exempts de toute charge envers l'Etat et avaient seuls accès aux hautes fonctions. Ils n'étaient que soixante-quinze en Valachie et environ trois cents en Moldavie, qui tous, se jugeant égaux, aspiraient au trône et étaient en perpétuelle opposition avec ceux que la Porte choisissait pour les faire hospodars, arrivés aux fonctions par les portes basses, toujours rampants, serviles envers tous ceux qui sont forts, durs envers le petit qu'ils spoliaient effrontément.

Et au bas de l'échelle sociale, le paysan pauvre serf, attaché à la glèbe, véritable bête de somme. Exploité par le propriétaire ou son fermier, écrasé d'impôts, décimé par les fièvres paludéennes, le choléra et la peste, se nourrissant misérablement d'un peu de brouet de millet...

Dans les villes, de petits industriels, tanneurs, teinturiers, charrons, menuisiers, charpentiers, bouchers, fourreurs, tonneliers, roumains, hongrois, serbes et bulgares étaient remis en corporations ; quant au commerce, il était surtout entre les mains des Grecs, des Arméniens et des Juifs » (1).

Tel est le tableau fidèle de l'état lamentable dans lequel était plongé le peuple roumain, abattu sans

(1) F. Damé, *Histoire des Roumains*, Paris, 1900.

cesse par les invasions, décimé par les fièvres et écrasé par les tributs.

Et l'on voit parfaitement que la formation des douanes intérieures fut déterminée par le développement des conditions sociales internes en corrélation avec les influences extérieures de même nature.

Mais les Principautés roumaines subirent à cette époque l'influence prépondérante du milieu économique qui se préparait en Europe.

La Russie élaborait un système douanier inspiré de la doctrine Colbertiste en vue du développement industriel et de la protection agraire ; c'est ainsi que vers le mois de mars 1821, elle inaugura son nouveau régime économique et ferma ses frontières aux produits étrangers, surveillant attentivement les progrès des russes en Orient (1).

La Russie, sous prétexte de défendre la cause chrétienne et de faire régner l'ordre, occupa les Principautés vers 1828 et chargea le général Kiseleff d'élaborer un « Règlement organique ».

Après de longs et pénibles travaux, il fit appliquer en 1830 le premier règlement administratif qui devait ramener l'ordre troublé par les nombreux conflits qui éclataient entre les boyards et les princes régnants.

Ainsi le premier essai d'une législation douanière apparaît dans les règlements organiques de 1830, de la Valachie et de la Moldavie.

(1) F. Damé, *op. cit.*

Ils proclament la suppression des franchises douanières accordées ci-devant aux boyards et aux monastères ; ils abolissent les douanes intérieures ; ils font disparaître les droits de douanes entre les deux Principautés pour les produits indigènes d'un usage commun aux deux pays.

Les douanes furent affermées à un grand vamesh, sous lequel des sous-fermiers prenaient en entreprise chacun une branche de production.

C'est l'Etat qui fournissait les employés aux chefs de douane.

Le contrat de fermage n'était conclu que pour trois années.

Le fermage des douanes de Valachie, qui n'était que de 550.000 lei en 1817, fut triplé en 1833 ; et en Moldavie il fut doublé.

Etaient exempts du droit de 3 % à l'exportation, les troupeaux de Transylvanie ainsi que le fromage, les peaux et la laine qu'ils avaient produits pendant leur passage dans les Principautés.

A cet effet, les moutons étaient tondus à l'entrée et la franchise était accordée à la sortie pour une ou deux okas (1 kilo 1/4 ou 2 kilos 1/2) de laine, selon l'espèce du mouton (1).

En vertu des traités mêmes avec la Turquie conclus en 1391, 1460, 1511 et 1529 (2), l'exportation de cer-

(1) Filiti, *Les Principautés roumaines sous l'occupation russe*, 1904, Bucarest.

(2) V. Bogdau (E.), *Documente privitoare la istoria românilor*, Bucarest, 1887-1899.

tains produits des Principautés était prohibée, ou bien elle était autorisée moyennant des taxes très élevées qui n'étaient pas perçues par le fermier, mais directement par des employés de l'Etat. Les Principautés étaient, en effet, le grenier de la Porte ottomane qui leur achetait les produits alimentaires à des taux arbitraires et bien au-dessous de leur valeur réelle (1).

Les importations des objets nuisibles ou d'un luxe ruineux pouvaient être prohibées.

Pour surveiller le transit, les marchandises étaient marquées d'un plomb à l'entrée ; leur réexportation devait avoir lieu dans un délai fixé. Le magasinage des objets en transit ne pouvait se faire que dans les magasinages de l'Etat, gratuitement pendant les quarante premiers jours, et moyennant une taxe de 1 % ce délai expiré.

Les taxes douanières étaient établies *ad valorem* sur factures. Comme les Turcs ne connaissaient pas l'usage des factures, leurs marchandises étaient taxées selon le prix auquel elles pouvaient se vendre sur les principaux marchés du pays, déduction faite de 20 % pour le transport et le bénéfice.

L'on percevait 3 % sur l'exportation et l'importation.

Un tarif fut élaboré en 1833. Afin d'encourager la

(1) Stirbey (B.), Rapport lui Kiseleff. Dans *Convorbiri literare*, Anul 1889, Bucarest.

production nationale, il établissait des taxes élevées à l'entrée de certaines marchandises.

Les vendeurs, qui bénéficiaient de ces taxes, payaient à l'état cinq paras par piastre de leurs gains en faveur des caisses communales (1).

Le privilège du Voivode sur les revenus de la douane disparaît en faveur de l'Etat.

Le déplacement de la douane intérieure vers la frontière prouva que la douane fixée à la limite du pays était avant tout *l'organe des mouvements et échanges internationaux, l'organe pour les relations entre les peuples, organe enregistreur et avertisseur, qui renseigne continuellement l'Etat sur une expansion possible ou sur une contraction nécessaire.*

Ainsi cette administration eut des conséquences heureuses. Elle traça aux Principautés une route nouvelle qui les mena vers le réveil de la conscience nationale. « C'est dans la servitude que se trempent les âmes des citoyens ; c'est au régime du Règlement Organique que l'on doit la vigoureuse génération qui a créé la Roumanie moderne » (2).

Le Tsar avait eu la main heureuse, dit un historien roumain, en confiant la mission, aussi belle que difficile, de réorganiser la Moldavie et la Valachie au comte Kiseleff (3).

Les droits d'exportation pour les animaux à cornes

(1) Filiti, *op. cit.*

(2) F. Damé, *op. cit.*

(3) Xenopol (A.), *op. cit.*

et spécialement pour les bœufs et vaches étaient à des taux fort élevés et le budget de 1831 les avait fixés à 21 lei anciens (7 lei nouveaux et 77 bani) par bétail. Ils furent réduits en 1832 à un galben (ducat), ce qui équivalait à cette époque à 31 lei anciens (5 lei nouveaux et 78 bani).

Ainsi, d'après le budget de la Valachie en 1831, l'affermage des douanes s'élevait à 610.370 lei, c'est-à-dire 11,50 % (1).

Vers 1832, l'importation représentait la somme de 13.352.927 lei provenant pour la plupart des marchandises employées par les classes riches, comme merceries de Vienne et Leipzig, soie de la Turquie... Par conséquent, les taux des douanes de 400.000 lei, soit 3 % de la valeur du total, étaient payés en grande partie par les classes riches (2).

En 1834, lors de la retraite russe, les Règlements Organiques laissèrent la Moldavie et la Valachie sous la suzeraineté de la Porte, à l'égard des relations douanières avec les pays étrangers (3).

Le traité Ponsomby, signé le 16 août 1838 à Balta Liman, près Constantinople, entre l'Angleterre et la Turquie, porta à 5 % *ad valorem* le droit d'entrée des marchandises ; les 2 % en plus étaient la com-

(1) Art. 61/4 Règ. Organique de la Valachie et art. 66 lit. de Règ. Organique de la Moldavie.

(2) Aslan (Th.), *Finantele României*, Bucarest.

(3) V. V. J. Baicoianou, *Histoire de notre politique douanière et commerciale*, Bucarest, 1904.

pensation pour les droits intérieurs supprimés. Les droits à l'exportation furent également portés à 12 % dont 9 % additionnels.

Le transit était soumis à un droit de 3 % s'il se faisait par terre ; il était libre, au contraire, s'il avait lieu par mer.

Le Sultan obligea, par firman, les Principautés à se conformer aux dispositions du traité Ponsomby, qui leur fut déclaré applicable.

Les Assemblées et les Princes roumains protestèrent.

« La Valachie, en vertu des anciens privilèges et plus particulièrement des traités, qui l'ont placée spécialement sous la protection de l'Empire de Russie, *occupe dans le droit public de l'Empire une place distincte des autres provinces* de l'Empire ottoman ; elle a constamment joui d'une administration financière indépendante et la redevance une fois payée, elle a de tout temps prélevé pour son propre compte les droits de douane stipulés par les traités de commerce entre la Sublime Porte et les autres puissances ».

En effet, le traité d'Andrinople, conclu à la suite de la guerre russo-turque en 1829, a marqué le début d'une transition pour la Roumanie. Par ce traité les Turcs perdent le droit de monopole et de priorité sur les produits du sol roumain ; les frontières du pays sont ainsi ouvertes à l'exportation européenne.

Les Principautés roumaines, considérées jus-

qu'alors comme le grenier de l'Empire ottoman, reprennent leur liberté économique.

La protestation des Assemblées roumaines était parfaitement juste, sinon les pertes deviendraient incalculables et le fisc éprouverait une forte diminution financière qu'il ne saurait laisser subsister sans grever les contribuables.

D'après le règlement d'administration, les Principautés jouissaient, par un droit exceptionnel, du produit de leurs douanes et de la disposition de ces matières en tant qu'elles restent, en ce qui touche cet objet, dans le *statu quo* antérieur.

« Or ces traités (1), en dehors desquels on avait tenu la Valachie et la Moldavie, portaient la plus sérieuse atteinte aux anciennes stipulations qui les concernaient ; ils étaient en contradiction formelle avec le Règlement organique, sanctionné par la Porte et la Russie, et dans lequel les revenus des douanes roumaines figuraient dans toute leur intégrité ; ils laissaient les Principautés sous le régime aggravé de l'ancien droit du 3 % » (2).

Le prince Bibescou protesta (3) à son tour contre

(1) Outre le traité de Ponsomby, la Turquie avait conclu en même temps avec la France.

(2) Bibescou (George prince), *Règne de Bibescou*, Paris, E. Plon-Nourrit et Cie, 1893.

(3) V. la Correspondance Diplomatique et Documents. Règne Bibescou.

A. — S. A. S. le prince Bibescou à S. Exc. M. Titow, représentant de la Russie auprès de la Sublime Porte.

Cette correspondance nous apprend que : la question des

cette atteinte portée à l'autonomie douanière des Principautés et obtint, avec l'appui de la Russie, que les droits seraient uniformément de 5 % à l'importation et que le transit serait libre par terre aussi bien que par mer. Cette taxe de 5 % fut accordée aussi par l'Autriche et par la Russie.

douanes n'a pas reçu de solution. Le prince en profite pour s'adresser, cette fois, à la Russie et faire au Cabinet de Saint-Petersbourg un tableau des injustices dont les douanes roumaines sont victimes. Il demande l'appui de la Russie ; il la prie d'empêcher que les produits étrangers continuent à être taxés d'un simple droit de 3 %, alors que ceux de la Valachie sont frappés de droits exorbitants et de ne pas permettre que, dans les traités de commerce qui vont être signés entre la Porte et les différents gouvernements, on insère pour les Principautés des clauses exceptionnelles de nature à ruiner leur commerce.

Son Altesse souhaite que la Valachie, conformément aux dispositions du traité d'Andrinople, ne soit pas confondue avec les autres provinces ottomanes. Il voudrait pour les Principautés la faculté de régir elles-mêmes, librement, leurs relations commerciales.

B. — S. Exc. le comte de Stürmer, représentant de l'Autriche auprès de la Sublime Porte, à S. A. S. le prince de Valachie.

S. Exc. le comte Stürmer fait connaître au prince Bibescu les démarches qu'il a faites lui aussi auprès de la Sublime Porte au sujet de la question des douanes, et dans le même sens que M. Timony.)

G. — S. Exc. le comte de Nessebrode à S. A. S. le prince Bibescu.

Le prince Bibescu envoie, en date du 17 février, une seconde lettre plus pressante encore que celle du 23 janvier 1845, sur la question des rapports commerciaux de la Russie avec la Valachie ; le comte de Nessebrode répond à Son Altesse que *l'Empereur appuie à Constantinople les efforts du prince*

C'est en effet le 29 octobre 1843 qu'est publié le firman qui reconnaît aux douanes valaques le droit de percevoir 5 % au lieu de 3 % sur toutes les marchandises entrant dans les Principautés ; il frappe du même droit les produits valaques entrant en Turquie.

« Conformément à la décision prise pour les taxes de douane de l'empire en général et concernant tous les sujets de l'empire, et selon les traités de commerce conclus avec la plupart des puissances amies, du moment que les employés de la douane perçoivent, et à juste titre, une taxe de 5 % sur toutes les marchandises importées dans le pays, il est équitable de prélever aussi la même taxe de 5 % sur toutes

de Valachie, pour obtenir en faveur de la Principauté roumaine l'augmentation des droits de douane qui sera consacrée par la convention commerciale avec la Porte.

D. — M. Philippsborn à S. A. S. le prince Bibescou.

M. Philippsborn, mis en rapport par S. A. S. le prince de Metternich avec Humlauer, conseiller aulique — chargé spécialement des questions intéressant le commerce et l'industrie, — rapporte au prince Bibescou que M. Humlauer a été frappé des renseignements nouveaux que Son Altesse lui a fait parvenir sur la question des douanes roumaines. Ces renseignements ont permis à M. le Conseiller de se bien pénétrer de la nécessité, *pour les deux pays*, de faire cesser une situation qui donne lieu à une foule de réclamations. Les dispositions du Cabinet de Vienne sont favorables aux propositions du Prince de Valachie.

C'est un grand chemin parcouru depuis 1843.

Les procédés pleins de cordialité dont le gouvernement russe use envers les Principautés, et que le prince avait eu soin de relever dans sa lettre au prince Metternich, ont produit, écrit M. Philippsborn, un effet favorable sur M. Humlauer.

les marchandises importées dans les Principautés » (1).

Ce succès, en augmentant le prestige de Bibescou, remplit d'envie certains membres de l'Assemblée, qui dès lors mirent tout en œuvre pour le perdre. A Xenopol, parlant de cet acte, s'exprimait ainsi : « ... le prince fut reçu à Constantinople avec honneur et amitié ; les rapports qu'il entretenait avec les différents grands dignitaires de la Porte lui facilitèrent plus tard la négociation de plus d'une affaire et principalement celle d'une question de très haute importance : les douanes du pays » (2).

Mais l'augmentation des droits de douane était contraire aux intérêts autrichiens si bien que le prince de Metternich adressa une note au mois de mars 1844 aux gouvernements de France et d'Angleterre pour les engager à examiner en commun le système qu'il faudrait recommander à la Porte dans la révision de son tarif.

Cette note disait en substance : « Depuis 1838, les grandes puissances ont jugé à propos de régler par traité leurs relations commerciales avec la Turquie.

Mais une des bases fondamentales était l'égalité du droit à l'importation et à l'exportation, lequel était fixé à 3 % *ad valorem*, suivant les pratiques

(1) Ce firman se trouve dans le *Courrier roumain*, n° 81, 1^{er} novembre 1843.

(2) Xenopol, *op. cit.*

en usage à cette époque dans la plupart des Etats occidentaux.

Depuis lors, cette égalité de l'impôt faisait, pour ainsi dire, partie des traditions administratives du Levant et se recommandait en même temps pour sa simplicité et la facilité de son application au pays auquel il ne s'agissait que de procurer un revenu, sans gêner l'écoulement de ses richesses territoriale et leurs échanges contre les produits de l'industrie occidentale » (1).

Ainsi les Principautés appliquaient un tarif général à tous les produits industriels importés d'Autriche, dont les marchandises tenaient la première place sur les marchés roumains, tandis que les pays avoisinants ne percevaient que 3 % *ad valorem*.

Car « l'organisation administrative des provinces ottomanes (Valachie et Moldavie) voisines de ces deux Etats (Autriche et Russie) se prêtait d'autant moins à l'exécution des nouvelles stipulations, que les charges dont celles-ci menaçaient le commerce d'exportation de ces pays paraissaient exorbitantes et, qui plus est, n'étaient aucunement motivées.

La Porte ne peut établir un régime uniforme en matière de douane pour toutes les nations européennes et pour toute l'étendue de ses Etats ; le nou-

(1) De Metternich (prince), *Mémoires*. Publiés à Winnenburg ; Vienne, 1880. Dans le premier des nombreux volumes de cet ouvrage sont contenues les notes autobiographiques du chancelier de l'Etat.

veau système engendra de nombreux abus : lignes de douanes à l'intérieur, fraude très active, tout cela porta préjudice au commerce et au trésor, tandis que certaines branches de l'industrie indigène succombaient dans une lutte inégale avec la concurrence étrangère » (1).

En 1847 un mouvement plus intense se dessina en faveur d'une union douanière étroite entre la Valachie et la Moldavie.

Toutefois cette union a son origine dans le Règlement Organique, art. 159, al. 2 : « Les objets qui seraient nuisibles au commerce de l'une des deux Principautés, comme le passage des bestiaux... et la traite des graines, du sel et du suif de Moldavie au port de Braïla et autres échelles de la Valachie, sont expressément prohibés ».

Pour mettre fin à des nombreux malentendus qui surgissent à ce sujet, les Principautés s'entendent pour mutuellement s'accorder la franchise : ainsi elles prennent l'engagement de supprimer leur frontière douanière.

Les bases de cet accord douanier, posées en 1833, furent complétées par la convention de 1835. Ce fut l'œuvre d'une commission moldo-valaque établie à Focshani.

Voici quelques points essentiels de cet accord :

Chaque habitant de l'une des Principautés pourra

(1) De Metternich (Prince) *op. cit.*

introduire dans l'autre, en franchise de droit, douze kilos de maïs, six de froment et dix voitures de foin de sa propre production. Les paysans d'une Principauté, qui vont travailler dans l'autre, peuvent rentrer chez eux avec le produit de leur travail sans payer de taxes douanières.

Le transit est libre sauf pour les grains, le bétail, le sel et l'eau-de-vie.

Quatre bureaux douaniers sont établis sur la frontière moldo-valaque : à Văitishoi, à Focshani, à Namolosa et à Vădeni.

Néanmoins, en 1847, les Princes Stourdza et Bibescu rendirent encore plus intime cette union douanière. Toutes les marchandises purent dorénavant circuler en toute liberté entre les deux Principautés.

En effet, l'article 8 de la convention conclue entre les Principautés de Valachie et de Moldavie, relative à l'union douanière, disait en substance : « Les obstacles et les formalités de douane existant jusqu'à ce jour, et qui seront maintenus à la frontière des deux Principautés jusqu'au 1^{er} janvier 1848, sont et resteront abolis pour toujours, sans toutefois qu'une atteinte quelconque soit portée aux revenus des conseils municipaux ou des éphories provenant de taxes qui frappent les objets destinés à être consommés dans l'intérieur de villes.

A cet effet sont décrétées les mesures suivantes, qui demeureront immuables :

A. — Les marchandises et produits indigènes ;

bois, pierres, bestiaux, boissons et tous autres produits des deux Principautés voisines sans distinction, sont libres, sous condition de réciprocité, de passer d'une Principauté dans l'autre sans payer ni droit de douane, ni accise (octrois), ni taxe ou impôt quelconque, et sans être soumis à aucune revision. Le sel est excepté, son transport d'une Principauté dans l'autre étant interdit à cause de la différence du prix de consommation dans le pays. Ce prix est fixé par le Règlement Organique.

B. — Si l'un des produits ci-dessus désignés, passant d'une Principauté dans l'autre, est exporté au delà des frontières, il payera le droit d'exportation au gouvernement du pays dont il aura franchi la frontière ».

Les revenus des douanes des deux pays devaient être mis en commun et attribués pour un tiers à la Moldavie et pour deux tiers à la Valachie.

L'on maintint la mise en fermage des douanes et on stipula dans la convention moldo-valaque, article 8, § E, ceci :

« Sous ces conditions et après que le tarif aura définitivement subi toutes les formalités requises, les douanes de Moldavie et du pays roumain de la Valachie seront affermées, par licitation, à un seul et même acheteur ou à une seule et même compagnie pour une période douanière égale pour les deux Principautés ; il en sera de même pour toutes les périodes qui suivront.

On observera, chaque fois, les formalités voulues, qui seront publiées pour toutes les licitations de ce genre relatives aux revenus publics.

Le gouvernement du pays dans lequel aura lieu la vente s'engage à prendre pour l'autre toutes les sécurités nécessaires conformément aux conditions stipulées, et à envoyer cet acte de garantie à la Trésorerie du pays voisin, pour y être conservé jusqu'à l'expiration du contrat.

F. — Le dernier prix de la licitation, qui sera celui du contrat passé entre l'acheteur et le gouvernement du pays dans lequel aura eu lieu cette licitation, sera partagé en trois parts égales : une de ces parts sera versée à la Vistieria (ministère des Finances) de Moldavie et deux à la Vistieria de Valachie ».

Et lorsque fut décrétée la suppression des frontières entre la Valachie et la Moldavie, le département de la Vistieria (des Finances) prit des mesures pour l'affermage des deux douanes le 8 mai 1847.

« A la suite de la ratification de l'article 8 de la convention conclue entre les Principautés de Valachie et de Moldavie, relative à l'union des douanes entre ces deux pays et à leur affermage, concédé à partir du 1^{er} janvier 1848 pour le terme de six ans, au même entrepreneur ou à la même compagnie, conformément à la décision princière figurant au rapport du 6 de ce mois, que M. le grand logophète, A. Vilara, chargé de l'échange des ratifications, a présenté à Son Altesse ; il est porté à la connaissance

de tous que la licitation pour l'affermage de ce revenu aura lieu à Jassy, pendant la session de l'honorable assemblée générale ordinaire de Moldavie, aux jours des 10, 15 et 20 du mois de novembre prochain. Les conditions de l'affermage des deux douanes réunies, ainsi que les tarifs douaniers fixés par les deux Principautés pour les objets indigènes qui seraient exportés au delà de leurs frontières, se trouvent en ce moment sous presse, seront distribuées comme annexe au *Bulletin officiel*, dès qu'ils auront paru » (1).

Le prince de Valachie, Georges Bibescou, écrit M. Xenopol, a fait un grand pas vers la fusion des intérêts de deux Principautés sœurs, en supprimant en 1847 les douanes qui les séparaient.

Cette mesure si favorable aux deux tronçons roumains, la Valachie et la Moldavie, leur fit apprécier les heureuses conséquences de la suppression d'un obstacle. Cette grande *mesure* permit d'écrire, en 1853, dans le projet des conditions aussi désastreuses d'affermage des douanes des deux Principautés, les très remarquables lignes qui suivent :

« Partout, où, dans ces conditions, il est parlé des frontières [granitza, margini ou hotar], l'on doit

(1) Ce décret est inséré dans le *Bulletin officiel* du 16 mai 1867, n° 35. Il ne faisait que confirmer les décisions antérieures prises notamment lors de la publication des enchères pour l'affermage des douanes de la Moldavie et celui de la Valachie pour un délai de six ans paru dans le *Bulletin officiel* de la Moldavie (année 1846), n° 92.

comprendre la ligne qui entoure les deux Principautés » (1).

C'est ainsi que depuis 1843 les Roumains commencèrent à s'habituer peu à peu à l'idée des frontières d'une Patrie commune, idée qui ne tarda pas à déborder du terrain commercial et à se manifester dans toutes les circonstances de leur existence.

Vers 1860, l'union politique des deux Principautés fit disparaître définitivement toute barrière douanière entre les deux pays, ce qui est un progrès remarquable au point de vue économique.

Les Principautés de Moldavie et de Valachie, séparées par des frontières fixes, s'isolaient dans leur orgueil et leurs intérêts particuliers à l'intérieur ; de même, dans leurs rapports avec l'extérieur, toutes deux étaient protectionnistes au dedans et au dehors.

Toutefois, il s'établit une corrélation frappante entre l'extension territoriale, l'unification politique, la centralisation et l'augmentation de l'impôt, spécialement des droits douaniers.

Au cours de l'année 1860 une loi fut votée par l'Assemblée roumaine et, au terme de l'article 1^{er}, on enleva au gouvernement le droit de donner en ferme les douanes.

Ainsi disparaît le grand vamech avec son organisation.

Art. II. — « On établit une seule administration

(1) Xenopol, *op. cit.*, p. 323.

pour les Principautés-Unies. « Cela fut très favorable pour l'organisation technique et pour le fonctionnement. Et l'on exerça un contrôle minutieux en vue de l'application des différents règlements et dispositions par un corps d'inspecteurs qui étaient en quelque sorte les dépisteurs des contrebandes.

Il est nécessaire d'extraire quelques données de la statistique roumaine pour que l'on puisse se rendre compte de l'importance du rôle que la Roumanie joua, au point de vue économique, au cours de l'année 1867, et, ainsi, déduire les conséquences de l'acheminement vers la création de l'industrie, vers l'encouragement de l'agriculture et également vers une tendance très marquée à l'autonomie de tous les facteurs de la production.

Les ressources étaient constituées par le bétail que l'on exportait : vers l'Autriche-Hongrie pour une somme de 15.457.652 lei ; vers la Turquie, pour 9.006.999 lei ; vers la Russie, pour 3.103.084 lei ; vers les autres pays pour 8.952 ; total : 27.576.687 lei.

Mais les céréales tenaient la première place parmi les produits agricoles et naturels. La Turquie importait la plus grande quantité : 84.413.323 lei, puis venait l'Autriche-Hongrie, 47.564.100 lei, ensuite l'Angleterre, 18.152.029 lei, l'Italie, 17.674.029 lei, la France, 10.990.200 lei et la Russie, 3.755.995 lei ; au total : 192.339.370 lei.

L'industrie du bois était peu développée ; on exportait plutôt des bois bruts en Turquie pour la

somme de 3 909.377 lei, en Russie pour 433.459 lei, en Autriche-Hongrie pour 420.159 lei et en France pour 113.016 lei ; soit au total 4.876.004 lei.

Peu à peu, le changement organique, opéré à l'intérieur du peuple roumain, donna un nouvel élan aux événements économique-politiques.

On installa, en 1866, un Prince d'origine étrangère pour ramener l'ordre ; mais les Principautés restaient soumises à la Turquie. Ainsi dans le Firman d'investiture du prince Charles, le 23 octobre 1866, le Sultan disait : « Le prince devra considérer comme obligatoires pour les Principautés-Unies tous les traités et conventions existant entre ma Sublime Porte et les autres puissances ; il devra maintenir et respecter également le principe qu'aucun traité ou convention ne pourra être conclu directement par les Principautés-Unies avec les puissances étrangères ».

Les puissances européennes n'accordaient pas à la Roumanie le droit de conclure des traités sans avoir l'approbation de la Turquie.

Mais chaque peuple a la volonté de vivre.

Le peuple roumain ressuscité aperçoit une multitude de facteurs économiques qui par leur mécanisme peuvent l'acheminer vers une vie nouvelle.

Un exemple caractéristique de ce fait nous est fourni par l'ancienne Autriche-Hongrie. Des facteurs économiques d'une importance capitale s'y sont marqués et leurs tendances ont amené la réforme radicale du système agraire et industriel.

Des droits douaniers protecteurs étaient perçus sur les produits étrangers qui pouvaient porter ombrage à l'industrie du pays, tout en favorisant l'entrée des matières premières nécessaires à la transformation.

Des droits fiscaux en vue d'augmenter les revenus de l'État étaient appliqués à toute marchandises qui pénétrait sur le territoire.

L'Autriche-Hongrie, cherchant alors un débouché plus favorable à ses produits, se tourna vers les États qui se trouvaient sous la suzeraineté turque. Ainsi elle proposa à la Roumanie de conclure un traité de commerce dont les conditions, la structure et le but final seront exposés dans la première partie du chapitre sur la renaissance économique roumaine.

CHAPITRE II

LA RENAISSANCE ÉCONOMIQUE ROUMAINE.

A. — L'expansion économique de l'Autriche Hongrie en Roumanie dans ses rapports avec la politique douanière.

La Sublime Porte, par l'adresse du 24 septembre 1873, a contesté le droit de la Roumanie de traiter directement avec des autres Puissances. Elle aurait, sans aucun doute, admis de conclure des conventions avec des États voisins, mais par son intermédiaire.

Un groupement de puissances reconnaissait, avons-nous dit, les droits de la Roumaine de sauvegarder ses intérêts douaniers ; l'Angleterre et la France lui contestaient cette tendance à l'autonomie économique, parce qu'elles désiraient ne pas se mettre en conflit avec la Porte.

Ainsi, dans une note adressée au gouvernement roumain en 1875, le gouvernement français disait en substance : « Vous n'avez pas le droit de traiter, parce que vous n'avez pas la liberté de politique extérieure. Une puissance qui traiterait avec vous n'aurait aucune garantie ; car, en cas de violation, elle ne pourrait vous attaquer sans léser les droits du Sultan qui protesterait, en disant qu'il ne peut laisser envahir son empire ».

La Russie, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne ont informé le représentant de la Porte de transmettre au grand Vizir, le 9 octobre 1874, l'adresse suivante : « Vous êtes chargé de prévenir le grand Vizir et également le ministre des Affaires étrangères, que nous sommes en droit de traiter avec la Principauté vassale de la Porte des conventions directes et spéciales de douane, de transit et de commerce ».

Voici la réponse catégorique que les trois grandes puissances ont donnée à la Turquie. La Porte disait : « Les Principautés ne peuvent pas traiter directement » ; les grandes puissances répondirent : « Nous traiterons directement avec les Principautés ».

Que cette réponse fût habile, de forme courtoise, ou que souvent les puissances soutinssent que les Principautés étaient les *vassales* de la Turquie, ce n'était au fond qu'une question de politesse extrêmement banale ; mais l'essentiel consistait dans l'autonomie économique-politique vers laquelle s'acheminait la Roumanie.

Le rapport du Comité de la délégation des sénateurs roumains sur la convention s'exprimait : « C'est votre devoir, Messieurs les sénateurs, de dire votre reconnaissance à Sa Majesté l'Empereur de l'Autriche-Hongrie et à son délégué le comte Andrassy, l'éminent homme d'Etat, le président du Conseil d'Autriche-Hongrie, qui a reconnu, par le présent traité de commerce, le droit de la Roumanie de conclure des traités avec les puissances étrangères

pour régler ses intérêts économiques et politiques, droit sacré qui appartient à chaque peuple libre et suzerain et qui par malheur fut contesté au peuple roumain, depuis quelque temps, par certains Etats, parce que ce droit était resté endormi et inexercé par les Roumains à cause de différentes circonstances indépendantes de leur volonté » (1).

L'Autriche-Hongrie proposa à la Roumanie de conclure une convention commerciale en 1874. Quoique l'arrangement douanier n'impliquât pas la réciprocité, il avait néanmoins une portée considérable au point de vue politique parce que l'Autriche-Hongrie accepta de traiter avec la Roumanie.

Cette convention admettait, en principe, le libre échange, combiné avec un tarif de spécifications pour certains produits.

L'Autriche-Hongrie faisait des concessions concernant les céréales, le bétail roumain, mais gardait toute liberté à cet égard en stipulant que l'autre partie contractante n'avait aucun droit au maintien de ces faveurs.

Par contre la Roumanie prenait des engagements fermes pour l'écoulement des produits autrichiens. Le résultat fut le progrès accompli dans l'exportation pour l'Empire dualiste sur les marchés roumains, réalisé au détriment des autres nations, de l'Angleterre et de la France spécialement.

(1) *Conventiunea comercială cu Austro-Ungaria*, Bucarest, 1875.

La même année, le gouvernement roumain fit voter une nouvelle loi douanière et nomma une commission pour l'élaboration du tarif douanier.

Ainsi le tarif douanier turc en vigueur jusqu'à cette époque fut remplacé par le tarif autonome le 20 juin 1876.

Ce tarif présente deux caractères essentiels, celui d'une législation interne doublée d'une souveraineté extérieure ; car il s'imposait aux puissances.

Comme législation interne il tendait à la création supérieure du revenu du fisc, à alléger les charges des consommateurs et à protéger l'industrie nationale.

En effet le mode de taxation des marchandises à la douane a été jusqu'à cette époque défectueux en Roumanie ; car cette perception des droits *ad valorem* donna lieu à de nombreuses fraudes, de la part des importateurs, ou de ceux qui, en passant la douane, faisaient des déclarations de beaucoup inférieures à la réalité. Et de là surgissent sans cesse des actes arbitraires de la part des employés préposés aux douanes. Le tarif autonome roumain admet donc un principe plus juste en faisant payer les droits de douane selon la nature des marchandises taxées d'après le poids et la mesure spécifique.

Le système libre-échangiste fut modifié en partie par exemple pour quelques articles, comme le sucre, le papier, la cire, les bougies de stéarine, les savons ; etc... il y eut donc quelques pâles tendances vers le protectionnisme de l'industrie future. Ce tarif eut un

caractère fiscal parce qu'il augmenta le revenu de douane de 50 %.

Ainsi le revenu moyen des douanes, pendant la période de 1870 à 1875, était de 8.700.000 francs, tandis que dans la période suivante, 1876-1885, exception faite des années 1877-1788, époque de la guerre de l'indépendance roumaine, ce revenu a été de 15.695.000 francs.

En ce qui concerne l'industrie naissante, le tarif douanier lui procura les matières premières exemptes des droits de douane ; mais il accorda à l'industrie étrangère une tarification favorable de telle façon que les manufactures autrichiennes réussirent par leur ancienneté et leur supériorité à s'imposer sur les marchés roumains. Les objets de consommation à l'usage des classes pauvres furent frappés d'un droit de 4 à 6 %. D'autres articles furent taxés à 7, 8, 10 et 15 %.

Ce tarif contenait trois formes de droits : les droits d'importation, d'exportation et de réexpédition. Il donna lieu à de nombreuses protestations dans des pays tels que la France, l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la Russie et la Turquie.

L'Autriche-Hongrie surtout, en concluant une convention avec la Roumanie, ne voulait tenir aucun compte du tarif de 1874. Ainsi elle demanda l'élaboration d'un tarif conventionnel basé sur un droit de 7 %. Le gouvernement roumain chargea une commission de trouver un terrain d'entente et elle

s'acquitta de cette tâche ; toutefois on prit pour base du tarif le chiffre de 9 % ; la commission fit des concessions, dans la catégorie des produits industriels exemplés, que l'Autriche réclamait.

Mais l'Autriche présenta quelques temps après un autre projet : celui-ci servit de base aux pourparlers qui aboutirent à la convention du 22 juin 1875.

Elle stipula la clause de la nation la plus favorisée avec deux restrictions : la première visait les avantages accordés pour l'une des parties à une tierce puissance avec laquelle elle se trouverait liée par une union douanière ; l'autre concernait les concessions qui étaient où pourraient être données aux puissances relativement au commerce de frontière.

Dans ce cas la Roumanie ne pouvait avoir aucun avantage.

D'autre part, la convention exempte des droits douaniers les marchandises de provenance autrichienne, telles que les bois, minerais, fer, charbon, acier, peaux, livres, objets d'art, farines, machines agricoles, produits chimiques.

Quant aux marchandises qui ne figuraient pas dans le tarif, elles étaient taxées à 7 %.

En ce qui concerne l'exportation, la Roumanie prit l'engagement de ne point frapper de droits de douane le sel, le tabac, la farine, les livres, le vin, l'eau-de-vie, le pétrole brut et raffiné.

En échange la Roumanie obtenait l'exemption des taxes pour l'exportation des céréales et du bétail.

Elle ne profita qu'en faible partie de ce privilège, car ces droits furent à trois reprises supprimés.

Dans les débats parlementaires roumains on critiquait fortement cette convention en la considérant comme un désastre économique (1).

Mais elle fut quand même votée le 30 juin 1875.

Des accords furent conclus en 1876 avec la Russie, en 1877 avec l'Allemagne, en 1878 avec la Suisse, la Grèce et l'Italie, en 1880 avec l'Angleterre et la Belgique, en 1881 avec la Hollande.

Pour mieux nous rendre compte de la partie technique et du fonctionnement de la convention austro-roumaine, il est nécessaire de prendre comme exemple l'agriculture, parce qu'elle est pour le peuple roumain une des sources les plus importantes de la production, parce qu'elle implique dans la forme primitive une division et une continuité de travail restreint.

Quels furent les facteurs qui contribuèrent à tracer à travers la terre roumaine les sillons fertiles ? Ce furent évidemment la charrue et le bétail. La charrue était un instrument importé du dehors, pour lequel la Roumanie devenait tributaire de l'étranger, tandis que le bétail est nourri par le sol national et contribue à sa culture.

L'agriculture constituait pour le pays, depuis les temps les plus reculés, le métier le plus favorisé.

(1) Le journal de la minorité *Romanul* du 30 juin 1875, paru en noir.

La superficie cultivée n'était en moyenne, pour les années 1862 à 1866, que de 17,37 % de la superficie totale des principautés ; dans la période de 1867-1871, elle passe à 20,12 % pour atteindre 26,17 % comme moyenne de la période 1872-1876, c'est-à-dire plus du quart du pays.

Le blé roumain est très riche en substance azotée : une analyse chimique par rapport aux qualités étrangères nous démontre qu'après le blé de la Russie, celui de la Roumanie occupe le premier rang dans le monde et que ce pays est alimenté par ses riches terres noires, lesquelles, d'après l'estimation de géologues, ne renferment pas moins de 16 milliards de francs d'azote et d'acide phosphorique (1).

Voici des données statistiques où l'on peut constater par excellence la fertilité de la terre roumaine, par rapport aux cinq grands pays agricoles :

	Valachie	Moldavie	Russie	Australie
Eau.	11 09	11.07	11.06	10.86
Azote	14.11	14 23	14.70	13.50
Hr. Ch.	69.64	69.58	69.11	70.88
	Argentine	Canada	Etats-Unis	
Eau.	10.96	10.97	11.	
Azote	13.78	12.87	13.2	
Hr. Ch.	69 30	72.92	69.7	

Pour cette raison, le blé roumain est très apprécié par les acheteurs étrangers, par les minotiers hongrois, belges et hollandais (2).

(1) Voir Ch. Gide, *Principes d'économie politique*, p. 72.

(2) Dudesco, *L'évolution économique contemporaine*. Paris, 1915.

L'on a constaté positivement par la bourse de commerce de Budapest que le blé roumain, amené dans la capitale hongroise, malgré les dépenses de transport, coûte moins cher que celui de la Hongrie qui alimente l'exportation de ce pays.

Je comprends facilement que nos céréales auront un marché sûr et important en Hongrie et les producteurs agronomiques bénéficieront de l'existence de ce débouché.

Chacun peut apprécier aisément les avantages qui résulteront de cette clause (2 de l'acte additionnel) parce que la Roumanie, dont la source unique de richesse est l'agriculture, aura dans l'Autriche-Hongrie un marché neutre de consommation pour le blé et les céréales en général ; car ces produits pénétreront là-bas sans entraves et exempts des droits de douane (1).

Quant à la valeur des objets importés en Roumanie d'Autriche-Hongrie, elle se révèle à 87 millions de francs, tandis que celle des produits exportés de Roumanie en Autriche-Hongrie était de 47 millions.

Les céréales exportées par la Roumanie en Autriche-Hongrie valaient, dans l'année 1873, 18 millions de francs.

D'après les rapports consulaires de 1883, Farra, consul de Roumanie à Budapest, faisait savoir que l'industrie des minoteries hongroises se trouvait dans

(1) Exposé des motifs sur la convention de commerce roumano-autrichienne.

un état peu favorable devant la concurrence que faisaient, sur les débouchés occidentaux, la Russie et les Indes orientales.

La quantité des farines sortie des minoteries de Budapest en 1883 a été de 5.300.000 kilogrammes, chiffre qui aurait été dépassé si l'exportation n'avait été réduite à 5/7 depuis le 2 juin jusqu'au 15 août 1883. Ainsi lorsque la Hongrie ne pouvait exporter vers l'occident les produits de la minoterie à cause de la concurrence, elle faisait entrer en Roumanie la farine dont la matière première était fournie par l'agriculture roumaine. « En supprimant totalement les taxes douanières on aboutit à priver de blé nos moulins ; car la farine de blé roumain déjà exporté nous venait de Seghedin (Transylvanie) et de Budapest » (1).

Une ressource naturelle dont la Roumanie jouissait à cette époque dans le domaine économique et dont la production fournissait des revenus importants, c'était le bétail.

Pour que nous puissions nous rendre compte de l'évolution subie à travers la période de 1860 jusqu'à 1875 en ce qui concerne l'élevage et l'exportation des animaux, et pour mieux saisir les dommages que nous a causés l'Autriche-Hongrie en arrêtant l'importation, nous devons jeter un coup d'œil sur ce tableau.

(1) Grigori-Barbou, *Les Relations économiques*, Paris, 1911.

Espèce	Élevage	
	1860	1873
Chevaux	461.073	391.147
Espèce bovine	2.607.500	1.832.729
Espèce ovine.	4.410.457	4.190.950
Chèvres.	409.670	184.675
Porcs.	1.051.130	804.269

Exportation des animaux et produits.

Années	Animaux	Produits
1861	7.561.000	3.097.000
1862	10.148.000	1.744.000
1863	8.535.000	1.949.000
1864	7.339.000	2.505.000
1865	8.802.000	2.115.000
1866	6.960.000	2.225.000
1867	8.589.000	1.725.000
1868	13.023.000	1.426.000
1869		
1870		
1871	12.861.000	609.000
1872	18.600.000	1.105.000
1873	17.535.000	113.000
1874	13.936.000	371.000
1875	12.766.000	378.000

L'exportation en 1861 fut de 7.561.000 animaux ; progressant elle atteignit vers l'année 1862, 10.148.000, subit ensuite une baisse jusqu'en 1867 et remonta vite à 13.023.000. Mais lorsque sévirent dans les territoires voisins des maladies bovines, l'Autriche-Hongrie ferma les frontières à toute importation roumaine du commencement de 1869 jusqu'à la fin de 1870, c'est-à-dire pendant une période de deux années.

L'exportation reprit immédiatement en 1871, marquant le chiffre de 12.861.000, s'accroissant ver-

ligineusement en 1872 jusqu'à 18.600.000. Elle décrut ensuite à 12.766.000 en 1875, époque de la mise en application de la convention commerciale austro-roumaine.

Et depuis lors, l'élevage, cette ramification auxiliaire de l'agriculture, fut en décroissance continue à cause de la prohibition. Le motif invoqué était les épidémies des animaux bovins.

En effet, vers 1860 sévit, malheureusement pour la Roumanie, le fléau de la peste bovine, qui était originaire de la Russie et dont les ravages furent considérables. C'est à cette époque que l'on organisa un service vétérinaire pour combattre cette maladie ; de même, vers 1869, à l'occasion de notre première législation sanitaire, nos mesures avaient été réelles et efficaces dans la lutte contre la peste bovine.

Le congrès international de Vienne de 1872 discuta des remèdes nécessaires pour enrayer la maladie qui menaçait de ravager la Roumanie du côté de la Russie.

Le congrès examina les questions suivantes qui intéressaient les Principautés roumaines : 1° Que l'on puisse être sûr d'empêcher la pénétration de la peste par la Russie et sa propagation dans les pays étrangers limitrophes ; 2° Et que l'élimination de la maladie y soit opérée d'après les principes qui seront admis par les Etats de l'Europe centrale. Sinon : Faut-il instituer à perpétuité en tout état de cause, à la sortie des Principautés roumaines, les mêmes

mesures préventives que celles qui seront jugées nécessaires aux frontières de la Russie ?

Après des débats extrêmement mouvementés, on décida de mettre les Principautés en observation.

Mais vers 1874 la Roumanie a prouvé évidemment, en instituant le règlement méthodique de la police vétérinaire, qu'elle était capable de combattre vigoureusement le fléau.

La convention de 1875 fut défavorable à l'exportation du bétail et surtout à cause de la mesure édictée par la loi douanière de 1880. L'Autriche-Hongrie supprima la quarantaine et ferma sa frontière. Sous le prétexte d'ordre médical l'Autriche-Hongrie cachait une tactique économique.

Voici un tableau qui nous donne une preuve péremptoire :

Genre d'animaux	1851	Taxes en florins		
		1878	1882	1887
Bœufs	4	4	10	15
Vaches	2	1.50	3	3
Veaux	2	0 40	1	1.5
Moutons	0.15	0.30	0.50	0.50
Porcs	1	2	3	3

Du fait de l'augmentation progressive de droits de douane par l'Autriche-Hongrie sur le bétail roumain et également à cause des motifs d'ordre hygiénique, l'exportation subit des entraves infranchissables, dont les conséquences furent profondément défavorables au commerce roumain.

La situation agricole et celle de l'élevage du bétail dans la zone des frontières donnèrent lieu à quel-

ques débats qui aboutirent aux conclusions suivantes. Ainsi d'après l'article 4 de l'acte additionnel : « Seront exempts des droits de douane, d'importation et d'exportation et jouiront de libre passage en dehors des routes douanières, les bêtes de labour, instruments agricoles, le mobilier et les effets que les paysans domiciliés aux extrêmes frontières importeront ou exporteront par la ligne douanière pour leurs travaux agricoles ou par suite du changement de leur domicile ».

Le peuple roumain s'adonnait à cette époque entièrement à l'agriculture et à l'élevage du bétail ; la migration apparaissait comme un phénomène naturel ; ainsi les bergers avec leurs troupeaux montaient au printemps sur les collines des Carpathes à la recherche des pâturages où ils passaient l'été. L'automne, ils descendaient sur les versants, et de là s'éparpillaient à travers les immenses plaines ; ce phénomène du flux et du reflux ne pouvait sans aucun doute être soumis aux taxes douanières. De même des ouvriers agricoles passaient réciproquement de Roumanie en Autriche et d'Autriche en Roumanie avec leurs instruments à l'époque de la récolte, à l'instar des ouvriers belges qui vont dans le nord de la France pour les travaux agricoles et également pour les industries dans les régions de Lille, Roubaix, Tourcoing.

Une source de richesse non moins importante était les bois. A cet égard les conditions du traité

furent les suivantes : « Convaincus de ce fait qu'une réelle indépendance est liée à une situation économique florissante, nos politiciens attendent le moment de pouvoir raviver toutes les énergies du pays si gravement déprimées. L'état de choses offrait de fâcheux contrastes. Les bois ne manquaient pas et nous étions obligés d'acheter en Hongrie des articles en bois comme les cure-dents et le mobilier fruste des habitations paysannes. Bien plus pendant la guerre de l'indépendance, il nous avait fallu acheter, à l'étranger les piquets de nos tentes militaires » (1).

Dans le traité de commerce austro-roumain, paragraphe 3 de l'acte additionnel, on lit : « Les vins de toute sorte, produit du sol de l'Autriche-Hongrie, importés en Roumanie par les voies mentionnées dans l'article précédent, payeront à leur entrée en Roumanie, soit en futailles, soit en bouteilles, un droit *ad valorem* de 3 ½ %. Les vins de la Roumanie entreront par toutes les frontières de l'Autriche-Hongrie en ne payant soit en futailles, soit en bouteilles, que les droits d'entrée accordés à la nation la plus favorisée, sans que leur position d'aujourd'hui soit dans aucun cas aggravée. »

A cette époque l'industrie vinicole prend en Roumanie un essor extrêmement favorable. Elle pouvait lutter vigoureusement contre toute concurrence intérieure et se créer des débouchés à l'étranger. Or

(1) Baicoianou, *op. cit.*

l'Autriche-Hongrie sachant quel avenir brillant aurait pu avoir l'industrie roumaine n'admit pas le libre-échange de ce produit vinicole en prétextant qu'elle avait contracté des engagements envers les autres puissances. C'est ainsi que dans un passage de l'exposé de motifs à la Chambre roumaine on disait en substance : « Le gouvernement roumain, vu le développement de l'industrie vinicole chez nous, a proposé au gouvernement d'Autriche-Hongrie dès le début de la négociation du traité le libre-échange pour cet article. Le gouvernement austro-hongrois, ayant été lié par ses conventions commerciales avec les autres puissances, n'a pas accordé le libre-échange ; car il aurait été obligé de faire la même concession aux autres puissances » (1).

Le vin, qui payait auparavant 7 ½ % et avait été frappé dans le tarif de 1873 d'un droit de 32 francs les 100 litres, était taxé à 5 ½ % *ad valorem*.

Néanmoins quelques industries surgirent. En 1883 la première fabrique de papier était alimentée par le bois des forêts de l'Etat, livré à des prix infimes. Les sucres raffinés, la farines et l'alcool, auxquels on peut ajouter une industrie ménagère assez prospère, c'est-à-dire autant d'industries dérivées de l'agriculture, constituaient notre patrimoine industriel.

(1) Exposé des motifs sur la convention roumano-austro-hongroise.

B. — Le commerce avec la France.

Félix Colson, le premier auteur qui groupa tant les importations d'après la provenance que les exportations d'après les pays de destination, nous montre que la France nous procurait, à l'époque de 1838, du sucre raffiné et que nous lui fournissions la laine (1).

Les marchandises d'origine française étaient fort recherchées et les prix des plus rémunérateurs. Les parfums et articles de luxes, que nos commerçants apportaient de Paris par l'intermédiaire de Leipzig, étaient vendus de 50 à 100 % au-dessus du prix d'achat.

Ces commerçants regrettent, en quelque sorte, qu'on ne prête pas une attention suffisante à des territoires si favorables au commerce français.

Les navires français faisaient rarement leur apparition dans les ports danubiens. E. Thouvenel montre que, sur 700 bateaux arrivés en 1773, pour charger des céréales dans le port de Braïla, un seul était français et, en 1836, il y en eut 6. Il pense tout de même que le commerce français pourrait se créer des débouchés importants dans ces régions et il attire en même temps, à ce sujet, l'attention des commerçants de Marseille, Nîmes, Montpellier, Cette, etc. (2).

(1) F. Colson, *De l'état présent et de l'avenir des principautés de Moldavie et de la Valachie*. Paris, 1839, p. 228.

(2) Thouvenel (Ed.), *La Hongrie et la Valachie*. Paris, 1840.

En 1837, sur 449 bateaux entrés dans le port de Braïla, aucun n'est sous pavillon français. Vers 1847 nous trouvons que l'expansion économique française augmente progressivement ; ainsi il y a 47 bateaux français à Galatz contre 219 anglais.

En 1876, les négociants de France, établis en Orient, rappelaient vivement au public que le commerce entre la France et la Roumanie n'atteignait pas un développement aussi grand qu'on eût pu s'y attendre.

Voici un tableau de la part que la France prit en 1874 à ce commerce :

Articles par ordre d'importation	Importation totale :	La France
Machines agricoles	9.635.874	55.000
Divers objets fabriqués	7.695.715	686.000
Articles divers, papeteries	6.681.111	1.005.143
Sucre	4 641.841	3.153.182
Boissons	1.406.305	511.000
Meubles	1.004.895	176.835
Objets de toilette	433.011	226.443

Vers l'année 1882, la Roumanie a importé de France pour une valeur de 3.539.384 francs d'argent brut et objets d'argent brisé et la douane avait touché comme droits 4.368 francs.

Egalement on importa du sucre pour une valeur de 1.391.841 francs, sur lesquels on a perçu comme droits de douane 309.695 francs, ce qui prouve que l'on commençait à appliquer le protectionnisme en vue du développement de l'industrie dans le pays.

Sur la quantité de 67.106.265 kilogrammes de blé,

valant 12.079.128 lei, la douane a touché comme droits la somme de 134.234 ; mais par rapport à l'année 1881 la quantité que la Roumanie exporta fut de 27.321.260 kilogrammes d'une valeur de 4.917.825 lei sur lesquels l'on a perçu comme droits de douane 34.650 lei ; cela prouve évidemment que le commerce entre la France et la Roumanie prenait un développement de plus en plus remarquable.

C. — Les conséquences économiques de la convention austro-roumaine.

Dans son désir d'expansion économique l'Autriche tendait à se procurer toutes les matières nécessaires à la transformation de ses industries et en même temps elle favorisait leur développement.

En outre, elle cherchait activement un placement fructueux pour ses produits manufacturés sur les marchés roumains.

Ainsi, le régime de réciprocité, si souvent rappelé dans les différents articles de la convention, ne correspond nullement à la réalité ; car la Roumanie, à cette époque, n'avait pas une industrie nationale qui pouvait faire concurrence à celle de l'Autriche-Hongrie. « Ce régime de réciprocité fut si défavorable pour la production nationale que le gouvernement dut bientôt, afin de protéger l'industrie, lui accorder des primes ou lui assurer l'adjudication des fournitures nécessaires à l'Etat » (1).

(1) Stamatin, *Le Commerce extérieur de la Roumanie*, p. 76.

Dans l'exposé des motifs sur la convention commerciale à la Chambre roumaine, le ministre Boerescou disait : « En effet, le système de libre-échange a beaucoup de partisans et la plupart des Etats l'ont appliqué. Mais, pour que nous puissions nous-mêmes atteindre cet avenir, il faudra préparer le présent, c'est-à-dire nous devons commencer par avoir une industrie nationale, qui pourra à son tour prétendre à la libre pénétration de ses marchandises dans les autres Etats. Un gouvernement peut facilement devenir partisan du libre-échange après avoir passé par le protectionnisme et lorsqu'il a créé et développé une industrie nationale » (1).

Relever les industries, créer celles qui n'existaient pas en Roumanie et dont le besoin s'impose pour éviter désormais l'invasion des produits étrangers, redonner la vie aux affaires que la guerre économique aurait pu arrêter dans leur essor, développer celles qui ont pu trouver, malgré cette période troublée, des éléments d'activité, tel était le but que poursuivait le gouvernement roumain.

La ferme volonté que tous eurent d'atteindre ce but ne peut faire aucun doute : mais l'essentiel était de dégager les moyens pratiques et réels.

Néanmoins cette politique eut des conséquences désastreuses.

Ainsi, « dans un pays produisant suffisamment de

(1) Discours prononcé par Basile Boerescou, ministre des Affaires étrangères, le 29 juin 1875.

blé, nous mangions la farine hongroise ; les peaux de notre bétail, l'Autriche-Hongrie nous les renvoyait sous forme de bottines » (1).

Aussi l'importation des chaussures qui, pendant la période de 1871-1875, représentait une valeur de 3.662.000 francs par an, monta, dès application de la convention, à 10.090.000 francs en 1877 à 19 millions 900.000 francs en 1880 et 20.300.000 en 1884.

Pour la scierie, même préjudice : la matière première roumaine sort du pays sous forme de fûts pour en revenir transformée en planches : les industries nationales disparurent, concurrencées par l'étranger (2).

L'expansion économique autrichienne de cette époque souleva dans le milieu agricole et industriel une véritable indignation. Néanmoins la Roumanie, attendant des jours meilleurs, accepta cette convention. Et c'est dans cet espoir que conclut le ministre Boerescou : « Messieurs les députés, cette convention, avec son acte additionnel, son protocole final, sera en vigueur seulement 10 ans. Après cette période, éclairés par l'expérience et par le progrès que notre pays réalisera, nous pourrons la reviser, introduisant certaines améliorations que le temps exigera.

Ainsi le premier pas est fait (ce qui est plus difficile

(1) Baicoianou, *op. cit.*

(2) Bungeteanou, *Forêts et bois de la Roumanie*. Paris.

chez un peuple que chez l'individu), la route de l'avenir de notre commerce et de notre industrie est ouverte clairement, favorablement devant nous. Et les autres puissances, qui ont des relations commerciales avec nous, n'hésiteront nullement à considérer qu'il est plus avantageux dans l'intérêt du commerce de traiter directement avec nous ».

La durée de la convention avec l'Autriche-Hongrie avait été fixée à 10 ans ; elle expira en 1886. Dans cet intervalle de nouvelles conventions commerciales furent conclues avec les pays suivants : la Russie, la Suisse, la Grèce, l'Angleterre, l'Italie, la Belgique, l'Allemagne et la Hollande.

CHAPITRE III

L'ACHEMINEMENT DE LA ROUMANIE VERS LE TRAITEMENT DE LA CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE.

A. — Le projet de renouvellement du traité austro-roumain.

L'ancienne convention avec l'Autriche-Hongrie avait été dénoncée un an avant son expiration, c'est-à-dire au mois de juin 1886, on ouvrit des pourparlers pour en conclure une nouvelle.

Mais la première convention convenait parfaitement à l'Autriche-Hongrie, car elle était en corrélation étroite avec le développement économique de la monarchie, ainsi que nous pouvons le déduire d'après la note remise au gouvernement roumain le 30 mars 1886 : « Echange de vues sur un *modus vivendi* pour le cas où l'entente sur le nouveau traité de commerce, y compris le tarif, ne pourrait s'établir à temps, afin de le mettre à exécution à partir du 1^{er} juin ».

En même temps une ordonnance du gouvernement austro-hongrois, parvenant aux douanes de la frontière roumaine, faisait savoir que : « Toutes marchandises de provenance roumaine qui ne sont pas soumises à une surtaxe ou à un droit spécial, et qui, ayant été commandées avant le 23 mai, passeraient

la frontière entre les 1^{er} et 10 juin inclusivement, seront soumises aux droits d'entrée fixés par le tarif de 1882, sans aucune surtaxe. Le maïs, toujours sous la condition d'une commande antérieure au 23 mai, sera également exempt de surtaxe, s'il passe la ligne douanière avant le 20 juin ».

Cette ordonnance qui paraît être empreinte de bienveillance et de concessions envers la Roumanie ne comportait aucun privilège pour la production nationale, car le bétail et les céréales ne pouvaient en bénéficier : les céréales n'auraient commencé à être exportées que vers les mois de juillet et d'août et le bétail était frappé de l'interdiction d'importation de la part de l'Autriche-Hongrie.

Enfin les négociations s'ouvrirent à Vienne le 20 avril et se continuèrent à Bucarest.

Pendant les sept conférences on discuta et souleva les questions suivantes. Le premier point mis au jour par les délégués austro-hongrois fut celui de la transformation des droits spécifiques en droits *ad valorem* (prot. n° 1, p. 37).

Les délégués roumains déclarèrent admettre, à titre tout exceptionnel, certains droits *ad valorem* ; la raison en fut que l'expérience faite jusqu'à cette époque avait été réellement infructueuse et désastreuse.

Les douanes roumaines ont eu beaucoup à se plaindre des fausses déclarations faites par les commerçants austro-hongrois et il n'est point étonnant

qu'elles désirent éviter, autant que possible, le mode de taxation *ad valorem*.

L'article 21 du projet soumettait certaines contestations à l'arbitrage d'un délégué autrichien ou hongrois, mais jamais à celui d'un délégué roumain.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à veiller à ce que les dispositions stipulées dans les articles qui précèdent soient rigoureusement observées par leurs organes respectifs d'une manière propre à faciliter et à favoriser le commerce réciproque. « Si l'une des deux Hautes Parties contractantes est saisie d'une réclamation partant de l'autre partie, soit contre la classification ou la tarification des marchandises, soit contre l'application de toute autre disposition de ce traité, elle sera obligée de procéder à une enquête sur l'objet de la contestation dans les 24 heures après en avoir eu connaissance et de statuer sur la réclamation en question dans les 14 jours. La Partie réclamante sera instruite immédiatement du résultat de cette enquête et de la décision prise. Dans le cas où elle accepterait cette décision, l'autre Partie devra sans délai prendre les mesures nécessaires afin de la mettre à exécution. Dans le cas contraire la Partie réclamante pourra demander que la contestation soit déférée au jugement d'une commission mixte.

A cet effet le gouvernement roumain et les gouvernements autrichien et hongrois nommeront chacun un délégué à cette commission qui, pour chaque cas

spécial, sera composée du membre roumain et du membre autrichien ou hongrois suivant que la réclamation dont il s'agit émanera de l'une ou de l'autre partie de la Monarchie. Si ces deux membres ne tombent pas d'accord sur la question qui leur aura été soumise, celui des deux gouvernements de l'Autriche-Hongrie qui n'aura pas réclamé nommera *ad hoc un arbitre dont la sentence sera reconnue de part et d'autre comme définitive* ».

Ainsi lorsque la Roumanie aurait eu un litige avec l'Autriche, c'est la Hongrie qui aurait été le juge souverain et sans appel, et lorsque nous aurions eu maille à partir avec la Hongrie, c'est l'Autriche qui aurait décidé de notre sort.

Les délégués roumains ont dû protester contre une semblable manière de procéder. Nous le déduisons de cette phrase du procès-verbal n° 5 : « Arrivés à l'article 21, MM. les délégués austro-hongrois se réservent de proposer une nouvelle rédaction ».

Le silence même du protocole est très significatif.

Les propositions de l'article 14 du projet austro-hongrois étaient une organisation de la douane dont la loi douanière roumaine avait consacré depuis longtemps les dispositions : « En général les formalités du *service douanier* seront simplifiées et les expéditions s'effectueront dans le même lieu par l'organe d'une seule autorité et seront accélérées autant que possible. Les deux Hautes Parties contractantes prennent l'engagement de pourvoir à

ce que, pour les opérations douanières relatives aux marchandises, des localités couvertes (zone frontière) soient mises à la disposition du public tant aux bureaux-frontières qu'à ceux établis à l'intérieur du pays. Pour ce qui est des transports arrivant à la frontière sur les routes de terre, les opérations douanières seront effectuées du 1^{er} avril au 30 septembre de 7 heures du matin à midi et de 2 heures de relevée à 8 heures du soir et à partir du 1^{er} octobre jusqu'à 8 heures du matin et de 2 heures de relevée à 6 heures du soir. Les dimanches et les jours de fêtes, les opérations douanières pourront être suspendues à partir de midi. Toutefois les marchandises qui arriveraient les dimanches et les jours de fêtes dans le courant de l'après-midi doivent être expédiées le jour suivant aux heures indiquées ci-dessus, même quand ce dernier serait un jour férié. Pour le passage des voyageurs et l'expédition de leurs bagages, les bureaux seront ouverts tous les jours et à toute heure sans exception ».

L'alinéa de l'article 8 du projet austro-hongrois s'exprimait ainsi : « Pour ce qui est des marchandises déclarées à la valeur, les bureaux des douanes auront seulement le droit de préemption et non pas la faculté d'infliger une amende ou de procéder à la confiscation ». Les pourparlers n'aboutirent pas à une solution pratique.

L'Autriche-Hongrie demanda que les marchandises refusées au lieu d'importation et réexpédiées à

leur lieu d'origine n'eussent pas de nouveau à payer des droits de douane à leur sortie.

Cependant cette question était parfaitement réglée par notre loi douanière, aux termes de laquelle toute marchandise qui n'est pas déclarée en entrepôt est sujette à acquitter des droits de douane à leur sortie. Pour ces marchandises en entrepôt, la matière est réglée par les lois sur les docks du 18 et 28 juin 1881 et par les articles 111 à 134 de la loi des douanes, relatifs aux entrepôts (Prot. n° 3, p. 109).

Ainsi, pour accorder au commerce de bois certaines facilités, le projet austro-hongrois (art. 10, dernier alinéa) propose ce qui suit : « Les envois de bois brut ou travaillé à la scie ou à la hache, non raboté (tel que bois à brûler, bois rond, poutres, planches, planchettes, bûches, perches et échalias, bois préparé pour ouvrage de menuisiers, charrons et semblables) provenant d'Autriche-Hongrie et transportés par les voies ferrées ou sur des routes de terre, sur des bateaux, radeaux ou au moyen du flottage, seront admis en Roumanie par tous les points frontières et y jouiront de toutes les facultés possibles en vue de simplifier et d'abréger les opérations douanières. Ils pourront, sans être assujettis au plombage et sans acquitter une taxe quelconque, être dirigés de la frontière sur un bureau de douane établi à l'intérieur du pays, ou traverser le territoire en transit, soit que le transport s'effectue sans rupture de charge, soit que l'état des moyens et voies de communication

nécessite le déchargement et rechargement pendant le trajet ».

On comprend évidemment combien il serait difficile d'installer des agents douaniers là où il n'y en a point, et les nombreux inconvénients d'octroyer ces faveurs à tous les points frontières.

La clause de la nation la plus favorisée sans aucune restriction fut refusée à l'Autriche-Hongrie, étant donné les besoins économiques de la Roumanie à cette époque, qui se trouvaient littéralement opposés à l'encouragement de certaines industries naissantes, sous peine de les voir s'étioler, si elle ne leur venait pas en aide en temps utile.

Les délégués austro-hongrois proposèrent que les primes d'encouragement de l'industrie roumaine (1) ne pussent dépasser les primes austro-hongroises, dont le montant serait prochainement fixé par une loi de la monarchie.

Ainsi, toutes nos transactions commerciales, toutes nos lois, tous nos règlements douaniers devaient être faits d'après le type fourni par l'Autriche-Hongrie.

Les pourparlers, ne pouvant aboutir à un résultat satisfaisant, furent rompus ; une guerre douanière s'en suivit.

Les produits roumains furent surtaxés à 30 0/0 et les articles d'exportation de la Roumanie frappés de droits considérables.

(1) Voir pages 102 et suivantes,

Sous l'influence du parti agraire hongrois, l'Autriche refusa d'inscrire dans le traité la *franchise absolue* des céréales, mais accorda une certaine *réduction* des taxes appliquées aux marchandises similaires des autres Etats.

Voilà pourquoi, le jour de la proclamation de la guerre douanière entre les deux pays, la *Neue Freie Presse* annonça, avec raison, que le parti agraire protectionniste de la Hongrie l'emportait au grand détriment de l'industrie autrichienne et que « le comte Szecheny, avec son fanatisme agraire, trouvait une véritable volupté dans cette politique de répression » (1).

**B. — Les conséquences de la rupture
et la guerre douanière.**

Cette rupture, qui dura jusqu'en 1893, fut également préjudiciable aux deux pays ; car l'exportation de l'Autriche-Hongrie en Roumanie et celle de la Roumanie en Autriche-Hongrie baissèrent d'une manière considérable (2).

L'exportation des céréales s'élève de 1 million 569.049 tonnes valant 220.5 millions de lei pour la moyenne de la période 1880-1885 à 1.983.987 tonnes valant 265.6 millions de lei pendant la guerre douanière. Celle-ci eut pour effet le déplacement des débouchés ; ce n'est plus vers l'Autriche-Hongrie

(1) Baicoianou, *op. cit.*

(2) Stamatina, *op. cit.*

que s'écoulent les produits agricoles, mais bien vers la Grande-Bretagne et la Belgique, et ils trouvèrent des prix même plus avantageux, ce qui prouve l'influence très relative du débouché austro-hongrois sur la production roumaine (1).

Les bois de construction prennent le chemin de l'Orient et de la France.

Mais en échange l'exportation des fourrages diminua. Sa valeur descendit de 7.8 millions de lei en 188 à 3.9 millions en 1885 et en 1886 et 1/4 dans le premier semestre de 1891. La compensation s'opérait par les progrès de l'exportation des céréales : mais si le rendement en céréales augmentait, ce n'était pas grâce à des procédés de culture intensive, c'était à l'emblavement d'anciens pâturages. On ne peut voir là qu'un moyen de plus pour tuer l'élevage (2).

Si, avant 1886, nous envoyons en Autriche-Hongrie des peaux brutes, qui nous étaient renvoyées préparées et représentant une valeur de 8 millions de lei (1.138.000 kilos), l'importation de cet article descend à 470.000 kilos d'une valeur de 190.000 lei (soit une diminution de 80 %). Le total des importations de 22 autres articles dont on avait décidé la protection, qui s'élevait en moyenne pendant les années 1884 et 1885 à 54 millions (soit 1/6 du total des entrées), descend quatre années après la mise en vigueur du régime de 1886 à 4 millions. C'est

(1) Grigori-Barbou, *op. cit.*

(2) Stamatin, *op. cit.*

dire qu'on avait gardé près de 30 millions au profit du travail national, sans compter le stimulant donné à l'agriculture qui fournissait les matières premières à ces industries.

Le bois d'œuvre et de construction, franc de douane jusqu'à cette date, fut frappé d'une taxe de 3 francs par 100 kilogrammes, ce qui fait pour les résineux 15 francs par mètre cube à l'entrée.

Les objets fabriqués en bois étaient taxés dans le passé à 2 francs, ils le furent à 12 par 100 kilogrammes. Les feuilles de placage, les ustensiles de ménage, les outils, les instruments, les appareils en bois, pour lesquels on percevait 9 francs, payèrent 60 francs, par la suite (1).

Voici un tableau qui montre par excellence la baisse considérable que l'exportation roumaine vers l'Autriche-Hongrie a subie pendant la guerre douanière :

	1887-1891	1881-1885
Sucre	139.702	5.903.000
Chaussures	56,095	13.019.600
Farine	819	1.700.000
Matières textiles et industries dérivées. .	14.781.466	34.900.000
Bois et industries dérivées	5.796.327	14.226.000

(1) Bungeteanou, *Les bois et forêt en Roumanie*. Paris, 1912.

C. — Le traité roumano-suisse.

Le traité de commerce entre la Roumanie et la Suisse est le premier qui fut conclu sur un véritable pied d'égalité et de réciprocité, quoique on lui reproche de s'être écarté du vrai terrain économique, se plaçant en majeure partie au point de vue politique, et de ne tenir que partiellement compte du tarif autonome.

En effet, devant l'expérience désastreuse que la Roumanie fit avec la convention autrichienne, le pays fut poussé vers le protectionnisme et élaborâ un tarif provisoire en 1885 et puis un autre définitif en 1886.

Par ce tarif autonome on entendait premièrement protéger les intérêts économiques de la Roumanie en appliquant une tarification élevée sur des produits de l'industrie étrangère pour pouvoir mettre à l'abri l'industrie nationale.

Secondement accorder une protection plus large à l'agriculture, par la suppression des droits douaniers sur les exportations. Ainsi, disait-on, le monde agricole qui nourrit la nation pourrait accroître au maximum de rendement la production et engendrer en même temps la richesse du pays.

En troisième lieu, ce tarif offrait une base nouvelle pour la conclusion des conventions futures, où la clause de la nation la plus favorisée sera acceptée,

toutefois sous la réserve que, le pays entrevoit, en vue du développement de l'industrie et de l'agriculture.

Quatrièmement le trésor aurait vu accroître sa fortune par la création de nouveaux revenus, pour combler le déficit budgétaire que la Roumanie subissait à cette époque.

Le tarif douanier comprenait 25 catégories de marchandises et 490 articles, taxés de la manière suivante :

Sur 22 articles frappés de droits représentant une valeur de 50 à 60 %.

Sur 34 articles frappés de droits représentant une valeur de 40 à 50 %.

Sur 43 articles frappés de droits représentant une valeur de 30 à 40 %.

Sur 113 articles frappés de droits représentant une valeur de 20 à 50 %.

Sur 53 articles frappés de droits représentant une valeur de 10 à 20 %.

Sur 107 articles frappés de droits représentant une valeur au-dessous de 10 %.

121 exemptés de droits de douane.

Le but poursuivi par la commission chargée d'élaborer ce projet était de régler les intérêts de la production en toute indépendance.

Le 5 avril 1886 le tarif fut voté et ratifié par une loi du 17 mai 1886, qui dans son article disait : « Le gouvernement est autorisé à ajouter aux taxes douanières fixées au tarif annexé, une surtaxe pouvant

aller jusqu'à 30 % de la valeur des marchandises et produits importés des Etats qui soumettraient les marchandises et produits roumains à des droits supérieurs aux taxes ordinaires de leurs tarifs douaniers ou à toute autre charge exceptionnelle. Cette surtaxe de 30 0/0 pourra également être appliquée aux articles exemptés de droits par le tarif annexé ».

Ce tarif entra en vigueur en Roumanie contre tout pays qui n'avait pas de convention : ainsi la France fit des démarches. La Roumanie ne put y donner suite et notifia sa réponse par dépêche du 27 mars 1886 et par une note adressée au ministre de France à Bucarest (1).

(1) NOTE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE ROUMANIE A M. ORDEGA, MINISTRE DE FRANCE A BUCAREST, DU 25 MARS 1885.
— LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE ROUMANIE A REÇU LA NOTE VERBALE QUE M. L'ENVOYÉ EXTRAORDINAIRE ET MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE A BIEN VOULU LUI ADRESSER EN DATE DU 24 MARS 1885 ;

IL A L'HONNEUR D'INFORMER SON EXCELLENCE, EN CONFIRMATION DE SES DÉCLARATIONS ANTÉRIEURES ET REITÉRÉES, QUE LE GOUVERNEMENT ROYAL REGRETTE DE SE TROUVER DANS LA NECESSITÉ DE NE POUVOIR ACCUEILLIR LA PROPOSITION DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE, TENDANT A LA CONCLUSION D'UN ARRANGEMENT COMMERCIAL SUR LA BASE DE LA CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE, ARRANGEMENT QUI PRENDRAIT FIN A L'EXPIRATION DE LA CONVENTION AUSTRO ROUMAINE. LE GOUVERNEMENT ROYAL NE PENSE PAS QUE LA DÉCISION QU'IL A PRISE A CET ÉGARD PUISSE ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UNE MESURE DIRIGÉE CONTRE LE COMMERCE FRANÇAIS.

LES BONNES DISPOSITIONS DONT LE GOUVERNEMENT ROUMAIN A ÉTÉ DE TOUT TEMPS ANIMÉ, QUANT AU DÉVELOPPEMENT DES RAPPORTS ÉCONOMIQUES AVEC LA FRANCE, NE SAURAIENT ÊTRE MÊCONNUES. C'EST DANS CET ESPRIT QU'A ÉTÉ VOTÉE LA LOI DU

La France prétendait régler ses relations commerciales avec la Roumanie dans le sens du traité franco-turc de 1861, qui visait spécialement les Principautés.

La conséquence de ce regrettable incident fut le vote par le Parlement français de la loi du 8 août 1885, autorisant les services des douanes à percevoir une surtaxe de 50 % sur les produits de provenance roumaine.

Cet état des choses, heureusement, ne dura pas, et les deux Etats signaient une convention de com-

25 JUILLET 1878, QUI MAINTENAIT, EN VUE DE LA CONCLUSION D'UN TRAITÉ DE COMMERCE, LE RÉGIME PROVISOIRE INAUGURÉ PAR LA DÉCLARATION DU 6 NOVEMBRE 1876, ET PROLONGÉ PAR LE PROTOCOLE DU 12 MAI 1877. GRACE A CET ENSEMBLE DE DISPOSITIONS ET PARTICULIÈREMENT A LA LOI PRÉCITÉE APPLIQUÉE DANS UN SENS TRÈS LARGE ET FAVORABLE AUX INTÉRÊTS DU COMMERCE FRANÇAIS, LA FRANCE A BÉNÉFICIÉ, PENDANT LES NEUF ANNÉES ÉCOULÉES DEPUIS LA CONCLUSION DE LA CONVENTION AUSTRO-ROUMAINE, NON SEULEMENT DE LA CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE, MAIS AUSSI DES AVANTAGES SPÉCIAUX, ACCORDÉS A L'AUTRICHE-HONGRIE EN QUALITÉ DE PAYS LIMITOPHE. DEPUIS, LE GOUVERNEMENT ROUMAIN N'A CESSÉ D'ESPÉRER QUE LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS, SUIVANT L'EXEMPLE DES AUTRES PUISSANCES, RÉGLERAIT PAR UNE CONVENTION LES RAPPORTS COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS. LES OUVERTURES QUE M. JULES FERRY, PRÉSIDENT DU CONSEIL ET MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, A BIEN VOULU FAIRE DANS CE SENS, AU PRINTEMPS DE L'ANNÉE DERNIÈRE, A M. STOURZA, PRÉDÉCESSEUR DE M. CAMPINEANO, ONT ÉTÉ ACCUEILLIES AVEC UNE VIVE SATISFACTION PAR LE GOUVERNEMENT ROYAL. MAIS AUCUNE DÉMARCHE N'A ÉTÉ FAITE A BUCAREST PAR LE REPRÉSENTANT DE LA RÉPUBLIQUE, ET AUCUNE SUITE PRATIQUE N'A ÉTÉ DONNÉE AUX INTENTIONS DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS.

merce contenant la clause de la nation la plus favorisée (1).

Donc désormais toute convention devait se faire sur la base du tarif de 1886.

Toutefois les principes du tarif autonome ne paraissent point être en parfaite corrélation avec le texte de la convention suisse. Aussi de nombreuses protestations surgirent à l'occasion des débats à la Chambre.

On prétendait qu'on n'appliquât pas *ad litteram* ce droit indépendant qui est destiné à créer à l'intérieur un régime de progrès et de prospérité industrielle, agricole et commerciale, un fisc indispensable au trésor et des avantages appréciables à l'étranger.

M. N. Ionescou répondit en disant : « ... qu'un tarif autonome n'est pas lettre d'évangile, il serait impossible de nouer des relations commerciales, de vivre économiquement en paix entre nations civilisées si chaque pays se renfermait dans des intérêts égoïstes tels qu'il les comprend à un moment donné... Le tarif autonome n'est pas une loi absolue, au contraire c'est une loi modificatrice et qui est modifiée systématiquement par sa nature, par les tarifs conventionnels. Ainsi l'Espagne n'a pas la prétention d'encourager une industrie nationale, mais elle s'intéresse à ses produits naturels, comme son vin par exemple, et sans difficulté, elle a conclu une conven-

(1) Voir Stamatín, *op. cit.*

tion avec l'Angleterre afin que des relations s'établissent entre un grand pays tel que l'Angleterre industrielle et l'Espagne qui n'a que peu d'industries. La Roumanie est un pays éminemment agricole ; une industrie nationale dans le sens moderne du mot n'existait pas et, si nous avions eu une industrie, si restreinte qu'elle fût, nous aurions pu songer à rivaliser avec les grands marchés » (1).

Une forte tendance se dessina en faveur du tarif autonome au sein du gouvernement roumain qui, après avoir négocié avec la Suisse, avait obtenu les avantages de conserver les articles qui peuvent être utiles au pays, sans nuire toutefois à l'industrie suisse. M. Pheryckide, ministre des Affaires étrangères, dans son discours sur la convention, s'exprimait ainsi : « Courbés sous les maux que nous avons hérités de l'ère économique passée, nous avons dû chercher une protection spéciale ; bien que la Suisse n'ait fait aucune restriction en nous concédant tous les avantages accordés à d'autres pays à l'entrée sur son territoire, nous lui avons, toutefois, fait réserver, dans le tarif conventionnel, un certain nombre d'articles que nous voulons protéger parce que nous désirons assurer notre industrie naissante qui s'occupe de ces articles ».

Néanmoins il y avait des marchandises que la

(1) Discours prononcé par M. N. Ionescou à la Chambre des députés dans la séance du 28 mai 1886 à l'occasion de la discussion sur la convention commerciale avec la Suisse.

Roumanie ne produisait nullement et qu'il ne s'agissait point de pouvoir produire ; donc aucun intérêt ne lui commandait de créer une prohibition en empêchant leur entrée. Au contraire le besoin général exigeait que ces produits affluassent sur les débouchés roumains en établissant ainsi la concurrence qui, à son tour, offrait aux consommateurs une marchandise de bonne qualité avec un prix diminué.

Mais comme la Suisse avait d'autres spécialités (dentelles, guipures, tissus divers, passementeries, fromages et beaucoup d'autres qui se trouvent dans les catégories du tarif général), la douane roumaine était en droit d'élever à volonté et en tout temps les taxes sur ces articles si la Suisse, augmentant les taxes sur les céréales, avait en outre imposé à ses habitants de payer plus cher leur pain quotidien.

Ainsi 20 articles étaient réservés au tarif autonome ; mais tous les articles qui ne furent pas prévus dans les autres conventions devaient naturellement être réservés et, dans ce cas, l'on gardait toute latitude de l'application du tarif autonome, dans les circonstances qu'on trouverait utiles au pays, sans fermer toutefois les marchés aux produits qui ne pouvaient être fabriqués en Roumanie.

En même temps, la Roumanie possède des produits qui sont demandés par toutes les nations industrielles, de même que la Suisse n'a pas de champs étendus pour la culture des céréales. Elle offrait à l'échange des céréales, une industrie avec laquelle la

Roumanie ne songe pas à rivaliser, celles de l'horlogerie et des cotonnades. Les Italiens eux-mêmes sont tributaires de la Suisse pour ce dernier article parce que la population italienne aime à porter ces fichus qui sont d'ailleurs répandus jusqu'en Perse.

Et, pour faciliter le placement des produits en Roumanie et en Suisse, la convention accorda l'admission temporaire. Par l'article 4 : « Les objets, passibles d'un droit d'entrée, qui servent d'échantillons et qui sont importés en Roumanie par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce suisses, par des fabricants, des marchands ou des voyageurs de commerce roumains, seront, de part et d'autre, admis en franchise temporaire, moyennant les formalités de douane nécessaires ».

Les produits industriels et agricoles de provenance roumaine à l'entrée en Suisse jouiront des droits douaniers réduits. Egalemeut les marchandises suisses paieront une taxation réduite d'après le tarif conventionnel roumain. Article 1^{er} : « Les marchandises d'origine et de manufactures roumaines paieront, à leur entrée en Suisse, les droits les plus réduits qui sont ou seront inscrits dans les tarifs conventionnels suisses. Les articles non inscrits dans ces tarifs seront soumis aux taxes du tarif général suisse. Réciproquement, les marchandises d'origine ou de manufactures suisses paieront, à leur entrée en Roumanie, les droits les plus réduits qui sont ou seront inscrits dans les tarifs conventionnels de la

•

Roumanie. Exception est faite pour les articles énumérés dans le tableau A » (1).

Le traité de commerce conclu entre la Roumanie et la Suisse, dont la clause de la nation la plus favorisée est admise sous certaines réserves, servit de modèle pour d'autres conventions (Russie 1886, Angleterre et Allemagne 1887). Un accord fut rédigé avec la France en ce qui concerne l'importation, vers la fin de l'année 1886. Le régime du traitement de la clause de la nation la plus favorisée fit surgir un nombre assez important d'industries et donna un nouvel essor à celles qui s'étiolaient par le manque total de protection. Les établissements étrangers se virent de cette façon sur un pied d'égalité avec les établissements roumains sur le marché national pour leurs industries anciennes.

L'industrie nationale commençait en effet à alimenter, quoique en faible partie, la population.

Les industries qui mirent en profit ces privilèges (du traitement de la clause de la nation la plus favorisée avec restriction) furent les fabriques de draps, de bonneterie, de chaussures.

La manufacture renaît à une nouvelle vie. Les matières premières puisées à l'intérieur du pays, pétrole, bois, chaux, ciment, se substituèrent aux produits d'origine étrangère comme les huiles minérales et végétales, etc.

(1) Voir le tableau A, p. 91-92.

Quoique les tendances essentielles de la convention roumano-suisse fussent par excellence la prospérité et la renaissance de l'industrie nationale, néanmoins certain mécontentement se manifesta. On prétendit que la plupart des fabricants profitèrent de cette protection au détriment du consommateur qui se voit obligé de payer les produits indigènes plus cher, et que les Etats non liés par une convention à la Roumanie pouvaient facilement se soustraire à l'application du tarif général dont leurs produits étaient, par conséquent, frappés, livrant leurs marchandises aux autres Etats qui avaient conclu des traités.

Ainsi, disait-on, la plupart des produits manufacturés de provenance austro-hongroise qui, avant la guerre douanière, affluaient sur nos marchés et devaient disparaître à cause des mesures prises, reconquirent, au contraire, de nouveau leur place sous l'étiquette des Etats unis à la Roumanie par des traités de commerce.

Néanmoins « nos relations avec la Suisse sont limitées et, comme le temps pour lequel s'est conclue cette convention, c'est-à-dire jusqu'en 1891, est, lui aussi, limité, c'est là un argument de plus qui nous porte à accepter ce traité; d'ici là nous en ferons l'expérience » (1). Et, dans un autre passage,

(1) Pheryckide, ministre des Affaires étrangères. Discours prononcé à l'occasion de la ratification de la convention roumano-suisse le 29 mai 1886.

M. Pheryckide continue à mettre en relief les conditions économiques qui découlent du traitement de la clause de la nation la plus favorisée : « Aussi hâtons-nous de conclure une convention avec une puissance qui a respecté nos intérêts économiques, que nous pouvons mieux régler dans l'intervalle de cinq ans, et qui, en échange, nous a demandé la concession du principe de la nation la plus favorisée, clause qui nous est favorable, puisqu'elle est admise réciproquement » (1).

Pourtant l'on hésitait beaucoup à admettre la clause de la nation la plus favorisée : car elle pouvait étouffer quelques industries naissantes ; toutefois ce n'était pas le cas du traité roumano-suisse renfermant quelques articles relatifs à l'industrie nationale et d'ailleurs très favorables au développement de la production indigène.

Cette convention marqua dans l'évolution économique du pays un pas en avant vers l'indépendance définitive basée sur la réciprocité et l'égalité. Comme le disait M. Pheryckide, ministre des Affaires étrangères, dans son discours prononcé à la Chambre des députés roumaine dans la séance du 29 mai 1886 : « Mais si, lorsque les intérêts du pays sont pleinement assurés dans un traité, lorsque nous nous sommes entièrement réservé les articles qui intéressent notre commerce, si, dis-je, nous n'admettons

(1) Pheryckide, *suprà*, page précédente.

pas, pour les autres stipulations introduites dans le traité, la clause de la nation la plus favorisée, et si, par cela seul qu'une formule peut parfois être dangereuse, nous restions immobilisés à l'avenir dans les taxes stipulées par le traité, ne serions-nous pas exposés à des pertes ? Assurément oui, au cas où l'Etat avec lequel nous aurions traité conclurait des conventions avec les autres pays et leur accorderait de plus grands avantages. Par cette clause nous nous sommes réservé la faculté de bénéficier, nous aussi, des faveurs plus grandes que celles qui sont stipulées, si l'Etat avec lequel nous avons traité accorde à un autre de plus grands avantages. » (1)

TABLEAU A

Farine de blé de toute qualité.

Farine de seigle.

Légumes farineux secs et leurs farines.

Pâtes farineuses dites « d'Italie ».

Cire brute, blanche ou jaune, de toute espèce. —

Cire ouvrée, blanche ou jaune, telle que : cierges, figures, fleurs ou autres préparations.

Savons de toute espèce, à l'exception des savons de parfumerie.

Bougies de stéarine et de spermacéti de toute sorte.

Cuirs (peaux tannées) ordinaires, non dénommés spécialement.

Ouvrages en cuirs ordinaires tels que : ouvrages de cordonnier, de sellier, de harnacheur, de malletier, en cuir ordinaire, même combiné avec d'autres matières, à l'exception de celles énumérées à l'article 445 du Tarif conventionnel.

Tissus de laine ordinaires savoir : couvertures grossières à

(1) Pheryckide, Discours, *op. cit.*

longs poils (pafuri, toluri), draps pour vareuses grossières dits « de Halina » (aba, zeghe, dimia), draps bruts, tapis de laine de toute espèce à la pièce ou au mètre.

Ouvrages en feutre ordinaires, tels que : semelles, chaussures avec ou sans semelles, et chapeaux de feutre grossiers à l'usage des paysans et des soldats.

Toile écrue très ordinaire.

Papiers et papeteries ordinaires, c'est-à-dire : papier gris ou autres pour emballage, simples ou goudronnés ; cartons ordinaires ; papier de verre, papier à l'émeri et autres similaires.

Papiers non spécialement dénommés.

Bois de construction.

Ouvrages en bois tout à fait ordinaires, tels que : ouvrages de tonnelier, de menuisier, de tourneur, grossiers bruts, ouvrages de charron et autres ouvrages en bois simplement raboté ou taillé, ouvrages de vannerie communs ; tous ces articles ni peints, ni passés au mordant, ni laqués, ni vernis, ni polis, ni combinés avec d'autres matières.

Ouvrages en bois ordinaires, tels que : bois scié en feuilles pour placage ; parquets non marquetés, liège en plaques, en feuilles, en semelles et en bouchons ; tous ces articles bruts.

Ouvrages en bois fins, tels que : ustensiles de ménage (meubles), parquets marquetés, jouets pour enfants, ainsi que tous les articles désignés aux deux paragraphes ci-dessus, peints, passés au mordant, laqués, vernis, polis, même combinés avec des métaux communs, du cuir ordinaire, de la canne, du roseau et autres matières fibreuses, végétales.

Pétrole et huile de schiste, bruts et raffinés.

CHAPITRE IV

A. — La politique douanière de l'année 1891.

L'année 1891 marqua une nouvelle étape, car elle était l'année de l'expiration de tous les traités commerciaux, excepté de celui avec la Hollande dont la durée se prolongeait jusqu'au 9 septembre 1891.

La Roumanie vit, à travers ces années d'expérience, l'agriculture et l'industrie devenir plus florissantes grâce au régime douanier et au système des primes.

Tandis que l'élevage, source puissante de la production, tendit à devenir de moins en moins important, à cause de la guerre douanière qui avait surgi entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie, les gisements pétrolifères sont mis en exploitation rationnelle.

La politique douanière subit une modification dans sa structure au point de vue du tarif.

Une commission parlementaire fut chargée d'élaborer de nouveaux droits douaniers et, après avoir étudié la question, elle établit les catégories suivantes :

Sur 11 articles un droit *ad valorem* de 50 à 70 %

15	—	—	40 à 50 %
22	—	—	30 à 40 %
33	—	—	20 à 30 %

Elle avait réduit les taxes à 20 % pour les articles d'intérêt fiscal, si bien que « la manière de procéder des auteurs du tarif de 1891 montre combien a été ridicule cette œuvre législative, destinée à la vie économique du pays... et combien l'on négligeait les conceptions réalisées en 1886 pour stimuler l'activité nationale » (1).

Un groupement d'industriels adressa au Parlement un Mémoire catégorique : « Le tarif, dit-on, soumis aux débats de la Chambre n'assure pas une protection suffisante et ne tient pas compte de la concordance qui doit exister entre les taxes sur les objets fabriqués et les taxes sur les matières premières. Il ne faut pas croire que toute exagération de taxe conviendrait aux industriels, du moment qu'elle répondait à l'idée de protection.

La protection excessive, loin d'être avantageuse, peut nuire au producteur et au consommateur : car elle conduit souvent à l'emploi des matières inférieures. Nous ne croyons pas que l'ensemble des taxes protectrices puisse être basé sur 10 % de la valeur, comme le prévoit l'exposé des motifs, nous ne voyons pas qu'elles puissent être suffisantes étant donné les difficultés avec lesquelles nos commerçants sont aux prises, notamment la cherté du capital, alors que, dans les pays plus avancés en industrie, les taxes dépassent 25 % et vont jusqu'à 150 et

(1) Grigori-Barbou, *op. cit.*

200 %. Nous croyons affirmer la vérité en disant que les seules taxes dignes d'être qualifiées des protectrices sont celles qui dépassent 25 % » (1).

Non seulement les droits douaniers en vue de protéger l'industrie ne furent pas élaborés conformément aux exigences du développement économique, mais ils marquèrent un retour à une politique abandonnée par les autres puissances à savoir que : « c'est un fait singulier dans l'histoire de notre politique économique. De même qu'en 1885, quand l'Europe s'engageait dans la voie de l'autonomie, nous inclinions vers le conventionnalisme, de même en 1891, quand l'Europe incline vers le conventionnalisme, nous nous décidons pour l'autonomie » (2).

La politique douanière établie ainsi marque une tendance favorable, au point de vue économique, à l'égard des autres Etats, parce qu'il n'y a point de corrélation entre les intérêts industriels et la fixation des taxes douanières protectrices.

L'expérience de la période 1886-1890 a prouvé en partie que la Roumanie, pays agricole, ne pouvait se transformer que petit à petit en pays industriel. Toutefois une politique douanière est souvent constituée des facteurs extérieurs, qui ont une influence profonde sur le système des taxations destiné à protéger et à favoriser la création et le développement

(1) Mémoire adressé à la Chambre des députés par un groupe d'industriels roumains.

(2) Baicoianou, *op. cit.*

de l'industrie, de l'agriculture et du commerce d'une nation.

« En effet, on affirmait que la réforme roumaine de 1891 avait été faite sans tenir compte des intérêts du pays et avait été inspirée par des motifs politiques qui échappaient au contrôle des membres du gouvernement. Peu après une correspondance étrangère dévoila ce mystérieux secret du président du Conseil ; elle nous apprend que la réforme de 1891 doit être considérée comme une heureuse formule pour arracher les deux pays, et surtout l'Autriche-Hongrie, à l'état de crise qui se prolongeait pour le plus grand dommage des deux pays » (1).

Et ce secret consistait dans la concurrence que l'Allemagne opposait à l'industrie autrichienne ; en effet, elle avait réussi à conquérir définitivement à cette époque les marchés roumains, se substituant aux produits manufacturés des pays centraux.

Ainsi l'Autriche-Hongrie subit un fâcheux contre-coup : l'industrie du bois et l'industrie du tissage, qui avaient pris un grand développement dans les villages où l'industrie doit surmonter de nombreux obstacles, perdirent sensiblement de leur importance.

La Roumanie essuya dans le commerce du bétail des pertes causées par l'Autriche-Hongrie.

(1) Grigori-Barbou, *op. cit.* ; Baicoianou, *op. cit.*

B. — Le traité avec l'Allemagne.

Dés vues divergentes ayant surgi entre l'Allemagne et la Russie à propos de la politique économique prirent des proportions inquiétantes et eurent des conséquences défavorables sur la politique douanière en général. Comme en Allemagne, on délaissa de plus en plus les travaux agricoles pour s'adonner entièrement à l'industrie, ce pays fut obligé de résoudre la question alimentaire en important du blé russe. Mais ce conflit toucha rigoureusement l'Allemagne dans sa vitalité, à savoir la prohibition de la part de la Russie de l'exportation du blé panifiable. La Roumanie lui fit des propositions : car le débouché allemand lui procurait un champ plus étendu pour ses produits agricoles. Le 21 octobre 1893 on conclut le traité ; mais l'Allemagne refusa d'accorder à la Roumanie la clause de la nation la plus favorisée contre son tarif autonome, qui réellement n'offrait point de réciprocité. Le gouvernement roumain dut faire une concession importante en présentant un tarif conventionnel, la consolidation de 183 articles du tarif autonome et la réduction de 23 articles.

L'Allemagne consentait à des réductions qu'elle avait accordées à d'autres pays pour des articles intéressant notre production agricole et notre élevage (1).

Mais, lorsque la guerre douanière entre l'Allema-

(1) Baicoianou, *op. cit.*

gne et la Russie prit fin, l'exportation roumaine subit ainsi un fléchissement de 35,33 % en 1893, elle tombe subitement à 19,75 % en 1894 et de 1894 à 1900 elle n'est plus que de 8,20 %. L'Allemagne n'occupe que le sixième rang pour les céréales et le bétail.

D'après le modèle de la convention avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie conclut, elle aussi, un traité le 21 décembre 1893. Il contenait un article additionnel réglant les facilités de transport pour les habitants se trouvant sur une zone de 10 kilomètres frontière. Cet article diffère peu de celui de 1874 ; — la suppression de la prohibition de l'exportation, importation et transit sauf en cas de mesures vétérinaires ; — exemption pour les nationaux des deux pays de l'obligation des réquisitions militaires s'ils ne possèdent point de propriétés foncières. L'on admit la clause de la nation la plus favorisée.

Le 3 mars 1893 on renouvela sur les mêmes bases l'ancienne convention commerciale avec la Suisse qui avait expiré en 1891, mais avec le tarif autonome. Mêmes conditions pour l'Angleterre. Le 28 février 1893 la convention entre la France et la Roumanie fut signée.

Le 13 décembre 1892 on était tombé d'accord sur les conditions d'un traité avec l'Italie.

C. — La législation douanière de 1904 ; son influence
sur la structure économique roumaine.

L'influence que la politique douanière de 1886 eut sur le système économique d'alors fut ressentie partout dans l'agriculture, l'industrie et le commerce et les droits douaniers protectionnistes provoquèrent une vive émulation. Cette loi de 1886 débaya le terrain économique et donna un stimulant énergique à la production nationale dont le réel épanouissement se produisit plus tard.

Et la loi de 1904 fut un perfectionnement de celle de 1886 ; néanmoins à partir de cette dernière date le système protectionniste eut réellement une force, qui agit puissamment sur le système économique.

En 1904, la Chambre et le Sénat votèrent de nouveaux droits de douane qui furent appliqués le 1^{er} mars 1906.

Ceux-ci ont produit des résultats remarquables, malgré la baisse du coefficient fiscal qui eut lieu à la suite des traités de commerce conclus avec l'Allemagne, l'Angleterre et la Belgique.

Quoique de grandes importations fussent effectuées aux mois de janvier et février 1906 pour acquérir certains avantages de l'ancien droit plus réduit, le revenu des douanes, du 1^{er} avril au 30 septembre seulement, atteignit le chiffre prévu pour l'année entière.

Ainsi dans l'exposé des motifs (1) sur le tarif des douanes, le ministre des Finances nous dit qu'on a tenu compte dans ce but des droits adoptés par l'Allemagne, la France, l'Autriche-Hongrie sans s'élever jamais jusqu'aux limites du tarif russe.

Le tarif n'accorde d'exemptions que pour les matières premières nécessaires à l'agriculture et à l'industrie. Les matières déjà travaillées, mais qui doivent subir une nouvelle transformation, bénéficient d'une faveur, consistant à frapper plus lourdement les produits étrangers similaires à ceux résultant de la transformation de ces matières en Roumanie.

La quotité des taxes est plus élevée que suivant l'ancien tarif, et s'élève souvent à 10 et 15 %.

Le tarif contient :

1° Des taxes protectrices modérées, dans tous les cas où l'exige le travail national ;

2° Des taxes fiscales un peu plus élevées que celles en vigueur précédemment ;

3° Des exemptions, en nombre limité, et seulement dans un intérêt économique.

Une fiscalité raisonnable, des exemptions peu nombreuses, une protection équitable accordée au travail national, des droits de douane tendant à protéger non seulement les industries existantes, mais toutes celles dont on prévoyait la prochaine

(1) Voir E. Costinescou, *Le tarif des douanes de 1904*, Bucarest.

apparition, tels sont les principaux caractères de ce tarif.

On a établi 854 articles à la place de 540 du tarif de 1891.

L'article 3 de la loi douanière autorise le gouvernement à frapper toute marchandise de provenance étrangère non inscrite dans une convention et percevoir un droit sur le tarif général de 50 0/0.

Sous ce nouveau régime on avait conclu des traités de commerce avec presque tous les Etats de l'Europe.

Voici un tableau des conventions conclues entre les années 1899-1910 :

1) Hollande	3 mars 1899.
2) Turquie	1 ^{er} juillet 1902.
3) Allemagne	25 septembre 1904.
4) Suisse.	16 décembre 1904.
5) Angleterre	18 octobre 1905.
6) Russie.	24 février 1906.
7) Belgique.	23 mai 1906.
8) Etats-Unis	12 juin 1906.
9) Serbie.	23 décembre 1906.
10) France	21 février 1907.
11) Bulgarie.	20 novembre 1907.
12) Espagne.	18 novembre 1908.
13) Autriche-Hongrie.	10 avril 1909.
14) Suède.	24 avril 1910.
15) Norvège.	19 juin 1910.
16) Danemark	8 juin 1910.
17) Monténégro	30 décembre 1910.

Si l'on compare l'année 1874, qui marqua la renaissance économique roumaine alors que le rendement des droits douaniers était à peine de

8.500.000 lei, avec l'année 1906 où la somme monte à 36.349.000 lei, on est amené à conclure que les progrès du commerce furent constants. A qui pourrait-on attribuer ce développement économique? Evidemment aux différents facteurs naturels tels que l'agriculture, l'élevage du bétail, le bois, le pétrole et l'industrie que le système de primes et d'exemption de droits douaniers pousse depuis l'année 1886 vers une amélioration continue.

On peut également l'attribuer à la politique douanière, à la doctrine protectionniste qui, appliquée avec modération, fit faire un pas en avant au progrès économique et lui fit atteindre le point culminant vers 1906.

Nous allons maintenant examiner l'influence qu'a eue le protectionnisme sur la principale ressource, l'agriculture. Dans le monde agrarien roumain surgirent quelques opinions préconisant le libre-échange parce que, prétendait-on, la politique douanière, inspirée du protectionnisme, mettait de nombreux obstacles à l'exportation et à l'importation, tout en déchaînant un véritable fléau dont le pays sera forcé de supporter les dures épreuves. Mais l'expérience que firent les puissances de l'Occident amena la disparition de ces idées agrariennes particulières.

En effet, en France et en Allemagne, les agrariens demandèrent avec beaucoup d'insistance l'élévation des droits douaniers à l'importation des céréales pour

mettre ainsi à l'abri la production nationale et pouvoir résister à toute concurrence étrangère. De même en Roumanie le mouvement libre-échangiste n'avait pour champion que quelques groupes épars d'agariens ; car le développement agricole suivait une marche ascendante de décade en décade. Le tableau suivant le prouve surabondamment.

Années.	Hectares				
	Blé	Orge	Avoine	Maïs	Total
1862.	697.885	242 300	61.853	996 056	1.998.104
1870.	870.334	232.782	59.220	1.401.487	2.262.823
1890.	1.509.689	518.067	178.517	1.781.516	3.987.787
1900.	1.589.490	438.900	255.270	2.035.270	4.318.930

De 1.998.104 hectares de blé, orge, avoine et maïs en 1862, on atteint, en 1900, le total de 4.318.930 hectares : ainsi, la superficie des terres labourables, dans une période d'environ quarante années, a plus que triplé et de même la population, qui était en 1862 de 3.864.800 habitants, atteint, en 1900, le chiffre de 6.500.000.

Ces deux phénomènes ascendants sont en parfaite corrélation avec les revenus de la douane qui, de 3.366.630 lei en 1862, montèrent en 1900-1901 à 17.802.126.

Un autre facteur intervient et c'est la loi de l'offre et de la demande. Il y avait, pendant cette époque, une forte demande de céréales sur les marchés mondiaux, qui stimulait le développement toujours plus intense de notre activité agricole.

Dès lors le chiffre des droits douaniers suit une

marche ascendante qui est en étroite corrélation avec le progrès agricole. Les mouvements douaniers d'exportation et d'importation deviennent plus intenses lorsque l'agriculture éprouve le besoin d'alimenter sa production. Ainsi la Roumanie importa en 1903 un nombre considérable de chevaux nécessaires aux labourages. Les pays qui les lui fournirent furent l'Autriche-Hongrie, la Russie, la Bulgarie et pour une valeur de 2.160.400 lei sur lesquels la douane perçut la somme de 84.200.

L'horticulture, jusqu'alors dans un état un peu rudimentaire, fait des progrès en important de l'étranger, et spécialement de l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Hollande, des arbres, arbustes, oignons et racines des plantes pour une valeur de 219.661 lei sur lesquels la douane en perçut 17.569 comme droits.

Parmi les animaux domestiques, c'est toujours l'espèce ovine qui prend le premier rang ; on comptait, en 1912, environ 5.900.000 moutons et chèvres.

C'est en Doubroudjà que cet élevage prospère par excellence ; il représente, par rapport à la population du pays, un nombre de 950 têtes pour 100 habitants. Les principales races de moutons sont les suivantes : mérinos-spanca peu répandu, la tzurcane à laine longue et épaisse, la race brumaire, dont la fourrure d'agneau, à l'aspect d'astrakan, est employée pour la confection des sombres vestes de bure brodées

des paysans et des beaux bonnets fourrés qu'ils portent en hiver, la tzigaiïa, blanche et noire, dont la laine, de toutes la plus fine, est très recherchée par le commerce.

Le poisson est un aliment préféré par la population rurale roumaine : on le consomme habituellement frais ou salé. La production annuelle en Roumanie s'élève à 13 et 14 millions de kilos. On exporte pour une valeur de quelques millions de francs par an. Selon l'ingénieur Vidrascou la production est de 22 à 25 millions de kilos par an, représentant une valeur de 7 à 8 millions de lei environ.

Le principal débouché des pêcheries roumaines fut l'Autriche-Hongrie. En effet, en 1897, sur 2 millions 698.549 kilos, on exporta 1.364.909 kilos dans ce pays ; en 1898 sur 5.561.969 kilos on en exporta 3.322.668 kilos.

L'étendue des vignes, qui était de 95.876 hectares en 1865, a atteint, en 1900, 139.200 hectares. La production a passé, dans le même temps, de 640.014 hectolitres à 4.627.000 hectolitres. L'exportation des vins, qui avait subi une marche ascendante de 1888 à 1893, s'est brusquement abaissée en 1894, pour se relever légèrement ensuite. En 1896 elle a été de 500.000 francs, dont les deux tiers à destination de l'Autriche.

Les droits douaniers sur l'importation des vins étrangers étaient très élevés en vue de favoriser le

développement à l'intérieur du pays ; car les vignes occupent une surface assez importante et donnent un rendement assez considérable.

Ainsi en l'année 1903, en ce qui concerne les vins de toutes sortes et succédanés de vins, toutes sortes de vases, à l'exception de bouteilles et de cruchons, de provenance austro-hongroise, française, allemande, italienne et autres pays, on importa pour une valeur de 108.066 lei sur lesquels on perçut comme droits douaniers la somme de 68.248 lei (droit à l'entrée de 100 lei par 100 litres).

De plus, pour les vins de toutes sortes et succédanés de vins, en bouteilles ou en cruchons, on importa pour une valeur de 434.196 lei sur lesquels la douane toucha 139.267 lei, à raison de 100 lei par 100 litres.

L'étendue totale des forêts en Roumanie est évaluée à 2.000.000 d'hectares. Dans ce chiffre l'Etat entre pour 1.085.033 hectares, qui forment 1.122 forêts, réparties dans les trente-deux districts ; 725 de ces forêts (soit 599.084 hectares) sont exploitées et 397 (soit 322.560 hectares) ne le sont pas encore. L'exploitation rapporte net à l'Etat environ 3.000.000 de francs par an. Les revenus de la période 1889-1899 ont été de 39.685.912 francs et les dépenses de 14.581.486 francs, soit un bénéfice net de 25.104.426 francs.

Ainsi les bois occupent la troisième place parmi les richesses économiques.

On exporta en Autriche-Hongrie les bois de construction et d'ouvrage pour 37.958.954 kilos, en Hollande 57.711.076 kilos, en Belgique 20 millions 795.577. Dans le courant de la même année, c'est-à-dire en 1903, l'importation était réellement insignifiante, elle atteignait à peine 100.247 kilos valant 8.019 lei. On avait perçu comme droits de douane 4.715 lei à raison de 5 lei par 100 kilos.

Dans le tarif de 1906, 54 articles au lieu de 17 se rapportent au bois, celui-ci (bois d'œuvres et de construction) est imposé 2 francs au lieu de 5 francs par mètre cube. Pour les troncs de chêne, de hêtre, d'orme, dont le poids spécifique est plus fort que celui des résineux, on doit payer 1 franc par 100 kilos, tandis que l'ancienne taxe de 5 francs était une taxe prohibitive, si l'on songe à la grande quantité de déchets obtenus par les diverses transformations que subissent les troncs. Ceux de noyers sont frappés d'une taxe de 1 franc par 100 kilos au lieu de 5 francs prévus par le tarif de 1831. Le jonc exotique à l'état brut est imposé 3 francs au lieu de 8 fr. 50.

Le suif et les graisses animales de toutes sortes, nécessaires au fonctionnement de l'industrie et de provenance anglaise, française, autrichienne, etc., ont été importés à raison d'une quantité de 1.418.600 kilos et pour une valeur de 1.276.740 lei. La douane a perçu 89.916 lei à raison de 6 fr. 50 par 100 kilos ; l'on évalue les 100 kilos à 90 lei.

Quelques fabriques de stéarine se sont fondées et,

pour pouvoir les alimenter, on faisait venir de Hollande, Belgique, Autriche-Hongrie, etc., environ 1.373.451 kilos de matières premières, d'une valeur de 1.373.451 lei. La douane a touché comme droits 32.005 lei et l'on prenait comme critérium à l'importation 25 lei par 100 kilos. Si les produits étaient destinés, après avoir été transformés, à être consommés dans l'intérieur du pays, l'on maintenait les taux douaniers tels que nous venons de les mentionner. Mais, s'ils étaient réexpédiés, les fabriques jouissaient d'une réduction importante.

En raison du développement de l'industrie de la stéarine, les produits fabriqués en Autriche-Hongrie, dont la Roumanie fut longtemps tributaire, furent de moins en moins importés. On importe seulement de l'Autriche-Hongrie 2.961 kilos, de la France, 746, de la Belgique, 476, et de différents pays, 411 kilos. En total 4.623 kilos évalués à 7.397 lei. La douane en a perçu 1.852. L'on avait établi des droits à 40 lei pour 10 kilos afin d'encourager la production nationale.

Quoique l'industrie des tanneries existât et prît de plus en plus une extension importante, parce qu'il y avait une forte demande sur le marché et que l'Etat encourageait la création des fabriques et favorisait l'exportation, néanmoins la Roumanie resta tributaire de l'étranger relativement aux matières premières.

La balance du commerce enregistra à l'importa-

tion des peaux de buffle, de bœuf, de veau, de mouton, la somme de 3.230.417 lei et à l'exportation celle de 1.250.810 lei.

La douane perçut 121.588 lei. L'on prenait comme critérium 6 lei par 100 kilos.

Mais les peaux tannées étaient frappées des taxes supérieures pour imprimer un essor favorable à l'industrie du pays : ainsi on percevait sur 100 kilos la somme de 100 lei. Et l'on importait pour une valeur de 610.610 lei sur lesquels la douane perçut 137.577 lei.

Nous rencontrons ensuite des ficelles de chanvre, de lin, de tilleul, de jute, d'abacca, de pharmum-tenax, d'aloès et d'autres textiles végétaux, écruës, blanches, teintes ou goudronnées, d'une grosseur atteignant jusqu'à 7 millimètres, inclusivement, licous, brides et sangles : importation, 638.097 kilos, valeur 653.276 lei, pour la douane 42.936 lei.

L'industrie des vers à soie, que le ministère de l'Industrie et du Commerce roumain s'efforce de développer, n'a donné que des maigres résultats ; car le rendement est inférieur au coût de la production.

C'est en Valachie que cette culture est la plus répandue : le nombre de cultivateurs du royaume qui s'y adonne s'élevait à 39.320 en 1913. Ce chiffre est en décroissance si on le compare à ceux des années précédentes (1907, 55.000).

La quantité des cocons obtenus, de 436.000 kilos

en 1907 est tombée à 279 kilos en 1913. Le nombre des mûriers cultivés est de 462.652 (1).

En ce qui concerne l'exportation et l'importation on constate un déclin : ainsi, vers l'année 1903, on importa 4 kilos de cocons à soie évalués à 80 lei et l'on exporta en Bulgarie par Giurgiu 463 kilos valant 9.260 lei. La douane exempte de tous droits cette marchandise.

L'exportation est insignifiante, et ne monte qu'à 4.500 lei : cela prouve en effet que l'offre sur les marchés intérieurs est extrêmement active et avantageuse.

Pour les tissus et étoffes tricotés de coton pur, blancs ou teints en une seule couleur par n'importe quel procédé, mais seulement après leur tissage ou leur tricotage, apprêtés ou non, façonnés ou non, à l'exception des tissus légers, des velours de coton pur, on importa 1.880.275 kilos d'une valeur de 7.351.032 lei sur lesquels on perçut comme droits douaniers la somme de 846.127 lei. On prenait pour 100 kilos 391 lei.

Comme matières textiles et produits d'industries dérivées, on importa les suivants, toiles de jute écruce contenant dans sa chaîne et dans sa trame un total de 18 fils par centimètre carré tout au plus, ainsi que les sacs confectionnés de pareille toile pour 3.560.450 kilos estimés à 3.172.625 lei et l'on perçut

(1) Dudescoiu, *op. cit.*

comme droits de douane 265.611. Pour 100 kilos on paya 750 lei.

L'agriculture et les minoteries qui commencèrent à adopter le système de l'intégration avaient besoin, pour répandre leurs produits sur les marchés roumains, d'un moyen de protection. C'est ainsi que s'explique une importation de toile de jute d'une valeur de 3.172.625 lei.

Mais en échange on importa la même année des tissus et étoffes tricotées de soie pure ou mélangée avec des fils en or, en argent ou en métaux communs dorés ou argentés, de Suisse, France, Italie, Allemagne, Autriche - Hongrie et autres pays, 34.229 kilos évalués à 2.569.695 lei.

Le gouvernement roumain frappait de droits de douane extrêmement élevés de 1.000 lei le kilo pour encourager quelques industries naissantes de vers à soie et de tissage ; mais celles-ci n'ayant pas eu l'extension espérée, le pays resta tributaire de l'étranger et surtout de la France et de l'Italie. La douane évalua les 100 kilos à raison de 7.507 lei et perçut comme droits pour les 34.229 kilos la somme de 342.090 lei.

Les parfumeries, dont l'importation influe défavorablement sur la balance commerciale, étaient frappées d'un droit de 100 lei par 100 litres. Ainsi, on importa de l'eau de Cologne et toutes sortes d'eaux odoriférantes, alcooliques ou non, telles qu'eaux dentifrices, parfums solides et liquides pour mou-

choirs et en général toutes sortes d'eaux de toilette, vinaigres parfumés de provenance française, allemande, austro-hongroise, etc. ; pour 49.439 litres la douane touche 49.439 lei. Pour les savons parfumés liquides, en poudre, en pâtes ou en pain, les droits étaient plus élevés afin d'encourager quelques fabriques dont la production commençait à prendre un certain essor et alimentait en partie les marchés intérieurs. On percevait pour 100 kilos en 1904 la somme de 180 lei. L'importation fut de 24.169 kilos valant 145.014 lei ; les droits douaniers furent de 43.507 lei.

Toutes les matières chimiques furent exemptées de droits douaniers, par exemple : l'acide borique, l'acide oxalique, le borax, le citrate de chaux (citronensaures kalk), l'acétate de cuivre, le chlorate de potasse, l'oxyde d'étain. Egalemeut la potasse caustique, le carbonate, le sulfate et l'azotate de potasse, l'iodure de potassium, le chromate et bichromate de potasse (chromasaures kali) rouge et jaune, le bitartrate et le bioxalate de potasse (sel d'oseille) et tous ses dérivés.

En somme toutes les matières chimiques bénéficièrent des exemptions des droits douaniers.

D. — Le système des primes et les avantages douaniers.

La Roumanie est, grâce à son sol, extrêmement fertile, riche en matières premières (animaux, végétaux et minéraux) et peuplée par des habitants actifs

et intelligents dont les aptitudes peuvent facilement s'adapter au milieu industriel qui implique toute espèce de travail. En dépit de ces conditions favorables, la grande industrie roumaine est de création relativement récente, par rapport aux grandes industries occidentales. Elle n'a vraiment commencé que depuis 45 ans, parce que souvent elle fut exposée, avant cette date, à une forte concurrence de l'industrie étrangère ancienne et puissante contre laquelle les droits de douane protecteurs n'existaient point.

Pour qu'elle pût donner une solution favorable au développement de son industrie, la Roumanie entra dans la voie du protectionnisme et fit voter la loi de 1887 et puis celles de 1894 et 1904 (1).

Les autres lois jusqu'en 1904 accordaient aux industries des faveurs : mais celle qui entra en vigueur le 4 juin 1906 donna une nouvelle orientation à toutes les industries et même à celles qui n'existaient pas jusqu'à cette époque, par exemple les moulins à vent et à eau, ensuite les distilleries d'eau-de-vie, les scieries, les poteries, etc. Leur nombre était de 12.000.

Voici le nombre des fabriques de la grande indus-

(1) Le cadre de notre étude ne nous permet point d'exposer le développement de toutes les industries en ce qui concerne les avantages accordés par les différentes lois, au point de vue douanier ; cela n'aurait pas manqué d'intérêt, mais l'énumération eût été trop longue et fastidieuse : toutefois nous prenons comme type l'industrie du sucre que nous exposerons plus loin.

trie exemptes des droits de douane et protégées par l'Etat ; il s'élève à 495 (1).

	en francs		
Industries de construction de la tissanderie. . . .	75.914.078	46.438.304	90.608.600
<i>Id.</i> et du vêtement . . .	30.147.860	31.886.671	43.912.618
<i>Id.</i> des boissons et aliments. . . .	76.794.783	72.789.056	124.076.026
Imprimeries . . .	25.602.247	8.136.072	24.276.777
Industries chimiques et électriques	69.649.439	56.377.246	72.801.048
Total : . . .	277.108.405	215.627.346	355.675.310
	en francs		
Matières premières	215.627.346		
Combustibles.	14.000.000		
Salaires	37.666.000		
Frais d'administration 4 %	22.500.000		
Total :	289.793.346		

Il convient d'insister sur l'industrie du sucre, qui nous fournit un exemple caractéristique. Les premières fabriques de sucre furent créées en Roumanie dès que la loi d'encouragement de cette industrie fut votée en 1873. Cette loi donnait le privilège suivant : a) tout sucre fabriqué dans le pays serait pendant 20 ans exempté des droits de douane, ainsi que l'importation des machines nécessaires à la création ou au développement de l'industrie ; b) décharge de tout impôt ; c) toutes les actions émises par les sociétés sucrières ne seront pas soumises aux droits de timbre.

(1) L'exposé des motifs de la loi pour encouragement de l'industrie nationale de 1912, Bucarest.

A la suite de ces concessions, incontestablement favorables, furent créées les fabriques de *Sascut* (Putna) et de *Chitila* (Ilfov) ; la première fonctionna régulièrement, la seconde interrompit le travail pendant quelques années.

Vers 1896, pour stimuler davantage la production et donner une extension plus grande à la culture de betterave, une loi accorda une prime de 16 centimes par kilo de sucre de betterave ou toute autre plante cultivée dans le pays. Toute autre fabrique nouvelle bénéficiait jusqu'en 1914 de mêmes faveurs que les fabriques existant à cette époque.

On établit des droits de douane élevés de 35 centimes par kilo sur le sucre étranger. Cette impulsion, due à l'initiative gouvernementale, fit apparaître une industrie nationale florissante. Ainsi à côté des deux premières virent le jour quatre autres fabriques de sucre à *Ripiceni* (Botosani), *Roman*, *Marasesti* (Putna) et *Brânceni* (Teleorman). En même temps une fabrique de glucose fut fondée à Herestrau près de Bucarest.

Pour faire face aux dépenses nécessitées par la concession des primes de fabrication du sucre, l'Etat mit, en 1898, sur le sucre consommé dans le pays, une taxe de 15 centimes par kilo qu'il éleva, au bout d'un an et demi, à 30 centimes. La production des fabriques de sucre augmentant d'une manière extraordinairement rapide, et les primes grevant lourdement le budget de l'Etat, celui-ci établit, en

1901, une taxe de 16 centimes par kilo de sucre exporté, de sorte que ce produit ne jouissait plus de la prime accordée par la loi de 1896.

Le 15 mars 1906 les sucreries conclurent avec l'Etat un contrat contenant les stipulations suivantes :
a) La prime de fabrication sera réduite de 16 à 11 francs pour toutes les qualités de sucre et sera accordée jusqu'au 31 mars 1914 ; *b)* L'Etat n'a à attribuer, pendant ce délai, ni les avantages de la loi industrielle, ni le bénéfice de la prime à une fabrique de sucre en dehors de ceux existant à la date de la conclusion du contrat ; *c)* L'Etat s'engage, en outre, à frapper le sucre importé d'un droit qui ne sera pas inférieur à 35 francs les 100 kilogrammes ; *d)* Les fabriques de sucre bénéficieront des avantages de la loi industrielle jusqu'au 31 mars 1914 ; *e)* L'Etat accordera une prime de 9 francs par 100 kilogrammes pour les 5 millions de kilogrammes de sucre exportés par les fabriques roumaines. Pour les quantités excédant ce chiffre, la prime est fixée à 11 francs ; *f)* Ces primes seront abolies au 31 mars 1914.

L'Etat par conséquent frappe toute production étrangère d'un droit de 35 francs, mettant l'industrie sucrière à l'abri de toute attaque extérieure et lui accordant en plus une prime de 14 francs : cela contribuera évidemment au développement des sucreries indigènes.

La production de l'année 1904 fut évaluée à 13.908.830 francs.

La quantité de sucre fabriqué pendant l'année 1905-1906 fut de 28.585.552 kilogrammes; elle dépasse les besoins de la consommation intérieure qui s'élèvent approximativement à 20 millions de kilogrammes par an. Le reste était exporté ordinairement en Turquie et en Bulgarie.

Le système des primes et le droit de douane contribuèrent au plus haut point à la prospérité et au développement des industries dans les pays.

De plus, la culture de la betterave à sucre facilitée par le climat du pays s'est développée depuis peu de temps, parallèlement au progrès de l'industrie sucrière nationale.

Elle est cultivée surtout au nord de la Moldavie, la superficie est réduite encore à cause du manque de capitaux et de main-d'œuvre : en 1914, elle fut de 14.783 hectares avec une production totale d'environ 3.000.000. Le rendement à l'hectare varie entre 150 et 250 quintaux ; la richesse en sucre, variable, atteint 19 %.

*
* *

Passons maintenant à l'importation et à l'exportation.

**L'importation et l'exportation par pays de provenance et de destination
de 1909 à 1911.**

ÉTATS	VALEUR DES IMPORTATIONS			VALEUR DES EXPORTATIONS		
	1909	1910	1911	1909	1910	1911
	francs	francs	francs	francs	francs	francs
Angleterre	57.775.825	56.775.806	85.594.696	34.658.206	33.305.065	55.980.190
Autriche-Hongrie	85.786.333	97.980.077	137.040.415	415.030.019	37.284.189	62.873.702
Belgique	11.649.580	13.983.055	28.413.763	124.296.787	226.241.646	263.467.703
Bulgarie	831.715	1.333.917	1.398.783	4.390.710	5.391.421	5.944.908
Egypte	364.440	220.967	245.916	6.886.404	8.797.850	14.716.304
Grèce	6.994.076	8.452.096	10.820.942	79.914	112.866	192.729
Italie	23.677.076	25.627.410	35.361.902	27.502.203	46.874.515	48.878.667
France	124.636.629	138.237.277	183.797.449	26.603.808	24.281.193	33.008.209
Allemagne	1.364.776	1.737.490	1.832.004	666.015	895.533	807.506
Grèce	17.676.649	21.744.144	28.591.518	33.998.007	68.671.677	49.582.099
Hollande	5.360.216	5.818.427	4.806.253	49.491.209	90.110.692	76.907.145
Russie	10.780.458	11.771.107	13.541.937	4.128.992	6.264.849	6.971.047
Serbie	463.010	506.237	254.587	1.309.726	757.926	715.813
Espagne	724.739	631.670	538.483	741.548	3.341.713	4.736.616
Etats-Unis	—	3.630.264	12.886.617	—	259.498	249.445
Turquie	11.607.449	13.851.123	13.583.204	21.473.690	18.600.181	21.030.477
Autres pays	8.637.628	7.414.509	11.264.583	45.939.232	4.480.155	8.872.813
Gibraltar	—	—	—	12.260.049	31.667.315	36.775.015
Total	368.300.099	409.715.576	569.745.027	465.056.619	616.504.872	691.720.408

D'après les données de la statistique roumaine, il ressort que l'Allemagne avait conquis les marchés roumains ; car en 1909 elle a exporté des produits industriels pour une somme de 124.636.629 lei, et en 1911 le chiffre atteint 183.787.449 lei.

Ce pays a pris la place de l'Autriche-Hongrie ; car l'industrie allemande a fait des progrès énormes par la concentration de ses usines métallurgiques et manufactures.

La deuxième place, dans l'importation roumaine, appartenait à l'Autriche-Hongrie avec les chiffres de 85.786.333 lei en 1909 et de 137.040.415 en 1911.

Mais pour l'exportation la Roumanie prit un nouveau chemin, celui de la Belgique, à qui, en 1909, elle envoya des céréales et des bois pour la somme de 121.296.787 lei. Depuis 1910 les exportations furent toujours en marche croissante et atteignirent le chiffre de 263.467.703 lei en 1911.

La balance du commerce est donc extrêmement favorable : cela est dû en partie au développement intensif de la culture agricole qui améliora ses moyens de production, et également au droit douanier protecteur qui achemina l'industrie indigène vers la prospérité.

E. — Brève étude sur le revenu de la douane roumaine.

Jetons maintenant un regard sur l'évolution du revenu des douanes de 1862 à 1903 pour déterminer

les influences que certaines conventions conclues entre la Roumanie et des pays étrangers ont eues sur les droits perçus. En même temps nous ne devons pas perdre de vue les facteurs intérieurs de la politique douanière, c'est-à-dire les modifications subies par le tarif en vue de protéger l'industrie nationale.

En 1862, deux années après l'union douanière, les Principautés ont enregistré comme revenu la somme de 3.366.630 lei, et depuis lors cette somme toujours s'accrut et atteignit, en 1876, lors de la convention commerciale roumano-austro-hongroise, 8 millions 171.965 lei.

Dix années plus tard, c'est à-dire en 1886, pendant la guerre douanière entre la Roumanie et les Empires Centraux, les droits douaniers montèrent à 18.016.968 lei ; mais cela est dû en majeure partie au développement économique de la Roumanie et également à l'augmentation de la population. Néanmoins à cette époque on faisait un commerce plus actif avec les pays de l'Occident, notamment la Suisse, l'Italie, la France, l'Allemagne, etc...

Depuis 1886, date de l'expiration de toutes les conventions et renouvellement sur les bases du tarif autonome, jusqu'en 1891, période d'un protectionnisme et d'un développement agricole étendus, les revenus des douanes atteignirent la somme de 29.276.752 lei, c'est-à-dire 11.260.784 lei de plus qu'en 1886. Cela prouve que la loi douanière procura

à la Roumanie par son tarif autonome une forte armature.

Toujours en hausse, les droits de douane pour l'exercice de l'année 1893-1894 marquèrent la somme de 37.127.238 lei ; cela correspond à la convention conclue entre la Roumanie et l'Allemagne.

En effet la guerre douanière russo-allemande se déclancha à cette époque et la Roumanie en profita pour exporter ses céréales. En échange l'Allemagne à son tour avait gagné un débouché très favorable pour ses produits industriels. Mais le conflit ayant pris fin entre l'Allemagne et la Russie, la Roumanie perdit ses avantages et par suite l'exportation et l'importation devinrent moins actives, aussi les droits de douane pour l'exercice de l'année 1895-1896 ne furent-ils que de 30.113.810 lei en perte de 7.013.428 lei.

Mais ils remontent entre 1898-1899 à 35 millions 711.750 lei pour redescendre brusquement à cause de la sécheresse qui réduisit le rendement agricole à un coefficient insignifiant. Ainsi la Roumanie, pays par excellence agricole, fut obligé d'importer de l'Argentine du blé panifiable et du maïs. Les droits de douane sur ces céréales furent fort réduits. L'importation en général subit les conséquences de cette pénurie ; le revenu ne fut plus que de 17.802.126 lei pour l'année 1900-1901.

Mais dès lors il se relève peu à peu et atteignit en 1902-1903 le chiffre de 26.262.471 lei.

Revenu des douanes pendant les années 1862-1903

Années	Leis
1862	3.366.630
1863	3.587.593
1864	4.756.380
1865	6.484.462
1866	5.411.946
1867	8.228.048
1868	9.031.077
1869	8.069.206
1870	7.322.457
1871	8.475.360
1872	10.084.855
1873	8.232.758
1874	8.590.314
1875	7.803.220
1876	8.171.965
1877	10.027.114
1878	16.329.093
1879	12.534.153
1880-1881	15.965.408
1881-1882	15.649.493
1882-1883	16.761.241
1883-1884	20.076.362
1884-1885	15.939.273
1885-1886	16.902.962
1886-1887	18.016.968
1887-1888	21.201.695
1888-1889	21.969.958
1889-1890	22.925.330
1890-1891	23.810.045
1891-1892	29.276.752
1892-1893	30.115.957
1893-1894	37.127.238
1894-1895	30.133.810
1895-1896	30.954.789
1896-1897	33.569.199
1897-1898	31.671.802

1898-1899	35.711.750
1899-1900	22.340.826
1900-1901.	17.802.126
1901-1902.	25.198.194
1902-1903.	26.262.471
Total	705.873.312

NOTE. — L'année 1880-1881 comprend 15 mois, 1^{er} janvier 1880-31 mars 1881. *Anuarul statistic al Romaniei*, 1904; XIV^e Partie, Finances de l'Etat.

CHAPITRE V

L'ÉPOQUE DE TRANSITION.

A. — La guerre de 1914.

L'Allemagne désirait ardemment se frayer la route qui mène à Bagdad en vue de répandre par la force ses produits métallurgiques et manufacturés : elle visait à une domination industrielle, et à une domination dans le sens complet de ce mot : car, d'après les théoriciens pangermanistes, les grandes nations ont le droit et le devoir d'absorber les petites ; l'Allemagne, par sa population nombreuse, voulait l'expansion économique et territoriale. « Il nous faut des terres nouvelles pour nous développer », disait Maximilien Harden.

Lorsque l'air retentit de clameurs de la bataille, la Roumanie ressentit l'horreur de la force : car celle-ci l'avait dominée pendant des siècles. De ce jour-là son sort était décidé. Mais, entourée d'ennemis héréditaires, instruite par une longue expérience, elle hésita. Et, depuis 1914 jusqu'à 1916, lors de la déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie, la Roumanie garda la neutralité.

« La déclaration de la neutralité armée fut nécessaire parce que la Roumanie, à cause de ses céréales,

de ses richesses et de ses pétroles, était un pays excessivement intéressant pour les puissances centrales bloquées » (1).

La politique douanière entra dans un chemin épineux quand il fallut surveiller le transit pour la Bulgarie et la Turquie qui importaient de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie des produits industriels destinés à créer des instruments de combat.

La prohibition de traverser la terre roumaine pour toutes armes, munitions de guerre causa en effet des difficultés. Ainsi, d'après le *Livre rouge* autrichien, le comte Czernin écrit à son gouvernement sur cette question (2) le 22 septembre 1914..... « J'ai attiré l'attention du premier ministre roumain sur son attitude, mais M. Bratiano m'a déclaré formellement qu'il était impossible d'admettre le transit des canons par la Roumanie. »

Le 17 octobre 1914..... « le premier ministre m'a déclaré qu'il ne peut admettre sous aucune condition le transit du transport des chevaux pour la Turquie. »

Durant cette période de la neutralité, la population de la Roumanie s'accrut plus qu'à l'ordinaire : une foule d'immigrants vint chercher dans le pays le calme, le repos et l'oubli ; la soif de bien-être et de gain s'éveilla, les affaires se multiplièrent et l'esprit d'entreprise en même temps.

(1) Minescou, *L'action diplomatique de la Roumanie pendant la guerre*. Thèse en droit, Paris, 1922, p. 23.

(2) *Livre rouge austro-hongrois*, 1916, n^o 13, 23.

Ce désir du gain eut pour résultat que les céréales, en partie seulement, prirent la route des empires centraux et qu'apparut la nécessité d'importer les produits industriels.

« D'une part, il fallait assurer la consommation intérieure menacée par la demande des marchandises de la part des centraux ; d'autre part, il fallait profiter de la situation dans laquelle se trouvaient nos voisins pour obtenir, en compensation des céréales, les objets fabriqués dont nous avons besoin » (1).

Néanmoins « la guerre européenne a causé une notable diminution du commerce roumain. La prohibition des exportations, d'une part, et la fermeture des détroits, de l'autre, ont réduit [son commerce au seul échange des marchandises avec les puissances centrales » (2). En même temps, de nombreuses contrebandes furent découvertes. « En effet, à cette époque de vastes spéculations engendrées par les centraux et par l'abus commis sous le régime de contrôle, on a fait une immense contrebande des marchandises dont l'exportation était prohibée. On évalue à plus de 100.000 têtes seulement les bœufs passés en contrebande à travers les montagnes pendant cette époque » (3). Puis, le pays reçut l'assurance des puissances alliées et surtout de

(1) Calinescou, *Le change roumain*. Thèse en droit, Paris, 1921, p. 43.

(2) Gheorghiu (Démètre J.), *Aperçus sur la situation économique et financière mondiale*. Ed. Félix Alcan, Paris, 1919.

(3) Calinescou, *op. cit.*

la Russie, unie à la France, qui s'engage à lui venir en aide.

La Roumanie, abandonnant la neutralité, déclara la guerre et ses soldats pénétrèrent dans le territoire de la Transylvanie pour délivrer leurs frères qui souffraient âprement sous le joug étranger et pour défendre en même temps le droit contre la force. Entrés confiants sur le champ de la bataille, fiers de leur destinée, ils avancèrent sans répit, lorsqu'ils furent attaqués à Doubroudgià par l'armée de Mackensen et celle des Bulgares.

La Roumanie dut rappeler plusieurs divisions du front de Transylvanie pour venir en aide à l'armée à laquelle manquaient les renforts, promis par la Russie et arrivés en nombre insignifiant. Attaquée fortement en Transylvanie par le général Falkenhayn avec des divisions amenées de Verdun, l'armée roumaine se replia : car elle devait défendre un front aussi étendu que celui de la France, avec 750.000 soldats, là où il aurait fallu des millions d'hommes.

Les débâcles se multiplièrent : des magasins chargés de céréales brûlèrent en partie et le reste tomba aux mains de l'ennemi ; les puits de pétrole furent incendiés, les machines détruites ; des fabriques abandonnées, enfin toute les forces économiques de la Valachie furent occupées par les Allemands.

Une émission monétaire fut faite par la Banque générale de Bucarest sous les auspices de la Reichsbank

de Berlin, qui avait dans son trésor la somme de 80.469.650 marks-or (1), appartenant à la Roumanie et dont l'Allemagne s'était saisie comme butin de guerre. L'émission monta à 2.465.000.000 lei, qui sont actuellement une lourde charge pour le budget roumain. Car la somme du dépôt sus-mentionnée dont la couverture était faible ne pouvait offrir, au papier fiduciaire lancé en circulation, aucune garantie sérieuse et entraîna « la dépréciation de la monnaie légale roumaine, et contribua à la cherté des articles nécessaires à la vie. En effet, l'émission de ces billets ayant comme *substratum*, non des opérations de commerce et des transactions dérivant de la production, mais des réquisitions, des actes d'accaparement des richesses du pays, a fait que la

(1) Ces 80 millions de marks-or étaient gardés à la Reichsbank pendant 5 ans, comme garantie du service de la dette publique. Article 42 : « La Roumanie se déclare d'accord à laisser en garantie, après avoir obtenu le consentement de la Banque Nationale, les sommes et les dépôts versés à la Reichsbank, pour le service de la dette publique roumaine aux sujets allemands, pendant une période de 5 ans, et en cas de retard, du paiement des intérêts par la Roumanie pendant une période de 10 ans ; au besoin ces dépôts pourront être employés à l'acquittement des coupons et des titres tirés au sort. » En ce qui concerne ce dépôt, les pourparlers ont été déjà engagés en vue de la restitution. La Banque Nationale réclame également les intérêts produits par cet or, étant donné que la Reichsbank a changé la destination de cet or et qu'elle l'a employé à des buts productifs ; il est juste, dit la Banque Nationale, que ce produit revienne au propriétaire de l'or. V. Rapport du Conseil d'administration de la Banque Nationale du 20 février 1921, p. 6.

monnaie a cessé d'être l'expression exacte de la production et en a excédé la limite, en provoquant l'inflation monétaire qui subsiste aujourd'hui en Roumanie. Les empires centraux ont donc fait subir à la Roumanie, par leur politique monétaire d'occupation, un préjudice considérable qui doit lui être réparé » (1).

En outre, de nombreuses réquisitions faites par l'armée d'occupation diminuèrent beaucoup les facteurs économiques du pays.

L'armée roumaine retirée en Moldavie se défendait héroïquement contre l'invasion allemande. Elle inscrivit une page de gloire à Mărăsesti et Maresti lorsque par un élan magnifique elle attaqua de nouveau pour reconquérir la terre de la Valachie.

Cette fois-ci la destinée paraissait lui sourire, lorsque pénétra parmi les soldats russes le souffle puissant et dominant du bolchevisme.

Ils refusèrent de combattre et se retirèrent vers l'intérieur du pays, s'en allant en touristes à travers la terre de la Moldavie vers la Grande Russie.

Abandonnée pour la seconde fois, la Roumanie vit ses projets ruinés, quoiqu'elle garda l'espoir inébranlable que le droit et la justice triompheraient un jour sur la force.

Pendant cette période l'Allemagne présenta un

(1) Gheorghiu (Démètre J.), « La situation monétaire de la Roumanie ». Régime sous l'occupation ennemie et l'état actuel. *Revue d'économie politique*, 1920, p. 538.

Traité de paix à Bucarest au président du Conseil roumain Marghiloman : elle demandait la concession du pétrole roumain pour un terme de 90 années. « La Roumanie devait accorder à la société allemande Oellaenderein Pachtgesellschaft l'exploitation de tous les terrains pétrolifères appartenant à l'Etat pour une durée de 90 ans. Comme taxe d'exportation, la Roumanie devait percevoir 3.50 lei par tonne de pétrole brut et 4 lei par tonne pour produits dérivés » (1).

Toute société étrangère, dont les capitaux avaient été employés à cette industrie, était mise en demeure de se retirer. La Roumanie fournirait toutes les matières premières nécessaires au développement de toute industrie où étaient engagés les capitaux allemands comme : les bois, la laine, les céréales, etc.

Un régime douanier spécial mettait la Roumanie dans l'obligation de reconnaître les exemptions de douane établies chez elle par l'Administration d'occupation.

Toute taxe douanière, ou de toute autre nature, perçue par le gouvernement roumain, était comprise dans le prix (2).

L'article 8 du traité économique additionnel, partie A, établissait la tarification d'avant-guerre à la charge du vendeur pour l'exportation des bois : « La Roumanie, disait-il, ne percevra pas à l'expor-

(1) Minescou, *op. cit.*

(2) Iancovici, *op. cit.*

tation du bois brut, coupé ou scié, de taxes douanières plus élevées que celles perçues au 1^{er} août 1914. »

Les excédents du blé panifiable roumain devaient être expédiés en Allemagne. La population sera rationnée sous la surveillance d'une commission allemande.

Quant à la fixation des prix, elle était établie chaque année par une commission mixte austro-germano-roumaine (1).

Des faveurs furent accordées aux produits industriels d'origine allemande au détriment de l'industrie roumaine, celle-ci est vouée à l'étiollement et ensuite à la disparition : car l'Allemagne ne permettra l'importation en Roumanie, conformément à la convention économique, article 9, que « surtout pour les choses nécessaires au développement de la production agricole ».

L'Allemagne demandait en outre la reconnaissance de toutes mesures prises par l'Administration militaire de l'armée d'occupation. « De plus, ils remirent en vigueur, jusqu'en 1931, une convention commerciale de 1893 particulièrement favorable à l'Allemagne : quelques modifications apportées à cette convention venaient même accroître les avantages des industries du Reich » (2).

Ainsi les produits de l'industrie allemande, qui

(1) Iancovici, *op. cit.*

(2) Radulescou, *La politique financière de la Roumanie*. Thèse, Paris, 1923.

avaient conquis depuis longtemps les marchés roumains, auraient évidemment obtenu de nouveaux privilèges au grand dam de l'Autriche-Hongrie.

« Les maisons de textiles allemandes et autrichiennes se faisaient concurrence sur les marchés roumains. Ce n'était pas un exemple choisi au hasard. En effet, parmi les difficultés que soulève la politique commerciale des deux grandes puissances, figure leur rivalité dans la conquête des débouchés balkaniques. Ce n'est pas ce qui peut être acheté sur ce territoire qui complique la question, mais plutôt ce que l'on veut y vendre. Les fabriques autrichiennes ne peuvent pas rivaliser avec les Allemands sur les marchés des pays d'outre-mer et, par suite, elles se placent très volontiers sous la protection des maisons d'exportation de l'Allemagne et des consulats allemands. Mais elles croient détenir dans les Etats balkaniques une sorte de privilège moral et prennent ombrage des efforts allemands, dès que ces derniers obtiennent des résultats, comme cela a été le cas dans les années qui ont précédé la guerre en Roumanie, en Bulgarie et même en Serbie. Il ne nous appartient pas d'exposer ici les rapports qui existent entre la politique commerciale et la politique balkanique de l'Autriche-Hongrie, mais le fait est que les exportations allemandes à destination de la Roumanie de 1910 à 1913 ont passé de 66 à 140 millions de marks... A la vérité, l'augmentation de ces exportations ne s'est pas effectuée uniquement aux dépens

de l'Autriche-Hongrie; mais il y a lieu de constater qu'en Roumanie, l'Allemagne se présente comme un vendeur pour 140 millions de marks et l'Autriche-Hongrie seulement pour 114 millions de couronnes » (1).

En outre des nombreux avantages que nous venons d'énumérer, la Roumanie était obligée d'ouvrir les portes à l'expansion austro-hongroise par la cession du chantier Tournou-Sévérine contre une location de 1.000 lei par an.

« La Roumanie accordera, stipulait le traité, la franchise des droits de douane et de taxes à tout le matériel destiné à l'exploitation des chantiers et aux accessoires nécessaires à cette exploitation. La Roumanie accordera la même franchise aux produits des chantiers exportés vers les deux Etats de la Monarchie. »

Ainsi avec son commerce et son industrie détruits, la Roumanie aura non seulement à reconstituer son système économique, mais en outre à lutter contre la concurrence des Etats industriels organisés comme l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie qui auront à leur disposition leurs propres moyens de pénétration par chemins de fer et la ligne du Danube et, en plus, le régime des douanes roumaines (2).

(1) Friederich Nauman, Questions douanières, p. 219 dans l'*Europe centrale* (Miteuropa), trad. française, Ed. Payot et Cie, Paris, 1916.

(2) A ce sujet voir les *Travaux du Cercle d'études du parti national-libéral*. Jassy, 1918.

Donc le traité de paix de Bucarest, proposé par l'Allemagne, fut élaboré en vue d'une mainmise sur tous les facteurs de la production économique roumaine.

« Un pareil régime n'a jamais été imposé, même à une colonie, sans que la honte en retombât sur ceux qui s'en sont faits les auteurs. Que dire d'un traité de paix qui le consacre en plein xx^e siècle, en Europe même, contre un peuple qui ne s'est rendu coupable de rien d'autre que d'avoir affirmé avec toute son énergie le droit naturel à son unité nationale » (1).

Néanmoins en 1918 les alliés victorieux imposèrent à l'Allemagne la paix de Versailles.

Alors les nations opprimées depuis des siècles virent la liberté, l'Alsace-Lorraine, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougo-Slavie, la Finlande..... etc. La Roumanie vit également réalisé son rêve séculaire, constituant une seule nationalité avec les provinces de Transylvanie, Bessarabie, Banat, Bucovine.

**B. — Les ressources économiques de
la nouvelle Roumanie.**

Pour que nous puissions nous rendre compte des facteurs économiques, agricoles, industriels, commerciaux des nouvelles provinces revenues à la mère

(1) Mircea Djuvara, *La guerre roumaine 1916-1918*. Chapitre : « Le traité de Bucarest », 1919, p. 231.

patrie, nous ne nous servirons pas du critérium de la population, parce que les statistiques austro-hongroises et russes sont faites d'une façon globale.

Réellement on ne peut établir un rapport constant entre la population et la richesse de la région, son développement agricole, industriel. Il est regrettable que la statistique n'ait pas donné sur la production économique et commerciale d'avant la guerre dans les provinces incorporées des chiffres et des indications séparées. Ces provinces, en effet, ne sont pas mentionnées à part ou plutôt sont fusionnées complètement dans la statistique générale des pays dont elles dépendaient : « Nous nous trouvons à l'heure qu'il est, disait le professeur Anghelescou, sur les ruines de ces idoles déboulonnées tant par l'absolutisme que par le bolchevisme. »

Et, pour élaborer un travail rationnel, nous devons prendre en considération tous les facteurs économiques dont dispose actuellement le pays, nous basant sur les besoins et tenant compte des circonstances, du milieu où nous vivons.

Ainsi nous tâcherons d'esquisser brièvement l'état économique des nouvelles provinces et, pour en étudier comparativement la situation d'avant-guerre et d'après-guerre par rapport à l'ancien royaume, nous nous servirons, en plus grande partie, des recherches récemment faites par les statistiques roumaines. Nous en déduirons l'influence que les forces économiques, prises dans leur

ensemble, auront sur la structure organique et le fonctionnement douanier.

Les ressources agricoles de la Roumanie, déjà considérables avant la guerre, se trouvent presque doublées du fait de l'acquisition des territoires qui lui ont été attribués par le traité de paix, territoires dont certains sont extrêmement fertiles.

D'après les recueils des statistiques, la superficie totale de la terre labourée se monte à 12.501.637 hectares, répartis de la façon suivante :

L'Ancien Royaume	5.341.612
La Bessarabie	2.746.022
Le Banat	1.343.036
La Transylvanie	1.540.225
La Crichanat.	857.254
La Maramurèche	386.204
La Bucovine	288.284

La production des céréales est excessivement importante : car la surface de la terre arable dont le rendement ne manque pas d'intérêt, est fort étendue.

La production générale est la suivante : l'Ancien Royaume 620.838 wagons, la Transylvanie 535.783, la Bessarabie 300.000 (1), la Bucovine 16.610.

La production serait en temps normal de 1.475.221 wagons.

(1) Selon Moghilensky, dans son ouvrage : *La production des céréales en Bessarabie*, on a employé en 1911, pour l'ensemencement de toutes sortes de céréales, 14.000.200 pouds, c'est-à-dire 8.8 % du total de la récolte. Pour l'approvisionnement de la population : 49.926.300 pouds, c'est-à-dire 31.1 %. Il est donc resté pour la mise en vente : 96.383.400 pouds, c'est-à-dire 60 %.

La capacité d'exportation de la Roumanie, dans l'avenir et lorsque la vie de la nation reprendra son cours habituel, sera environ de 550.000 wagons. Si le prix se maintient à 10.000 lei, la Roumanie pourra toucher pour ses exportations 5 milliards 1/2 de lei (1).

L'exportation des céréales de la Grande Roumanie atteignait en 1922 un total de 146.000 wagons environ, chiffre qui est encore sensiblement inférieur à la capacité d'exportation normale de l'Ancien Royaume, par suite de la situation générale née de la guerre.

Il avait été exporté 400.000 wagons en 1911 et 294.000 wagons en 1912, et au cours de l'année 1913 296.000 wagons.

Pour ce qui concerne la récolte de maïs, bien qu'elle n'ait pas répondu aux espoirs qui avaient été conçus, elle laisse toutefois à la Roumanie, en 1922, un excédent de 150.000 à 200.000 wagons disponibles pour l'exportation.

D'après ces données on voit clairement que, si grand que soit le développement que la Roumanie désirera donner aux autres branches de l'activité nationale, elle ne devra en aucun cas négliger l'intensification de sa production agricole, en améliorant les rendements actuels en poursuivant la mise en culture des terrains inondables.

(1) *Les forces économiques de la Roumanie, 1920, Bucarest.*

D'autres causes également contribueront au développement de l'agriculture : parmi celles-ci l'une des principales est le problème de la réforme agraire qui favorisera l'essor de la culture intensive. Cette culture était en faveur depuis longtemps auprès des grands propriétaires, et ils la pratiquaient ; mais, à la veille des partages, ne sachant pas ce que l'avenir leur réservait, ils semblaient l'abandonner et la production générale du pays supportait les conséquences de cette idée.

Les petits propriétaires et les ouvriers agricoles, obtenant les lopins de terre qui leur sont attribués dans toute la Roumanie depuis la promulgation de cette loi, sont encouragés, par la réalisation de cette réforme, à tirer du sol tout ce qu'il peut donner.

Aussi le gouvernement, hâtant la répartition des terres, mit-il fin aux incertitudes ; les agriculteurs roumains trouveront les capitaux nécessaires pour acheter des machines agricoles modernes, des semences de choix pour inaugurer certaines cultures qui sont fort rémunératrices, mais qui exigent des dépenses considérables.

L'enseignement agronomique pourra aussi être perfectionné, la coopération encouragée, l'élevage amélioré, les cultures secondaires développées, non seulement en vue d'assurer l'approvisionnement du pays, mais encore dans le but d'alimenter l'exportation. Cette intensification de l'agriculture se complètera par son industrialisation. Celle-ci sera obtenue

par la multiplication et le perfectionnement des fabriques qui travaillent sur place les produits du sol.

Peu à peu, la crise d'adaptation économique, caractérisant le passage de l'état de guerre à l'état normal, s'atténuera et la production aura une tendance à reprendre son rythme habituel.

La Roumanie est aussi en droit de compter sur les ressources que lui procure l'élevage. Dans l'Ancien Royaume, les difficultés résultant des conditions de transit avec l'Autriche-Hongrie avaient fait obstacle au développement de cette branche de l'activité agricole. Mais depuis la fin des hostilités la situation n'a pas tardé à se modifier.

La statistique du ministère de l'Industrie et du Commerce du mois de novembre 1916 en ce qui concerne le nombre des animaux dans l'Ancien Royaume donnait les chiffres suivants :

Espèces d'animaux	
L'espèce chevaline.	4.218.563
— bovine	2.937.877
— ovine.	7.810.809
— caprine	300.609
— porcine	1.382.184

Nous constatons ainsi que l'espèce bovine est très nombreuse à cause des travaux agricoles. Quoique, dans certaines contrées, on a industrialisé l'agriculture, néanmoins le bétail reste pour longtemps l'instrument nécessaire et indispensable du labeur.

L'espèce ovine est d'ailleurs la plus nombreuse et

de cela le pays pourra tirer des grands bénéfices comme matières premières.

Une commission française déléguée par le groupement des industriels du nord de la France (région de Lille, Roubaix, Tourcoing) a étudié en Roumanie la qualité de la laine. Dans son rapport elle conclut que cette laine possédait toutes les fibres nécessaires au tissage de la grande industrie.

La laine pourra alimenter les fabriques existantes et celles que l'on créera en vue de la transformation.

L'espèce porcine, qui occupe une place assez importante, contribuera à créer une balance de commerce favorable.

Quoique l'espèce chevaline soit très utile pour de nombreux travaux et que la Roumanie en possède un nombre considérable par rapport à la population, néanmoins, l'étendue territoriale et le labourage exigeant davantage, on est obligé d'importer des chevaux de Russie et de l'Autriche-Hongrie.

D'après les données du ministère de l'Agriculture, la perte totale que la Roumanie a subie par suite des réquisitions allemandes fut de 1.700.000.000 lei.

Bétail.

Chevaux	Anes et mules	Bêtes à cornes	Porcs	Moutons	Chèvres
83.000	1.450	220.500	317.000	1.483.000	41.000

Mais si nous prenons comme base le chiffre de 13.918.581 têtes de bétail de 1916 et la valeur que M. le professeur Anghelescou leur attribue, le stock

de bétail de l'ancienne Roumanie vaudrait 4 milliards 689.205.290 lei (1).

Bétail : La situation avant la guerre.

	Têtes de bétail	Valeur en lei
Ancien Royaume	13,918.581	4.689.205.290
Bessarabie	3.949.459	1.362.104.470
Bucovine.	597.331	393.008.940
Transylvanie	9.550.496	3.943.771.360
Total	28.015.867	10.370.090.060

Bétail : Après la guerre.

	Têtes de bétail	Valeur en lei
Ancien Royaume	7.180.083	2.891.753.020
Bessarabie.	3.200.000	1.106.700.000
Bucovine.	358.399	237.005.364
Transylvanie	7.169.872	3,957.828.520
Total	17.901.354	8.193.286.904

Enfin, sur un nombre total de 28.015.867 têtes de bétail, la perte fut considérable, car après la fin des hostilités le troupeau roumain ne comprenait plus que 17.901.354 têtes.

La guerre modifia d'une manière violente cette situation qui tend à se rétablir depuis 1918. En comparant le total de l'exportation de gros bétail qui n'atteignait en 1913 que 10.000 têtes, pour les cinq premiers mois de l'année 1922, elle s'élève à 70.000 têtes, auxquelles il faut ajouter environ 42.000 porcs (2).

Si à l'avenir notre politique forestière est dirigée

(1) V. Dr J. Anghelescou « Refacerea economica a României » dans *Analele statisticeî si economice* du mois de novembre 1918.

(2) *Les forces économiques de la Roumanie*, Bucarest, 1920

vers une exploitation rationnelle des produits, l'industrie y gagnera. Selon les dernières estimations, des données précises nous faisant défaut, l'étendue de nos forêts est évaluée aujourd'hui à 7.308.688 hectares contre 2.487.632 hectares de l'ancien royaume seulement.

La superficie entière, répartie par provinces, se présente comme suit : 4.110.479 hectares de forêts en Transylvanie, ce qui représente 40 % de la superficie de la province, — 451.221 hectares en Bucovine, soit 43,3 % de sa superficie, — 2 millions 487.632 hectares dans l'Ancien Royaume, soit 18,1 % de sa superficie, — et de 249.356 hectares en Bessarabie, soit 3,6 % de sa superficie.

De toutes ces forêts on retire annuellement environ 1.850 000 mètres cubes de bois de construction de sapin et environ 560.000 mètres cubes de bois de chêne ; la quantité de bois de chauffage exploitée annuellement est de 5.800.000 mètres.

L'exportation annuelle des bois dans l'ancien royaume était d'environ 283.000 tonnes. Ce chiffre, étant données la guerre et la période de réorganisation qui l'a suivie, n'a pu, bien entendu, être maintenu : mais la situation s'améliore. En effet, de 92.000 tonnes en 1920, les exportations de bois sont passées à 149.000 tonnes en 1921 pour s'élever pendant les cinq premiers mois de l'année 1922 à 200.000 tonnes, ce qui représente une exportation annuelle de plus de 480 pour les principales catégories.

Comme pays producteur de pétrole, la Roumanie est appelée à jouer un rôle important dans le commerce extérieur. Parmi les articles d'exportation, le pétrole occupe dans notre commerce avec les pays étrangers le deuxième rang, le premier étant occupé par les céréales et le troisième par le bois.

Le début, en 1857, fut peu encourageant : car la production fut faible. Mais les moyens d'exploitation se perfectionnent, des capitaux se concentrant en vue du développement, les quantités augmentent de façon surprenante ; dans l'année 1913, avant la guerre mondiale, 13.554.768 tonnes.

Ainsi la Roumanie occupe le quatrième rang parmi les pays producteurs de pétrole. La première place était réservée aux Etats-Unis 248.446.230 ; viennent ensuite : la Russie qui fournit 62.834.356, et le Mexique avec 25.902.439 tonnes.

Les capitaux contribuèrent en grande partie à la production intensive ; ainsi se formèrent plusieurs sociétés dont les plus importantes sont les suivantes : 1° Steaua Romana, possédant un capital nominal de 50 millions de francs dont 30 millions en actions, 18.600.000 en obligations (La plus grande partie des capitaux appartient à la Deutsche Bank, et une partie à un syndicat français) ; 2° Concordia, avec un capital nominal de 25 millions de francs ; 3° Regatul Roman, 24 millions ; 4° Astra, au capital de 5 millions ; 5° La Romana-Americana, avec un capital de 12 millions 1/2 de francs ; 6° Vega, au capital de

5 millions, constituée par la Banque Marmoroch-Blank de Bucarest et par des capitaux hongrois ; 7° Anglo-Roumanian Petroleum Comp., avec un capital de 4 millions provenant de capitalistes anglo-belges.

Après avoir subi une secousse profonde dans sa structure, la production s'élève actuellement à une capacité de 350 wagons par jour et on pourrait augmenter la production si plusieurs puits, arrêtés intentionnellement à quelques mètres au-dessus de la couche de pétrole brut, étaient mis en exploitation.

A cette production contribuent :

La société Steaua Romana pour 870 tonnes par jour.

La société Astra Romana pour 800 tonnes par jour.

La société Romana Americana pour 850 tonnes par jour.

L'Etat pour 250 tonnes par jour.

Le transport se fait dans des conditions extrêmement favorables.

« Le pétrole de la Roumanie se trouve à une petite distance de la mer et, de sa source, à travers de courtes conduites, il peut couler directement dans les bateaux-citernes. Nous possédons cet élément et nous avons cette situation qui fait participer un peuple à la conduite du commerce mondial » (1).

(1) *Revue économique internationale*, « La Politique de la Roumanie », D^r Angheliescu, 28 septembre 1922, p. 432.

Pour qu'on puisse mettre en corrélation tous les facteurs économiques des provinces revenues à l'ancien royaume et pour qu'ils acquièrent une force intense, la Roumanie ressent le besoin indispensable d'une industrie métallurgique. Elle pourra en conséquence activer le rendement agricole et les autres branches de la production, donnant une vie nouvelle et d'ensemble à la circulation. Si nous jetons un regard sur la statistique de 1913, nous constaterons qu'il y avait 40 % en machines, objets en métal et autres produits miniers évalués à 232.127.713 lei. L'économiste roumain et ancien ministre du commerce Nicola Xenopole, dans son ouvrage *La Richesse de la Roumanie*, dit en substance : « L'extension de l'agriculture ayant nécessité un nombre toujours plus grand des machines agricoles, les fabriques fondées depuis 1873 ont réclamé l'emploi des machines de plus en plus perfectionnées ; l'industrie du pétrole surtout a augmenté dans des proportions inattendues la demande en outils, machines de toutes sortes, appareils électriques, moteurs ; les constructions monumentales, les habitations privées emploient de grandes quantités de fer ; les chemins de fer, les ponts consomment des quantités énormes de métal. L'armée, pour ses arsenaux et ses différents établissements, réclame chaque année des quantités de métal toujours grandissantes. »

De même que la vie économique dans la Grande

Roumanie deviendra de plus en plus intense, de même les nombreuses usines de fer du Banat et Transylvanie pourront accomplir une mission importante lorsque la vie du pays parviendra à l'état normal. Sur un total de 516 fabriques en Transylvanie, l'industrie métallurgique en détient 62, parmi lesquelles :

Fonderies de fer	7
Hauts fourneaux.	12
Fabriques de machines et industrie du fer.	26
Fabriques de wagons	1
Fonderies de cuivre.	2
Fonderies de cloches	1
Fabriques de clous, bèches, etc.	12
Fabriques d'automobiles.	1

La richesse minière et métallurgique du Banat est concentrée dans le district de Caras-Severin où la Société des Aciéries et Domaines de Résita possède un domaine de 140.000 hectares, sur lequel se trouvent les mines de lignites de Carausches, de Mehadia et Slatina, les mines de fer de Moravita, Delienesti et Armenis. Le minerai de fer à Moravita et la magnétite et les hématites rouges ont un pourcentage de 65 à 70 0/0. Les aciéries de Résita sont le centre de l'industrie du fer du Banat et les plus importantes usines métallurgiques de toute la Roumanie.

Dans l'ancien royaume, d'après l'ingénieur Giogartu, les fabriques métallurgiques peuvent être divisées par catégories (1) :

(1) Voir Ing. Giogartu, *Industria Metalica*, Bucarest.

Fabrique de machines, ateliers mécaniques, fonderies .	1
Fabriques de clous, vis et limes.	2
Fabriques de meubles et poêles en fer	3
Ateliers d'ornements métallurgiques	4

Il résulte de tout ce qui précède que, comparativement aux autres pays et par rapport à nos besoins présents en fer (dont l'augmentation à venir sera en raison directe de l'extension territoriale), nous disposons de très maigres gisements en minerai de fer et qu'il faudra à cet égard agir avec de grands ménagements.

La Roumanie possède, comme nous l'avons vu, assez de ressources pour envisager l'avenir avec confiance ; mais sa structure a été fortement atteinte par la guerre et il faudra reconstruire sur des bases nouvelles et solides le mécanisme nécessaire au mouvement général.

« Quel est celui qui pourrait aujourd'hui mettre en mouvement l'ensemble des forces latentes du peuple roumain pour voir doubler, en peu d'années, la production agricole, surgir des fabriques et des usines considérables ; pour voir la mer et nos cours d'eau traversés de nombreux vaisseaux au pavillon national ; les plaines sillonnées de voies ferrées et de chaussées, et les villages éclairés à la lumière électrique, avec une population saine et aisée (1) ? »

(1) Voir Dr Angheliescou, La politique économique de la Grande Roumanie, dans la *Correspondance économique*, Bucarest, septembre octobre 1919.

Voilà des questions capitales que le professeur Anghelescou se pose.

Néanmoins une chose est certaine, c'est que la Roumanie ne peut encore se passer pour son essor industriel du concours de l'étranger. D'abord, au point de vue financier, l'aide d'autres pays est indispensable à la création d'industries nouvelles et au développement des industries existantes.

Si l'on considère à cet égard la situation économique, on constate que les capitaux étrangers ont parsemé à travers la terre roumaine de nombreuses industries.

D'après M. Stephan Emilian, directeur de la grande industrie, la répartition du capital selon les nationalités était en 1914 la suivante :

	leis	
Allemand . .	120.820.175	23.6 0/0 majorité en pétrole.
Hollandais . .	97.901.246	19.5 0/0 seulement en pétrole.
Anglais . . .	96.922.938	18.8 0/0 majorité en pétrole.
Austro-Hongr.	66.539.525	12.9 0/0 — expl. forest.
Belge	57.945.397	11.8 0/0 — sucre.
Français . . .	37.763.000	7.3 0/0 — pétrole.
Américain . .	35.000.000	4.8 0/0 seulement en pétrole.
Italien	7.550.000	1.4 0/0 majorité en pétrole.
Bulgare . . .	1.577.000	0.4 0/0 (3 sociétés ; un atelier mécanique, 2 fabriques : une de macaroni, l'autre de céramique.

Mais, à présent, étant donné que le nombre des fabriques, des usines et des entreprises industrielles est devenu plus important par les nouvelles modifications géographiques, la Roumanie plus que jamais

ressent le besoin de la collaboration des pays étrangers.

Néanmoins cette coopération internationale viendra tard, bien tard. Car l'Europe à l'époque actuelle suit une route qui consiste à forger de plus en plus des frontières et elle considère avant tout, dans chaque Etat, le courant intérieur.

« Tout récemment encore on constatait au Parlement roumain combien avait été modeste le concours étranger dans l'œuvre de reconstruction de la Roumanie nouvelle. Livré à ses propres forces, le royaume danubien a le devoir de les développer. On doit espérer qu'il n'y manquera pas » (1).

C. — L'influence du système monétaire sur la douane.

On voit ainsi apparaître une force centripète encourageant une politique néoprotectionniste, caractérisée par les restrictions d'exportation et d'importation, les tarifs différentiels, la constitution de réserves pour les marchés intérieurs. Ces mesures sont souvent déterminées par la nécessité où se trouvent la plupart des Etats de créer, au moyen des droits de douane, de nouvelles ressources fiscales par une politique économique tendant à défendre le marché intérieur où les produits abondent, mais où la monnaie nationale est dépréciée.

En effet, le phénomène monétaire exerce une

(1) Victor, V. Badulescôu, Lettre de Roumanie « La politique douanière », dans *le Temps* du 17 mars 1924.

influence profonde sur la structure douanière à l'époque où nous vivons.

L'exportation et l'importation, qui constituaient la circulation alimentant les ressources budgétaires de l'Etat, tout en se soumettant à un principe de politique intérieure, sont paralysées dans leurs mouvements par le change. « Supposons que le blé soit coté à une livre sterling l'hectolitre sur le marché mondial, que le cours du change roumain soit de 500 lei par livre sterling, et que le prix intérieur du blé roumain soit seulement de 300 lei : il est peu vraisemblable que l'exportateur roumain bénéficie de tout l'écart entre le prix intérieur et la valeur de son blé sur le marché extérieur : ce bénéfice sera partagé avec son acheteur étranger. Admettons que celui-ci lui paye l'hectolitre 400 lei, la Roumanie disposera donc, par chaque hectolitre de blé vendu, non d'une livre sterling, mais seulement de quatre cinquièmes d'une livre sterling. Au total, on peut dire, sous une forme plus générale, que les exportateurs des pays à monnaie dépréciée, satisfaits de prélever une partie du profit qui résulte de leur vente sur un marché extérieur, *vendent généralement à un prix moins élevé en bonne monnaie étrangère* qu'ils ne le feraient si leur change était au pair » (1).

Et surtout, lorsqu'on est tributaire de l'étranger

(1) Nogaro, *La stabilité du change*, Paris, 1922.

pour les matières premières et les produits manufacturés, lorsque les moyens de communication se trouvent paralysés par suite de la guerre, alors que le pays se trouve dans une crise profonde, les acquisitions faites par un pays à monnaie dépréciée sur les marchés extérieurs, où le change est en hausse, ou par l'intermédiaire de ces pays, sont défavorables. Elles aboutissent à l'asservissement économique ou plutôt à un esclavage renouvelé de l'antiquité.

Ces phénomènes monétaires, par leurs fluctuations, soulèvent presque toujours de nombreux conflits internationaux. « Les pays à cours de change élevé s'efforcent à exporter le plus possible pour maintenir leur cours du change et pour donner la possibilité de fonctionnement à leurs entreprises industrielles. Les pays à cours de change déprécié s'imposent la réduction de l'importation afin d'éviter de nouveaux engagements de paiement à l'étranger et refusent, ne pouvant faire autrement, le paiement des engagements antérieurs au bas cours de leur monnaie nationale. C'est de là que part le conflit fatal entre les politiques commerciales des Etats de l'Europe » (1).

C'est ainsi que les peuples au temps actuel se retranchent derrière les frontières douanières, qui coïncident le plus souvent avec les frontières politiques.

(1) Voir Dr Anghelescou, La politique de la Roumanie, p. 443, *Revue économique internationale*, 25 septembre 1922, Bruxelles.

« Toutes ces mesures de défense des économies nationales n'empêcheront pas les peuples d'arriver dans un délai plus ou moins long à un régime de libre-échange international, basé sur la division du travail mondial, chaque pays fabriquant les produits que ses conditions naturelles lui indiquent. Ne pas entrevoir cette heure signifierait perdre un appui moral des plus puissants, qui nous permet de supporter les charges réciproques que nous impose aux uns et aux autres la lutte économique réciproque. Mais ne pas nous défendre avec les armes mêmes que les autres pays emploient, cela signifierait ne pas acquitter la plus importante des dettes envers le pays, la dette du jour » (1).

D. — Le tarif douanier de 1921.

En effet, après la guerre mondiale, le régime douanier ne donna plus aux industries la protection nécessaire et n'assura presque pas leur existence, devenue très précaire par la dépréciation de la monnaie roumaine.

D'autre part, au point de vue fiscal, les taxes douanières par rapport à la valeur des marchandises ne procuraient pas suffisamment les sommes exigées par les grands besoins du trésor.

Donc on ressentit le besoin de modifier le tarif douanier. En Roumanie, lorsque le tarif général

(1) Rapport de M. le ministre des Finances Titulescou à l'occasion de la modification du tarif douanier, le 24 juin 1921.

douanier fut mis en application, et que sur ses bases on conclut des conventions commerciales, aucune modification importante ne fut apportée depuis 1906 à ces systèmes.

Mais au mois de mai 1920, un changement fut opéré à propos de la perception des taxes, sans toucher à la base même du tarif douanier. « On admit que les taxes du tarif douanier et les taxes conventionnelles soient perçues avec un agio de 500 %, c'est-à-dire cinq fois les taxes anciennes. Il est évident que cette cote de perception est assez réduite, car elle ne représente même pas la moitié de la diminution de notre cours de change actuel en comparaison de la valeur en or que nos lei représentaient avant la guerre. Mais nous avons admis cette cote réduite afin de pouvoir faciliter l'importation de marchandises, dont le marché roumain était avide, et pour qu'elle puisse entrer dans l'habitude des contribuables sans être trop sensible pour eux » (1).

De nombreuses demandes arrivèrent de la Transylvanie au ministère des Finances en vue de l'intervention de l'Etat en matière douanière ; car les taxes du tarif n'offraient plus une vraie protection. Il fallait donc protéger les diverses industries qui commençaient à produire, encourager celles qui avaient trouvé leur voie après guerre et provoquer en même temps la naissance de nouvelles, c'était se conformer à l'intérêt national.

(1) Titulescu, *rapport cité*.

Et, dans ce but, le ministre des Finances M. Titulescu convoqua la commission douanière instituée auprès de la direction des douanes composée des représentants de toutes les Chambres de commerce de la Roumanie entière, ainsi que des membres nommés par les grandes industries et les spécialistes reconnus.

Pour chaque catégorie d'industries fut convoqué spécialement un représentant au sein de la commission afin qu'il pût exposer les doléances au sujet des protections dont elles ont besoin.

Après un travail intense on a établi les droits douaniers suivants :

Laine. — Sous le régime de l'ancien tarif douanier 1906, on payait, pour l'importation de la laine lavée un droit de 12 francs par 100 kilos, de la laine cardée 32 francs et de la laine teinte 40 francs. Comme la laine roumaine était à bon marché, les négociants étrangers l'achetaient à meilleur compte à cause de la dépréciation du lei, et la renvoyaient aux tisserands roumains après transformation à des prix supérieurs. Pour mettre fin à cet état de choses, le tarif, modifié en 1921, frappe la laine lavée d'un droit de 50 francs (lei), la laine cardée d'un droit de 80 lei, la laine teinte d'un droit de 300 lei.

Véhicules. — Rentrent dans cette catégorie, les véhicules destinés à rouler sur rails, les wagons de marchandises qui payent une taxe douanière d'importation, tarif général 150 lei, tarif conventionnel

85 lei par 100 kilos). Pour les wagons de voyageurs on perçoit comme droit d'entrée, tarif général 250 lei, et d'après le tarif conventionnel 150 lei par 100 kilos. On a tenu compte du fait qu'un certain nombre de wagons sont fabriqués dans le pays et surtout dans le Banat à Resita. Mais ces droits sont très modérés si l'on considère la dépréciation de la valeur monétaire roumaine ; toutefois, on a pris en considération que le coefficient de la production nationale ne peut suffire aux besoins actuels du pays.

Sucre. — Sucre raffiné sous toutes formes. En mars 1906 intervient entre le ministre des Finances et les raffineries de sucre une convention ; voici la clause qui traite de la question douanière : « L'Etat s'obligeait à ne pas abaisser au-dessous de 35 lei par 100 kilos le droit d'importation du sucre pendant douze années à partir du 1^{er} mars 1906, en outre, à n'accorder aucune facilité pour l'entrée ou pour la vente des sucres étrangers ». D'après le tarif de 1921 on perçoit comme droits douaniers 300 lei par 100 kilos, non comprise la taxe des fonds communaux et de consommation s'élevant à 200 lei par 100 kilos. Au total 500 lei par 100 kilos. Ces mesures ont pour but de consolider les forces productives nationales et de les protéger contre la concurrence du sucre étranger.

Dans la catégorie du régime protectionniste douanier rentrent plusieurs industries telles que fabriques de boissons, de peaux, d'objets en peau,

de tissus, des meubles et tout travail en bois, de papier, etc.

Il y a plusieurs chapitres dans le tarif provisoire de 1921, d'après lesquels des articles ne sont pas frappés de taxes trop élevées.

Ainsi l'horlogerie, les produits chimiques et pharmaceutiques, l'extrait de malte, l'écorce tinctoriale, les déchets de bois en pâte, les extraits médicinaux, les essaims d'abeilles...

Sont exemptés de droits douaniers, les manuscrits et imprimés, livres, journaux, monnaies de tout métal ayant cours légal en Roumanie, embarcations.

Sont prohibés, le papier et les tubes à cigarettes, le sel de roche ou marin, les explosifs, les allumettes de toutes sortes, la poudre à tirer, la dynamite, le fulmicoton et tous autres explosifs, les projectiles de guerre, tels que bombes, obus, grenades, shrapnells et autres...

La modification du tarif douanier roumain de 1921 est due à l'intérêt fiscal, mais elle vise surtout à mettre les producteurs nationaux à l'abri de la concurrence étrangère, qui produit souvent davantage et à meilleur compte.

Dans le rapport au Conseil des ministres sur ces modifications, M. Titulêscou, ministre des Finances, s'exprimait ainsi : « Les produits industriels du pays ne peuvent plus supporter la concurrence des produits étrangers, qui, à cause de la plus-value et des moyens de production plus faciles, sont jetés sur

notre marché à des prix réduits. Pour que nos industries ne s'arrêtent pas, il faut en premier lieu une protection par la hausse du tarif douanier. Dans ce but j'ai procédé à la modification de la base même du tarif douanier en revisant les taxes et les établissant de manière qu'elles puissent être une protection suffisante pour les industries et leur assurer autant que possible l'existence » (1).

Le tarif de 1921 devient le défenseur de l'organisation économique nationale, les obstacles qu'il met à l'envahissement du marché intérieur par les produits étrangers assurent ainsi la balance du commerce par la stabilité des prix. « La protection douanière apparaît à beaucoup comme une nécessité du temps présent » (2).

« J'ai accordé des protections, afin que les marchandises atteignent le but pour lequel elles en bénéficient et pour le temps que les fabriques du pays ne seront pas en état de satisfaire aux besoins d'une façon convenable. De cette manière je crois que le tarif douanier que je propose à votre approbation est une digue que j'ai élevée contre le danger d'une invasion trop grande des produits étrangers qui peuvent être fabriqués, aussi, chez nous » (3).

Mais, si l'élévation de ces droits de douane stimule et excite un appât irrésistible de bénéfices exagérés,

(1) et (3) *Rapport cité.*

(2) E. Allix, *Traité élémentaire de science, de finance et de législation financière française*, 4^e édit., 1921, p. 368.

si l'industrie nationale fortement protégée ne se préoccupe plus que d'augmenter d'une façon anormale les prix de produits intérieurs, une sanction s'en suivra. « Les taxes sont placées à une limite qui permet toujours au vent de la concurrence du dehors de souffler au cas d'une hausse exagérée des produits intérieurs. »

Et comme la Roumanie est tributaire de l'étranger pour des articles absolument nécessaires, M. Titulescou dit textuellement : « J'ai prévu certaines exceptions qui facilitent — par des taxes plus basses — l'importation des articles strictement indispensables à nos besoins immédiats. »

Ce tarif est un tarif minimum — il ne dépasse pas 9 à 12 0/0 en moyenne — organisé de manière à assurer l'existence et le développement de l'industrie roumaine sans entraver toutefois les relations commerciales internationales.

Le tarif général est applicable à tous les pays à moins que ceux-ci ne soumettent les produits roumains à des taxes mettant obstacle à leur exportation. Dans ce dernier cas la Roumanie se verrait obligée d'appliquer, à titre de réciprocité, un tarif maximum établi selon le traitement infligé à ses marchandises.

Mais ce tarif est modifié en vue de pouvoir résister à l'état anormal du système économique contemporain ; néanmoins, il vivra, d'après la prophétie de M. Titulescou, seulement 4 à 5 ans, puis un autre

tarif définitif viendra diriger la destinée de la nation. « Ce tarif est provisoire et il n'est pas destiné à avoir une longue durée. Il ne pourra durer que tout au plus 4 ou 5 ans et jusque-là, je crois, les marchandises arriveront à une valeur plus stable. Alors s'imposera la nécessité d'établir un tarif définitif qui comprendra aussi la nomenclature des marchandises et correspondra complètement aux besoins généraux de notre économie nationale. »

A cause de la fluctuation du change et en tenant compte que le lei a subi depuis 1920 une baisse sensible, le droit douanier est fixé à partir du 1^{er} septembre 1922 à 30.000 lei par wagon de maïs exporté. Cette taxe sera perçue, soit en monnaie forte des pays où le maïs est exporté sur la base de parité suivante :

1190 lei effectif or.

42 livres sterling.

958 francs suisses.

2170 francs français.

183 dollars Etats-Unis.

2282 francs belges.

3865 liras italiennes.

1170 pesetas espagnoles.

475 florins hollandais.

Les livres ottomanes ne seront admises au payement ni de ces taxes, ni de toutes taxes pour l'exportation des autres marchandises et céréales.

Le gouvernement roumain, en outre de la

protection accordée aux industries, est disposé à encourager la création d'une culture intensive agricole dont la nécessité primordiale est indispensable au relèvement du pays.

Les ressources immenses en matières premières pourront alimenter en majeure partie l'industrie et le commerce.

Il faut que toutes les sèves puissantes qui surgissent de la Transylvanie, du Banat, de la Bucovine et de la Bessarabie s'incorporent dans les veines de l'ancien royaume, pour donner plus de force au corps de la nation roumaine. C'est de cette considération que s'inspire la politique douanière du gouvernement, qui est décidé à accorder à l'agriculture et à l'industrie une protection énergique.

Quant aux nombreuses conventions conclues par la Roumanie avec des Etats étrangers, où en est-on ?

La politique douanière pratiquée par la Roumanie avant la guerre était, nous l'avons dit, une politique de protectionnisme modéré appelée à favoriser l'essor de son industrie naissante.

Ses relations commerciales avec les autres pays étaient régies par le tarif général mis en vigueur en février 1906 et par des conventions commerciales conclues avec les différents Etats.

Il y avait deux types de conventions :

Les unes accordaient des réductions de droits pour certains articles du tarif intéressant particulièrement l'exportation du pays contractant — cas de

l'Allemagne, de l'Angleterre, de la Belgique, de l'Italie, de la France, de l'Autriche-Hongrie, de la Turquie ; les autres renfermaient simplement la clause de la nation la plus favorisée — la Suisse, la Russie, la Serbie, la Bulgarie, l'Espagne, la Suède, la Norvège, le Danemark, les Etats-Unis.

Aucune de ces conventions n'est en vigueur aujourd'hui ; elles ont cessé d'exister, du fait de la guerre — conventions avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie, la Bulgarie — ou ont été dénoncées par les pays contractants — cas de la France, de l'Italie, de la Grèce. En avril 1921 le gouvernement roumain a dénoncé les conventions en vigueur.

Par un échange de notes diplomatiques, le traitement de la clause de la nation la plus favorisée a été maintenu entre la Roumanie d'une part et l'Italie, la France, la Grèce, la Suisse et la Suède, de l'autre avec la faculté de dénonciation sur préavis d'un à trois mois.

Depuis la guerre, on n'a conclu que deux conventions contenant la clause de la nation la plus favorisée : avec la Tchécoslovaquie et la Pologne.

Dans quel sens va-t-on s'orienter ?

On restera, certainement, au régime du tarif autonome, car, vu les conditions économiques générales, l'instabilité des prix mondiaux et les fluctuations du change roumain, nous ne croyons pas que la Roumaine puisse se lier par des tarifs conventionnels.

Ainsi le tarif douanier provisoire de 1921 est le premier tarif de la Roumanie d'après guerre et il est élaboré exclusivement en vue des besoins et des intérêts de la nation.

Néanmoins l'équilibre de la balance du-commerce extérieur sera pour longtemps ébranlé si l'on considère que la Roumanie restera tributaire de l'étranger pour sa consommation d'une grande quantité de charbon, et aussi pour de nombreux articles industriels tels que la verrerie, la papeterie et d'autres encore indispensables aux besoins de la vie.

Cependant actuellement, de nombreuses adaptations aux besoins primordiaux sont réalisées en utilisant la matière première du pays. Les locomotives des chemins de fer, alimentées avant la guerre en charbon, ont subi une transformation technique en vue de leur fonctionnement au pétrole.

Egalement tous les bateaux fluviaux et maritimes emploient à l'heure actuelle le pétrole. Cela prouve une merveilleuse adaptation au milieu d'après guerre.

En outre l'Etat a pris l'initiative de créer une Direction de la Reconstitution Economique (1), cette réforme a donné de maigres résultats, c'est ainsi que les grands industriels fondèrent une société

(1) Voir le décret-loi n° 93 du 9 janvier 1919, *J. off.*, n° 222 du 10 janvier 1919, accordant des avances aux industries dont le capital ne dépasse pas 50.000 lei.

nommée « Reconstruction Industrielle » au capital de 300 millions, dont 40 % souscrits par l'Etat (1).

Mais, en tenant compte de l'époque extraordinaire que nous traversons, nous croyons que l'Etat devra favoriser la création d'un *Organe économique de reconstruction générale*, dont la mission sera de stimuler au plus haut degré les entreprises, le rendement agricole, la création de nouvelles industries et le développement de celles existantes, — organiser l'exploitation rationnelle du vaste domaine forestier, — communiquer une impulsion intense aux fabriques métallurgiques et à l'industrie du pétrole..., etc.

Ce sera une belle tâche, qui conduira à l'établissement d'un système économique nouveau et puissant pour la Roumanie entière.

**E. — L'évolution de la politique douanière européenne
par rapport à la Roumanie.**

Nous avons étudié l'évolution douanière et son influence sur le système économique dans sa composition, sa structure et son fonctionnement. Nous avons vu qu'elle passa successivement par les phases purement fiscale d'abord, libre-échangiste ensuite, protectionniste modérée et régime de la clause de la nation la plus favorisée enfin.

(1) Voir décret-loi n° 2.503 du 4 juin 1920 et décret-loi n° 2.530 du 10 juin 1920. *J. off.* roumain.

Toutefois chaque système douanier subit l'influence du milieu politique.

Ainsi, actuellement, nous vivons à une époque de pleine saturation guerrière ; l'humanité aspirant au repos, concentre son attention sur un organisme dont elle attend les plus grands bienfaits : la Société des Nations.

« Presque toutes les manifestations de la vie ont débordé le cadre de l'Etat. Au splendide isolement a succédé la nécessité de la coopération des peuples. Les progrès scientifiques, ils les ont franchis et on oblige la communauté humaine à s'organiser (1) ».

La Société des Nations nous apporte un esprit nouveau dans tous les systèmes sociaux et également dans le régime douanier.

L'ensemble des phénomènes douaniers ressemble à un granit constitué par des facteurs financiers, agricoles, industriels, commerciaux et politiques.

A l'instar du granit qui est constitué par des éléments de différentes couleurs et de différentes structures et qui forme toutefois un bloc cohérent, de même les forces économiques et sociales des peuples depuis les plus petits jusqu'aux plus grands s'harmonisent par le seul fait de leur interaction et prennent un caractère mondial, né de leur coexistence qui leur sert de régulateur.

(1) H. Lalouel, Les conceptions politiques de la Société des Nations, *Revue générale de droit international public*, 1922, mai-août.

Au cours de la Conférence économique de Gênes on a débattu la question suivante, celle du principe du traitement équitable du commerce, énoncé à l'article 23 du pacte de la Société des Nations qui recommande vivement la reprise des relations commerciales sur la base des traités de commerce et qui repose, d'une part, sur le système d'une réciprocité adaptée aux circonstances spéciales et contient, d'autre part, dans les limites du possible, la clause de la nation la plus favorisée.

Et l'on élabora une réduction de taxe dont la portée appuie l'article 23 et élargit son champ d'action. Ainsi par la note 113 la majorité des Etats représentés constate qu'il est désirable que les Etats ne se lient, dans les conventions commerciales qu'ils pourraient éventuellement conclure avec d'autres Etats, par aucune stipulation tendant à empêcher que les réductions des droits de douane ou les facilités douanières qu'ils pourraient s'accorder mutuellement soient appliquées aux autres Etats.

Le professeur Gini, chargé par la section économique de la Société des Nations de rédiger un rapport sur les matières premières, étudia la question et s'acquitta de sa mission. La commission une fois réunie examina ses conclusions et leur fit un accueil favorable. Le professeur Gini estime que la Société des Nations pourrait utilement intervenir en favorisant « *la création d'Unions douanières plus ou*

moins étroites de groupes d'Etats dont les intérêts économiques concordent ou du moins peuvent se compléter mutuellement ».

Ainsi une organisation nouvelle apparaît dont le but sera la coopération internationale ; la Roumanie pourra mettre les facteurs de la production économique en parfaite corrélation, et ainsi ne fera que contribuer à son développement par rapport aux autres.

Et si parfois un Etat doué par la nature d'une configuration géographique favorable au développement de son industrie, de son commerce et de son agriculture, pourvu de ressources naturelles importantes, voulait les utiliser dans un esprit de lucre exagéré, qui ne concorderait évidemment pas avec l'intérêt général, ou essayerait de provoquer la guerre, ou voudrait dresser des barrières à l'instar de la muraille de Chine, il serait châtié par l'isolement économique.

« On devrait reconnaître à la Société des Nations un droit d'intervention pour prévenir les abus, dans le cas, par exemple, où les tarifs douaniers visent simplement à exploiter la situation privilégiée dans laquelle se trouve un pays par rapport aux autres (1).

Au mois d'octobre 1923 la Société des Nations convoqua une conférence douanière à Genève. 35 Etats y ont participé. Une collaboration féconde

(1) J. Coucke, *Revue économique internationale*, p. 128, juillet 1922.

s'y est établie entre les experts gouvernementaux d'une part et les représentants de la Chambre de commerce internationale, éminents spécialistes des questions économiques et financières, d'autre part.

Ces travaux ont abouti à la signature d'une convention internationale du 3 novembre 1923 pour la simplification des formalités douanières.

Cette convention contient, à côté de recommandations d'ordre général excellentes, mais de faible valeur pratique, des dispositions de nature à faciliter réellement les opérations commerciales. Il en est ainsi de l'engagement pris par les Etats signataires de réduire au minimum les prohibitions et les restrictions applicables soit aux importations, soit aux exportations ; de simplifier les formalités exigées pour l'obtention des licences ; de hâter la délivrance de celles-ci et d'en empêcher le trafic. Cela fait l'objet de l'article 3 conçu comme suit : En raison des sérieux obstacles que mettent au commerce international les prohibitions d'importations et d'exportations, les Etats contractants s'engagent à adopter et à appliquer, dès que les circonstances le leur permettront, toutes les mesures propres à réduire au minimum les dites prohibitions et restrictions et, dans tous les cas, à prendre, en matière de licences, portant dérogation aux prohibitions d'entrée ou de sorties, toutes dispositions utiles :

a) Pour que les conditions à remplir et les

formalités à accomplir à l'effet d'obtenir ces licences soient immédiatement portées, dans la forme la plus claire et la plus précise, à la connaissance du public ;

b) Pour que le mode de délivrance de ces titres soit aussi simple, aussi stable que possible ;

c) Pour que l'examen de demandes et la remise des licences aux intéressés soient effectués avec la plus grande célérité ;

d) Pour que le système de délivrance des licences soit établi de manière à prévenir le trafic de ces titres. A cet effet les licences, lorsqu'elles sont accordées à des personnes, doivent porter le nom du bénéficiaire et ne doivent pas pouvoir être utilisées par une autre personne ;

e) Pour que, en cas de fixation de contingents, les formalités imposées par les pays importateurs ne soient pas de nature à empêcher une réparation équitable des quantités de marchandises dont l'importation est autorisée.

D'autres engagements ont trait à la publication complète et immédiate de tous les règlements concernant les formalités douanières dans le *Journal officiel* du pays ou toute autre publicité ayant un caractère officiel ou privé.

Les Etats devront présenter en second lieu un tarif douanier d'une précision incontestable par la voie de la publicité en y joignant l'indication de toutes les autorités douanières du fait de l'importation (art. 5).

Ils devront publier toutes les formalités douanières

et toutes les modifications qui n'auraient pas été publiées (art. 4).

On prend l'initiative en même temps de donner la communication de ces documents aux représentants des divers Etats contractants : les importateurs et les exportateurs possédant des informations précises sur les formalités et droits applicables dans les pays avec lesquels ils commercent, l'insécurité qui, actuellement, gêne tant les échanges, se trouvera déjà atténuée sensiblement.

Article 6 : « Afin de permettre aux Etats contractants et à leurs ressortissants d'être informés aussi rapidement que possible de toutes les mesures visées aux articles 4 et 5 qui intéressent leur commerce, chaque Etat contractant s'engage à communiquer au représentant diplomatique de chacun des autres Etats ou à tout autre représentant désigné à cet effet et résidant sur son territoire, toutes publications effectuées en exécution desdits articles, cette communication devant être faite dès la parution et en double exemplaire. Faute d'un représentant diplomatique ou autre, la communication sera faite à l'Etat intéressé par la voie qu'il indiquera à cet effet. Chaque Etat contractant s'engage en outre à faire parvenir en dix exemplaires, dès leur parution au Secrétariat de la Société des Nations, toutes publications faites en exécution des articles 4 et 5. »

Mais l'article 6 étant insuffisant en ce qui concerne les mesures à prendre pour satisfaire les besoins du

commerce international, on ajouta dans l'Acte final de la Conférence les dispositions suivantes :

1° La Conférence, désireuse d'assurer la publicité la plus étendue et la plus rapide aux renseignements nécessaires au commerce, estime qu'il conviendrait que les deux organisations internationales auxquelles, conformément à l'article 6 de la convention sur la formalité douanière signée ce jour, seront communiqués certains documents relatifs aux questions douanières devraient, sous réserve de réciprocité, étendre les avantages qui découleront de cette mesure à d'autres organisations internationales importantes, y compris la Chambre de commerce internationale et le Conseil central exécutif de la haute Commission inter-américaine tant que ces organisations continueront à représenter des intérêts internationaux. La Conférence désire toutefois qu'il soit pris acte qu'à son avis, en dépit de l'utilité que peuvent présenter les communications de ce genre, l'objet visé ne peut être atteint que par l'adhésion à la présente convention du plus grand nombre d'Etats possible.

2° La Conférence, appréciant les grands avantages que comporterait pour le monde commercial la publication, sous forme de code, des règlements douaniers de tous les pays et se rendant compte, d'autre part, des difficultés que présente pour certains pays une publication de ce genre, recommande que tous les Etats s'efforcent de publier leurs règlements douaniers sous forme codifiée, aussitôt que

possible, chaque Etat demeurant libre de fixer le moment qui lui paraîtra opportun pour cette publication.

3° D'autre part, les Etats contractants reconnaissent qu'une publication intégrale ou résumée des réglementations douanières de tous les pays est malaisément réalisable dans les circonstances actuelles, mais ils accueillent avec faveur les projets mis à l'étude par la Chambre de commerce internationale pour la diffusion des réglementations douanières.

Ainsi la Chambre de commerce internationale aura un rôle diplomatique, à savoir la mission de *répandre les dispositions de la convention dans tous les pays*.

Secondement, les Etats devront publier non seulement leur tarif douanier (art. 3), mais même la réglementation correspondante.

En ce qui concerne la limitation et la simplification des certificats d'origine, l'article 11 est conçu comme suit : « Les Etats contractants limiteront dans toute la mesure possible les cas où des certificats d'origine sont exigés ».

En conformité de ce principe et étant entendu que les administrations douanières conservent leur plein droit de contrôle quant à l'origine réelle des marchandises et partant le pouvoir d'exiger, nonobstant la production des certificats, toutes justifications autres qu'elles jugent nécessaires, les

Etats contractants acceptent de se conformer aux dispositions suivantes :

1° Les Etats contractants s'appliqueront à rendre aussi simple et équitable que possible la procédure et les formalités relatives à la délivrance et à la reconnaissance des certificats d'origine, et ils porteront à la connaissance du public les cas et les conditions auxquels ils sont délivrés.

2° Les certificats d'origine peuvent émaner, non seulement des autorités officielles des Etats contractants, mais aussi de tous organismes ayant la compétence et présentant les garanties nécessaires, qui auraient été préalablement agréés par chacun des Etats intéressés.

Chaque Etat contractant communiquera aussitôt que possible au secrétariat de la Société des Nations la liste des organismes qu'il aura désignés pour la délivrance des certificats d'origine.

Chaque Etat se réserve le droit de retirer son agrément à l'un quelconque des organismes ainsi notifiés, s'il constate que cet organisme a émis indûment les dits certificats.

.....

Les administrations douanières n'exigeront la production du certificat d'origine que :

- a) Lorsque l'intéressé renonce à réclamer le bénéfice d'un régime dont l'application est subordonnée à la production d'un tel certificat ;
- b) Lorsque la nature même des marchandises,

établit incontestablement leur origine et qu'un accord préalable est intervenu à cet égard entre les Etats intéressés ;

c) Lorsque la marchandise est accompagnée d'un certificat attestant qu'elle a droit à une appellation régionale, sous la réserve que ce titre ait été délivré par un organisme désigné à cette fin et agréé par l'Etat importateur.

.

3° Les certificats d'origine seront en principe dispensés du visa consulaire surtout quand ils émanent des administrations douanières.

Si dans des cas exceptionnels, le visa consulaire reste exigé, les intéressés peuvent le demander à leur ressort, soit au Consul du ressort voisin, le coût du visa devra être aussi réduit que possible et ne pourra dépasser le coût de l'émission, en particulier lorsqu'il s'agit d'envois de faible valeur.

La Conférence examine les questions en vue d'activer le dédouanement des marchandises, de rendre plus rapide la visite des bagages des voyageurs et le régime des marchandises en entrepôt. L'article 14 se borne à rappeler le principe d'un traitement équitable et si parfois des incidents surviennent, on devra limiter le champ d'action à un simple « recommandation ».

En cas de dérogation grave aux dispositions de la convention, l'article 22 dans ses deux alinéas dispose que :

« Si un différend surgit entre deux ou plusieurs Etats contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente convention et si ce différend ne peut être réglé, soit directement entre les parties, soit par la voie de tout autre moyen de règlement amiable, les parties au différend pourront, avant de recourir à toute procédure arbitrale ou judiciaire, soumettre le différend, aux fins d'amiable composition, à tout organisme technique que le Conseil de la Société des Nations pourra désigner à cet effet. Cet organisme formulera un avis consultatif après avoir entendu les parties et les avoir au besoin réunies.

L'avis consultatif formulé par ledit organisme ne liera par les parties au différend à moins qu'il ne soit accepté par chacune d'elles, et les parties conserveront la liberté, soit après avoir recouru à la procédure ci-dessus mentionnée, soit pour remplacer cette procédure, de recourir à toute autre procédure arbitrale ou judiciaire de leur choix, de justice internationale pour toutes matières qui sont de la compétence de la Cour, aux termes de son statut.

Enfin la portée technique de la convention vise un ensemble d'améliorations dont le commerce extérieur des pays contractants ne manquera pas de tirer des profits appréciables.

Puis à côté de ces résultats immédiats il y a les espoirs qu'a fait naître la Conférence, la perspective

d'une évolution de la politique économique internationale dans un sens plus libéral. En attirant l'attention sur l'« interdépendance » des peuples, en affirmant qu'à cette interdépendance aucun d'eux, si puissant fût-il, ne saurait se soustraire en dénonçant l'illusion de l'impossible isolement », M. Clémentel, dans le beau discours qu'il a prononcé à la séance de clôture, s'est exprimé comme suit : « Cette collaboration s'est révélée d'autant plus efficace qu'elle repose sur une réciproque indépendance et une mutuelle estime.

« Elle s'est montrée particulièrement utile dans la préparation et dans les débats de la conférence sur les formalités douanières. Elle peut nous permettre d'espérer, en une matière aussi délicate et aussi technique, des résultats pratiques et durables. C'est qu'en effet, dans un tel domaine, il est essentiel que les réformes réalisées aient le plein assentiment de ceux qui doivent aider les administrations à les appliquer.

« La convention à laquelle ont abouti les discussions de cette conférence est en quelque sorte le contrat qui marque un accord mutuel et une compréhension réciproque.....

« Notre tâche n'est pas terminée aujourd'hui ; elle commence. Notre effort doit se poursuivre, méthodique et persévérant, d'abord pour obtenir que dans chacun des pays représentés ici, le commerce et l'industrie appuient auprès de leurs gouvernements la ratification de la convention et l'adhésion des

autres, ensuite pour faciliter l'exécution de cette convention par le commerce international. »

En terminant, le président-fondateur de la Chambre de commerce internationale a dit, notamment : « Représentants de 35 gouvernements, représentants des cercles industriels et commerciaux venus les uns et les autres de tous les points du monde, nous avons exposé en pleine sincérité et sans réticence les intérêts respectifs de ceux qui nous avaient mandatés.

« De ce travail en commun se sont dégagées une plus grande compréhension des difficultés économiques de chaque pays et des besoins du commerce international, une ferme volonté de rechercher et de trouver des solutions positives permettant de supprimer quelques-uns de ces fils de fer barbelés que sont les prescriptions vexatoires et parfois injustes qui arrêtent les échanges entre les différents pays.

« L'esprit d'égoïsme privé ou national, l'esprit de pur et simple mercantilisme ont été bannis de cette enceinte. Nous avons tous obéi à un impératif plus élevé, nous avons obéi au devoir qui s'impose à tous les hommes de poursuivre, tout en servant de tout leur cœur leur propre pays, l'idéal d'une humanité meilleure et plus fraternelle.

« Les dures nécessités de la vie d'après-guerre, les difficultés inouïes nées du bouleversement économique mondial donnent aux hommes et aux peuples une notion plus claire de leurs droits et de leurs devoirs, une vue plus nette de leurs obligations réci-

proques. Elles montrent à l'évidence que les sacrifices consentis à la vie commune des peuples plus faibles sont en fait profitables aux peuples plus forts qui les consentent. Elles affirment l'interdépendance des peuples, interdépendance à laquelle aucun, si puissant, si fort soit-il, ne saurait se soustraire en s'enfermant dans l'illusion d'un impossible isolement..... »

Voilà de nobles pensées qui surgissent des ruines de la grande guerre. Tous les peuples s'adaptent au milieu nouvellement créé, les phénomènes économiques gardent tous leurs mobiles d'intérêt personnel, mais s'harmonisent par une parfaite corrélation d'ensemble. La Roumanie, comme les autres Puissances, subira une profonde modification dans sa structure douanière par suite des modifications qui seront méthodiquement élaborées par la Société des Nations.

Ainsi se dessine l'avenir sur le ciel de l'Europe.

Mais « qu'on est loin ! Partout les frontières se hérissent de tarifs douaniers et de réglementations draconiennes. Un certain nombre d'Etats se livrent à des dépenses considérables ; soit pour percer les monts qui les séparent, soit pour améliorer leurs ports maritimes ; et, de la sorte, ils travaillent à se rapprocher et font œuvre de progrès ; mais simultanément, ils s'ingénient à se séparer davantage les uns des autres. Pour la plupart d'entre eux, le blocus économique s'érige en principe. Ils se l'opposent

les uns aux autres en pleine paix. Comment en feraient-ils une arme de guerre.

Conspirant à qui mieux mieux contre la nature, ils s'efforcent de se passer les uns des autres.

.
N'importe ! Un idéal a été montré. Une lumière a lui.

L'avenir est aux hommes de bonne volonté (1) ».

— (1) *Le Temps* du 18 octobre 1922.

Ouvrages consultés.

Allix (E.). — *Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française*, 4^e éd., 1921. Paris.

Aurelian. — *L'Economie nationale*, Tara noastra. Bucarest, 1904.

Aslan (Th.). — *Finatele României*. Bucarest.

Baicoianau. — *L'Histoire de notre politique douanière et commerciale depuis le règlement organique jusqu'à nos jours*. Bucarest, 1904.

Bauer (Général). — *Mémoires historiques et géographiques sur la Valachie*. Francfort, 1788.

Bibescou (Georges, prince). — *Règne de Bibescou*. Paris, E. Plon-Nourrit et Cie, 1893.

Bogdan. — *Les relations de la Principauté de la Valachie avec la ville de Brashov*. Bucarest, 1905.

Brezoianou. — *Les anciennes institutions de la Roumanie, 1417-1866*. Bucarest, 1882.

Bungeteanou. — *Bois et forêts de la Roumanie*. Paris.

Cantemir (Démétrius, prince). — *Descriptio antiqui ed hodierni status Moldaviae*, 1716.

Cagnat (René). — *Etude historique sur l'impôt indirect chez les Romains*. Paris, Imp. nationale, 1882.

Calinescou. — *Le change roumain*. Paris, 1922.

Colson (Félix). — *De l'état présent et l'avenir des principautés de Moldavie et de la Valachie*. Paris, 1839.

Conduratou. — *Les relations de la Moldo-Valachie avec la Hongrie*.

Costinescou. — *Le tarif de douanes de 1904*. Bucarest.

Creangă. — *Les finances roumaines sous le régime de l'occupation allemande*. Paris, 1919.

Damé (Frederich). — *Histoire de la Roumanie*. Paris, 1900.

Djuvara. — *La guerre roumaine*. Paris, 1919.

Dobrescou. — *Istoria bisericii în Oltenia*. Bucarest, 1906.

- Dudescou.** — *L'évolution économique contemporaine des peuples balkaniques.* Paris, 1917.
- Filiti.** — *Les Principautés roumaines sous l'occupation russe.* Bucarest, 1904, Ed. de l'Indépendance roumaine.
- Gheorghiu (Démètre J.).** — *Aperçus sur la situation économique et financière mondiale.* Ed. Félix Alcan, Paris, 1919.
- Gide (Ch.).** — *Principes d'économie politique.* Paris.
- Grigori-Barbou.** — *Les relations économiques.* Paris, 1911.
- Giogârtou.** — *Industria Metalică.* Bucarest.
- Iancovici.** — *Traité de paix de Bucarest.* Paris, 1918.
- Ilarian-Papin.** — *Tesaur de monumente istorice.* Bucarest, Edition Rasidescou, 1864.
- Jorga (N.).** — *Le Négoce et les métiers dans le passé roumain,* Ed. Minerva. Bucarest, 1905.
- *Chilia si Cetatea Albă.* Bucarest, 1899.
- *Ambasadori, calatori si misionari,* 1899. Bucarest.
- *Les forces économiques de la Roumanie.* Bucarest, 1920. Ouvrage fait sous la direction de la Banque Marmoroch.
- Metes.** — *Relatiile comerciale între Muntenia si Transilvania.* Sighisioara, 1921.
- Mitilineou.** — *Colectiunea de tratate ale României.* Bucarest, 1874.
- Minescou.** — *L'action diplomatique de la Roumanie pendant la guerre.* Paris, 1922.
- Mommsen et Marquardt.** — *De l'organisation financière chez les romains.* Paris, 1888.
- Moghilanski.** — *La production des céréales en Bessarabie.*
- Ovide.** — *Les Tristes.* Elégie.
- Martens (G.-F.).** — *Nouveau recueil de traités.* Göttingue, 1818.
- Nauman (Frederich).** — *L'Europe centrale (Miteurope),* Ed. Payot et Cie, Paris (traduit de l'allemand).
- Negulescou.** — *Histoire du droit et des institutions de la Roumanie.* Paris, Jouve et Boyer, 1898.
- Nogaro.** — *La stabilité du change.* Paris, 1922.
- Radulescou (S.).** — *La politique financière de la Roumanie.* Thèse Paris, 1923.
- Stamatin.** — *Le commerce extérieur de la Roumanie.* Paris, 1914.

- Thouvenel (Ed.).** — *La Hongrie et la Valachie*. Paris, 1840.
Vlahoutza (A.). — *La Roumanie pittoresque*. Bucarest, 1903.
Wilkinson (W.). — *Tableau historique, géographique et politique de la Moldavie et de la Valachie*. Paris, 1821.
Xenopol (A.). — *Histoire des Roumains*. Paris, 1895, Peroux.
Xenopol (N.). — *La richesse de la Roumanie*. Bucarest.

Documents, Revues, Journaux consultés.

- Annuaire statistique de la Roumanie.*
Annales du commerce extérieur.
Bulletins consulaires.
Commerce extérieur de la Roumanie (le), publication annuelle du ministère de l'Industrie et du Commerce. Bucarest.
Collection de documents concernant les Principautés, T. X et T. L., supplément 456. Bibliothèque de l'Académie roumaine. Bucarest.
Convention commerciale Roumanie, Autriche-Hongrie, Bucarest, 1875.
Courrier roumain, 1843.
Documente privatore la istoria românilor, recueillis par Hurmuzachi (Eudoxia). Bucarest, 1887-1899.
Documents recueillis dans les archives et bibliothèques polonaises par Bogdan (Jon). Bucarest, éd. IV Soc., 1893-1900.
Exposé des motifs de la loi pour l'encouragement de l'industrie nationale.
Exposé des motifs sur les conventions roumano-autrichiennes et roumano-suisse.
Etude et rapports sur la grande industrie encouragée par l'Etat.
Feuilles d'informations commerciales. Organe hebdomadaire du ministère de l'Industrie et du Commerce. Bucarest, *Journal officiel* roumain.
Livre Vert du ministère des Affaires étrangères publié à la suite du projet de convention échouée austro-hongroise. Bucarest.
Livre Rouge austro-hongrois, 1916
Mémoires de Metternich (prince) publiés à Winenburg. Vienne, 1880.

Rapport de M. le ministre des Finances Titulescou du 24 juin 1921, pour la modification du tarif douanier.

Rapportu lui Kisseleff dans « Convorbiri Literare », 1889. Bucarest, rédigé sous la direction de Stirbei B.

Revue générale du droit international, 1922.

Revue économique internationale, septembre et juillet 1922. Bruxelles.

Revue des Deux-Mondes, XXV et XXVI, 1905.

Revue d'économie politique, 1920, p. 338. Gheorghiu (Démètre J.), La situation monétaire de la Roumanie. Régime sous l'occupation ennemie et état actuel.

Le Temps.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
APERÇU HISTORIQUE ET GÉOGRAPHIQUE SUR LA ROUMANIE . .	1

CHAPITRE PREMIER

Esquisse historique sur la politique douanière roumaine de la Dacie-Trajane à 1874.	11
--	----

CHAPITRE II

A. — La renaissance économique de la Roumanie. L'expansion économique de l'Autriche-Hongrie en Roumanie dans ses rapports avec la politique douanière.	48
B. — Le commerce avec la France	64
C. — Les conséquences économiques de la conven- tion austro-roumaine	66

CHAPITRE III

A. — L'acheminement de la Roumanie vers le trai- tement de la clause de la nation la plus favorisée. Le projet de renouvellement du traité austro- roumain	70
B. — Les conséquences de la rupture et la guerre douanière.	77
C. — Le traité roumano-suisse	80

CHAPITRE IV

A. — La politique douanière de l'année 1891. . .	93
B. — Le traité avec l'Allemagne	97
C. — La législation douanière de 1904. Son influence sur la structure économique roumaine	99

D. — Le système des primes et les avantages douaniers	112
E. — Brève étude sur le revenu de la douane roumaine	119

CHAPITRE V

A. — L'époque de transition. La guerre de 1914. .	124
B. — Les ressources économiques de la nouvelle Roumanie.	134
C. — L'influence du système monétaire sur la douane	149
D. — Le tarif douanier de 1921.	152
E. — L'évolution de la politique douanière européenne par rapport à la Roumanie	164
BIBLIOGRAPHIE	179

Vu :

Le Président de la thèse,
EDGARD ALLIX.

Vu :

Le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPEL.

